

Signatur

C 1834

Bibliothek des Instituts für Weltwirtschaft
an der Universität Kiel



DÉPRÉCIATION DES RICHESSES

CRISE QU'ELLE ENGENDRE — MAUX QU'ELLE REPAND

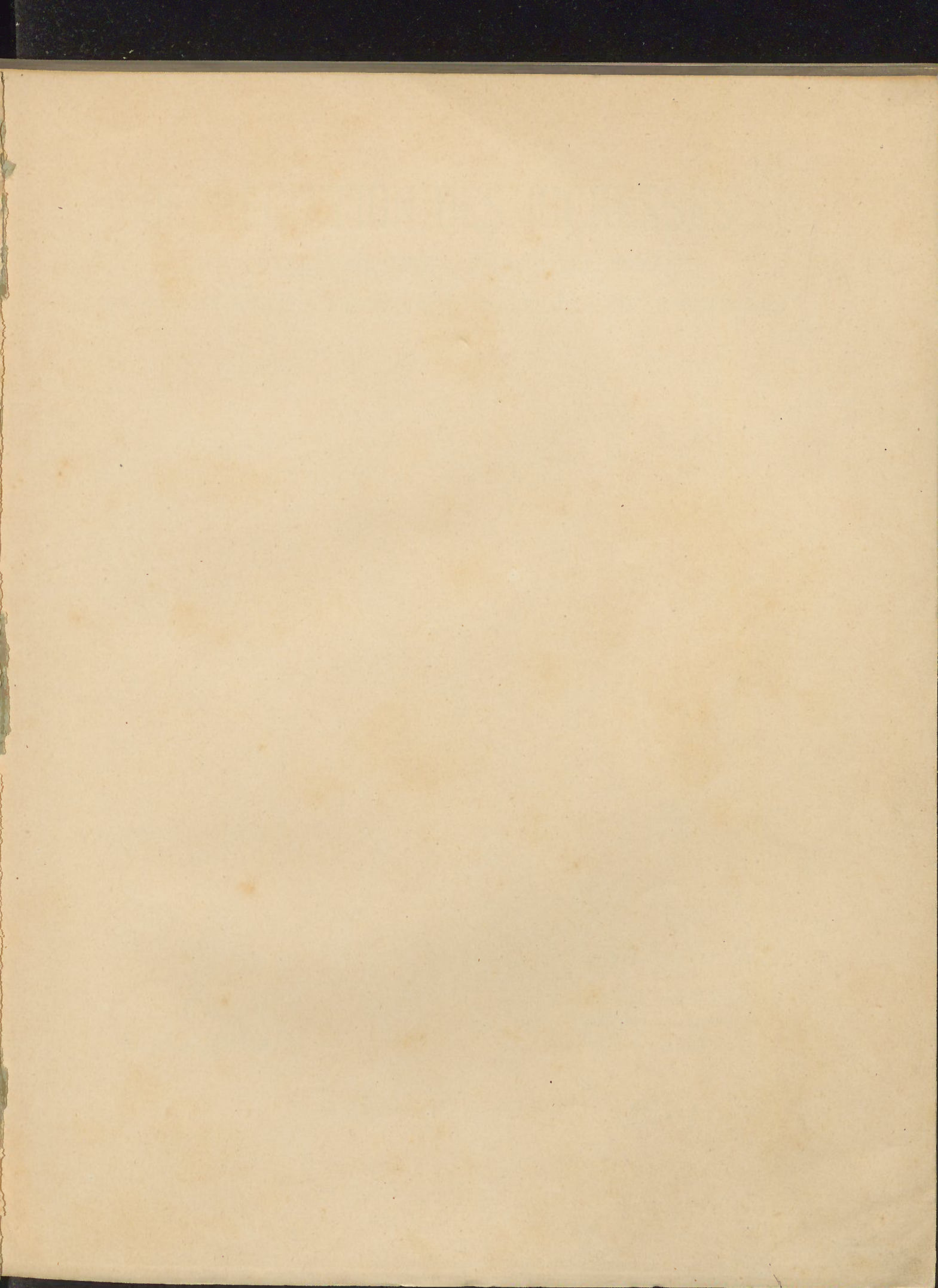
SOUFFRANCES QU'ELLE PROVOQUE DANS LES CLASSES LABORIEUSES

Par
Alph. Allard

LECTURE
À
L'ACADÉMIE
DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES
DE FRANCE

1889

17.289



DÉPRÉCIATION DES RICHESSES

CRISE QU'ELLE ENGENDRE — MAUX QU'ELLE RÉPAND

SOUFFRANCES QU'ELLE PROVOQUE DANS LES CLASSES LABORIEUSES

Par
Alph. Allard

LECTURE
A
L'ACADÉMIE
DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES
DE FRANCE

1889



Le mémoire que l'Académie a bien voulu m'admettre à l'honneur de lire devant elle a pour titre : LA DÉPRÉCIATION DES RICHESSES, et pour objet : *la crise que cette dépréciation engendre, les maux qu'elle répand et les souffrances qu'elle provoque plus particulièrement parmi les classes laborieuses.*

§ 1

LA CRISE

En 1885, M. Goschen, actuellement Chancelier de l'Echiquier de la Grande-Bretagne, exprimait, en s'adressant aux banquiers de Londres, la pensée que sans doute personne dans l'auditoire ne serait disposé à contester l'existence de la crise agricole, commerciale ou manufacturière.

A plus forte raison puis-je faire de même aujourd'hui, puisque depuis trois ans, cette crise au lieu de se calmer, a plutôt empiré.

On ne se souvient pas avoir subi pareil mal; non seulement tous les prix ont baissé, mais cette baisse revêt même trois caractères absolument extraordinaires et que n'avait jamais présentés aucune autre crise.

Celle-ci dure depuis 15 ans;

Elle frappe les prix de tous les objets à la fois;

La crise existe.

Ses caractères sont
spéciaux.

Elle exerce son influence dans l'univers entier.

A quelle cause subtile doit-on attribuer un effet aussi universel, aussi intense et aussi permanent?

L'idée de la surproduction
paraît paradoxale.

Les explications ne manquent pas, mais toutes ou presque toutes, sans signaler aucun remède, aboutissent à cette conclusion : que la crise ne devrait être attribuée qu'à une sorte de fatalité aveugle, qui fait que l'homme, dans la fièvre de progrès qui le dévore, aurait toujours, depuis 15 ans, produit plus de richesses qu'il n'en pouvait consommer; que de là proviendrait cette baisse si extraordinaire des prix de toutes choses; de là aussi la ruine de tous, et plus particulièrement la misère du travailleur.

J'ai bien peur, que cet *excès de production* amenant les *privations*, que cet excès de *travail* engendrant la *misère*, ne constituent en réalité qu'un dangereux paradoxe, et quant à moi j'éprouve, je l'avoue, une sorte d'aversion instinctive pour cette théorie, qui tendrait à faire croire, que le travail de l'homme ne développerait pour lui que des malheurs, et qu'impuissant à trouver un remède et à réagir contre la fatalité, il n'aurait d'autre destinée que la misère et serait condamné forcément, à être malheureux!

C'est presque du nihilisme.

Cette théorie de l'excès de production viendrait, en quelque sorte, à l'appui des doctrines des Leopardi, des Hartmann, des Schopenhauer, qui admettent également la fatalité des malheurs de l'homme. Ces doctrines ont enfanté le socialisme en Allemagne, le nihilisme en Russie, et se répandent, aujourd'hui même, chez nos ouvriers, en rêves les plus obscurs et les plus malsains, fournissant des prosélytes nouveaux à cette philosophie : *Ni Dieu ni Maître*, la plus dangereuse entre toutes.

Ce n'est pas une idée
française.

Ces idées ne sont pas françaises, disait dans un noble élan l'honorable président M. Gréard, à la dernière séance annuelle de l'Institut.

Je désire, comme lui, une autre solution, car dans celle-ci, je l'avoue, je ne vois que le germe d'un bouleversement social inévitable!

Non seulement cette théorie me semble dangereuse, mais elle ne paraît même pas pouvoir résister à l'examen.

Elle ne résiste pas à l'examen.

Si, pendant les trois premiers quarts de ce siècle, avec les augmentations immenses de la production qui ont été amenées par l'emploi de la vapeur, nous avons eu le progrès, la richesse et la prospérité, pourquoi donc, je le demande, n'aurions-nous plus aujourd'hui que la ruine, la misère et la crise ?

Voilà 15 ans que l'on parle de cet excès constant de production, comment raisonnablement admettre que les hommes auraient toujours, pendant 15 années, continué à produire trop de richesses ne leur procurant que pertes et mécomptes ? A moins que semblables à ces cinquante filles du roi d'Argos, ils ne soient forcés comme elles à remplir un tonneau sans fond ? Mais alors je demande, au moins, à connaître le crime qu'ils auraient commis et le Dieu qui leur aurait infligé un aussi dur châtiment ?

Une commission appelée par la Reine d'Angleterre à examiner cette question, paraît s'être absolument prononcée dans le sens que j'énonce ici. (1)

On partage cet avis en Angleterre.

Mais du moment où cet excès de production, cette *crise d'abondance*, ne pouvait plus être regardée comme l'origine réelle de nos *misères*, il fallait aller chercher ailleurs ; c'est ce que l'on fit dans tous les pays à la fois, car la crise était partout.

Il faut chercher ailleurs.

En 1884, on nommait en France la *Commission des 44*, qui donna lieu à deux premiers rapports. Ces rapports décrivaient le mal, mais sans en pouvoir signaler ni les véritables origines ni le remède possible. (2)

Commission des 44 en France.

En 1886, les ouvriers sans travail se soulevaient à Londres,

Pendant ce temps, le mal s'accroît.

(1) Voir note justificative n° 2. — Rapport final de la Commission of Depression of Trade and Industry.

(2) Voir note justificative n° 1. — Extraits des rapports de MM. Spuller et de Lanessan. Commission dite des 44.

Ils prenaient les armes à Decazeville,
Anzin se révoltait de son côté,

Des émeutes graves avaient lieu en Belgique, et l'on instituait, dans ce pays, une *Commission du Travail*, qui ne paraît pas avoir abouti à de bien meilleurs résultats que la *Commission des 44* en France.

Commission en Angleterre.

On recherchait en même temps, en Angleterre, les causes occultes et obscures de cette crise véritablement des plus singulières !

En 1885, la Reine Victoria créait une *Commission de l'amoindrissement du Commerce et de l'Industrie* (Depression of Trade and Industry).

Cette commission, ainsi que je le disais tout à l'heure, se refusait à admettre que la crise fût réellement le résultat d'un excès de production; elle finit, de guerre lasse, par se convaincre qu'on devait en rechercher la cause dans des questions monétaires. (1)

La cause monétaire est
reconnue.

Cette cause monétaire avait déjà été signalée depuis bien longtemps en France, et par la Banque de France, et par une foule d'économistes distingués, et par de grands financiers et par des hommes pratiques. J'ai moi-même exposé, dans quelques travaux publiés sur ces matières, comment, depuis quelques années, cette cause subreptice agissait sur notre société, et c'est pour l'étudier que fut créée en Angleterre en 1886, une commission appelée la *Commission de l'Or et de l'Argent*. (Commission on Gold and Silver) qui fut spécialement chargée de rechercher comment les causes monétaires avaient pu provoquer les maux dont nous souffrions. (2)

Un rapport vient d'être fait.

Cette commission vient, après deux ans et demi d'études, de

(1) Voir note justificative n° 3. — Adresse de la Commission of Depression of Trade and Industry à S. M. la Reine, 1886.

(2) *La Crise, la Baisse des Prix, la Monnaie*, publiée en 1885 (Paris-Bruxelles).
Discours sur la crise agricole et manufacturière, 1886 (Paris-Bruxelles).

Etude sur la crise agricole, commerciale et ouvrière en Angleterre, 1888 (Paris-Londres et Bruxelles).

déposer son troisième et dernier rapport, qui jette un jour tout nouveau sur les questions que je vais avoir l'honneur de traiter ici

Ce document me paraît porter en lui le germe du remède attendu et, à ce titre, j'ai pensé qu'il pourrait exciter l'intérêt

§ 2

LA MONNAIE

Mais, se demandera-t-on, comment la monnaie peut-elle exercer une pareille influence et devenir la cause d'une crise aussi intense et aussi universelle?

On se sert de la monnaie
comme on se sert de l'air
et de l'eau.

C'est qu'on se sert en général de la *monnaie*, depuis la naissance jusqu'à la mort, dans tous les actes de la vie et d'un bout à l'autre de l'univers, un peu comme on se sert de l'*air* et de l'*eau* ces éléments cependant si indispensables à la vie, sans trop savoir ni comment ni pourquoi.

La monnaie, il est vrai, ne procure par elle-même aucune jouissance, elle ne se consomme pas, elle n'est pas, par cela même, ce que l'on peut appeler une véritable richesse; mais elle est l'outil qui peut nous les procurer toutes; il semble que la monnaie, soit une sorte d'intermédiaire, je dirais presque de courtier, entre tous les désirs de l'homme; elle rappelle, dans la vaste et active circulation monétaire du monde, ce globule de sang qui circule dans notre corps à tous, et s'en va transmettant sans cesse à nos organes, la chaleur, l'activité et la vie. (1)

Elle n'est pas une richesse,
mais elle sert à nous les
procurer toutes.

L'on comprend bien vite dès lors le grand rôle qu'elle est appelée à jouer, aussi verrons-nous tout à l'heure qu'augmenter

Elle joue le grand rôle de
sang social.

(1) Voir les notes justificatives n^{os} 4 et 7.

ou diminuer les quantités de monnaies en circulation, produira exactement le même effet sur le corps social que l'augmentation ou la diminution du sang sur le corps humain.

L'augmentation favorisera la croissance, le progrès et la vie, la diminution amènera l'anémie, la maladie et la crise.

Ce n'est pas une marchandise ordinaire.

On a voulu, et cela surtout dans ces derniers temps, rabaisser l'importance de la MONNAIE et ne plus voir en elle qu'une SIMPLE MARCHANDISE comme le coton ou la laine, marchandise sur laquelle on pouvait impunément porter la main et dont on pouvait, sans crainte augmenter ou diminuer les quantités en usage.

Je crains qu'on n'ait commis là une lourde erreur, car, s'il faut en croire les études anglaises dont je partage l'opinion, c'est en grande partie cette erreur qui a provoqué la longue crise à laquelle nous cherchons un remède.

Les Pandectes le démontrent.

La monnaie n'est pas une simple marchandise.

A l'appui de cette opinion, nous trouvons dans les Pandectes une excellente définition, qui fait ressortir d'une façon qui me paraît claire, la différence entre la monnaie, d'une part, et les marchandises qu'elle sert à échanger, de l'autre. (1)

La Commission anglaise le prouve.

La commission anglaise constate, en effet, que quelles que soient les productions des mines d'or ou d'argent, la valeur de la monnaie ne suit jamais les lois ordinaires qui règlent le prix de toutes les autres marchandises. Or, si elle n'en suit pas les lois, comment pourrait-on l'y assimiler.

Nos lois le démontrent.

Le pouvoir souverain a seul le droit de battre monnaie, tandis que tout le monde a bien, je pense, le droit de fabriquer des marchandises

La contrefaçon de la monnaie était naguère punie de mort; celle des marchandises n'entraînait que des peines infiniment plus douces; et enfin la monnaie, par ordre du Prince, doit être

(1) Voir *Discours sur la crise agricole et manufacturière*, par l'auteur, p. 14.

acceptée à la valeur légalement établie, sous peine d'amende, voire même de prison.

Je le demande, sont-ce là les caractères d'une marchandise ordinaire? (1)

On a essayé, d'autres fois, de ne voir dans la monnaie qu'une sorte d'*invention* plus ou moins tardive de l'homme qu'il pouvait ainsi changer à sa guise, et à cette occasion on ne manque pas d'en exposer, dans tous leurs détails, les débuts.

On a voulu en constituer une simple invention.

Il serait cependant plus sage, je pense, de croire que personne ne les connaît. (2)

Personne ne peut décrire cette invention.

Quoi qu'il en soit, personne ne peut nier, je pense, le rôle important de la monnaie. Il reste à voir comment elle agit sur notre société et sur les prix de toutes choses.

La monnaie agit sur la société d'une façon occulte.

Ici nous arrivons à ces *causes que l'on voit* et à celles que *l'on ne voit pas*, dont parlait Bastiat; l'action de la monnaie sur la société, rappelle l'influence du soleil sur la végétation, elle s'exerce en silence, mais elle n'en fait pas moins circuler la sève et mûrir les moissons!

Nous allons chercher à pénétrer les secrets de cette action occulte et nous étudierons de plus près l'influence de la monnaie sur les prix, de tout ce qui se vend ou s'achète dans l'univers.

§ 3

INFLUENCE DE LA MONNAIE SUR LES PRIX

Le prix d'une chose, nous le savons, est la quantité de monnaie que l'on donne pour cette chose.

Le prix est une quantité de monnaie.

(1) Voir note justificative n° 6.

(2) Voir note justificative n° 5.

Plus il y a de monnaie, plus
les prix montent.

Plus on sortait d'or et d'argent de la terre, plus on les transformait en monnaie, et plus aussi, au cours des siècles, on était insensiblement tenté de donner de monnaie pour le même objet; les prix de toutes choses avaient ainsi une continuelle tendance à monter.

Plus il y a de marchandises,
plus les prix baissent.

Mais pendant le même temps une autre force, non moins puissante que la première, tendait à les faire baisser, c'étaient tous les perfectionnements du génie humain, qui allait chaque jour produisant à meilleur marché, les objets nécessaires à notre existence.

La monnaie agit donc à
l'égal des marchandises
sur les prix.

De ces deux forces contraires s'est constitué un équilibre des prix universels, véritable rapport entre la monnaie d'une part, et les marchandises de l'autre.

On comprend donc, immédiatement, que l'abondance ou la rareté de la monnaie ait eu de tous temps le pouvoir de faire monter ou de faire baisser les prix des marchandises, tout aussi bien que la rareté ou l'excès des marchandises elles-mêmes.

Exemple de la découverte
de l'Amérique en 1500.

L'histoire est du reste féconde en exemples de ces variations

Rappelons à ce propos la plus importante de toutes, la découverte des richesses métalliques du nouveau monde au xvi^e siècle et l'explosion de hausse des prix qui éclata dans l'univers entier, à ce point qu'un chapon, qui ne valait guère que quatre sous en l'an 1500, en valait quinze, c'est-à-dire presque quatre fois plus, cent ans plus tard; et tout le reste en proportion.

Latimer, en 1548, ne voyait
encore que l'augmenta-
tion des fermages.

Un demi-siècle s'était déjà écoulé depuis la découverte de Christophe Colomb que le célèbre évêque de Worcester, Latimer, n'avait pas encore eu le temps de saisir l'immense révolution produite dans tous les prix par l'arrivée des métaux précieux.

Ce qu'il voyait, c'était tout simplement l'exagération des prix et des fermages, qu'il blâmait hautement.

Ce qu'il ne voyait pas, c'était la cause monétaire qui agissait; aussi se contentait-il encore, en 1548, à la cour d'Edouard VI,

d'accuser les seigneurs et les propriétaires de pressurer leurs fermiers.

Je crains bien que ceux qui accusent aujourd'hui les travailleurs de produire trop de marchandises, ne rappellent absolument l'erreur de Latimer. (1)

Comme ceux qui ne voient encore que la *surproduction* aujourd'hui.

Il y a quelques années, c'était en 1851, nous découvrons l'or de la Californie et de l'Australie, et en moins de 15 années, la quantité de la monnaie du monde se trouva doublée; de grands esprits s'en étaient même fortement alarmés.

Découvertes de la Californie et de l'Australie (1851).

Aucune des craintes émises ne se réalisa pourtant, par cette raison que nous n'étions plus au xvi^e siècle, mais bien au xix^e; le génie moderne développant ses ailes puissantes, multiplia si bien les découvertes, la production, le progrès et les échanges, qu'il maintint les prix, les empêcha de monter et que bientôt il ne nous resta plus de ces flots métalliques, qui avaient tant inquiété les esprits, que le souvenir ineffaçable d'une ère d'affaires, de prospérité, de travail et d'abondance inconnue jusque-là, et que tout le monde se prend à regretter aujourd'hui.

Si les immenses augmentations de la production des marchandises et des richesses de 1851 à 1873 ont ainsi constitué un bien et non pas un mal, c'est parce que des quantités proportionnelles d'or, étaient venues soutenir les prix des richesses que l'on produisait pourtant en immense abondance.

Elles ont développé la production des marchandises.

L'on me permettra ici une image, pour mieux faire saisir ma pensée.

Exemple de l'équilibre des prix tiré d'une balance.

L'équilibre des prix est assez bien figuré par une de ces balances à deux plateaux, munie d'une petite aiguille au centre.

Sur l'un des plateaux (supposons à gauche), viennent peser toutes les productions, tout ce qui s'échange dans le monde : plus on le charge, plus il y a de marchandises, plus aussi ce plateau va s'affaissant et plus les prix baissent avec lui.

(1) Voir note justificative n° 8.

Mais voilà qu'en même temps, sur l'autre plateau (à droite), venaient s'amonceler l'or et l'argent produits depuis l'origine des siècles. Voilà ce plateau qui vient à s'affaisser à son tour, mais quel est donc le phénomène qui se produit de l'autre côté ? n'est-ce pas le plateau (à gauche) qui remonte exactement dans la même proportion et ne voyons-nous pas le niveau des prix de toutes les marchandises qui remonte avec lui ?

Pendant ce temps, la petite aiguille, au milieu, marque l'équilibre moyen des prix qui s'est ainsi établi.

Viennent [maintenant de grandes quantités de monnaies ; elles vont peser sur le plateau de droite : le plateau des marchandises se relèvera aussitôt à gauche et l'industrie humaine, encouragée par la hausse des prix, se disposera aussitôt à recharger de nouveaux produits ce plateau devenu trop léger.

Viennent au contraire (à gauche) de grandes quantités de marchandises : voilà le plateau qui s'alourdit, il baisse et avec lui tous les prix ; aussitôt la production s'arrête jusqu'à ce que, sur le plateau (de droite), vienne se placer le contre-poids métallique indispensable à soutenir et à maintenir l'équilibre des prix.

En démonétisant l'argent, en 1873, on a déséquilibré un des deux plateaux.

Or, nous verrons tout à l'heure qu'en 1873 on a enlevé du plateau métallique de l'Europe tout l'argent et qu'on n'y a plus laissé que l'or. Quoi d'étonnant que l'équilibre se soit rompu et que le plateau des marchandises, emporté par son propre poids, ait été précipité dans une baisse fatale.

Alléger l'un ou surcharger l'autre revient au même, *surproduction* ou *manque de monnaie*, sont synonymes.

Il baisse disent les uns, parce qu'il y a trop de marchandises. Il baisse disent les autres, parce qu'il manque un contre-poids de monnaie de l'autre côté.

Quant à moi, je suis d'avis qu'ils ont raison tous deux et que *trop de marchandise* ou *trop peu de monnaie*, c'est exactement la même chose ; tel est aussi l'avis d'une notable partie des commissaires anglais : ils sont d'opinion qu'il est matériellement impossible de séparer les causes affectant les marchandises de celles qui affectent la monnaie. (1)

(1) Voir note justificative n° 9.

Le mal produit sur les prix, par un *excès de marchandise* ou par un *manque de monnaie* est absolument le même ; mais, quant au remède à appliquer, la différence est énorme comme nous allons le voir.

Diminuer les marchandises, ce qui serait le remède indiqué à leur excès, est reconnu impossible par tous, au lieu qu'augmenter la monnaie est, au contraire, un remède parfaitement praticable ; c'est ce remède qui est réclamé par plus d'un esprit pratique.

C'est par cette raison élémentaire, que de ce côté seulement s'offre un remède possible, que je me sens irrésistiblement entraîné à ne m'attacher de préférence qu'à l'étude des causes monétaires de la crise.

Mais pourquoi, me demandera-t-on encore, a-t-il fallu démonétiser l'argent en 1873 ? Je vais répondre à cette intéressante question, mais cela va nécessiter un retour en arrière, jusqu'aux origines de notre système monétaire qui remonte à 1796.

La surproduction est impossible à guérir le manque de monnaie, elle comporte un remède.

Mais, expliquez d'abord pourquoi on a démonétisé l'argent en 1873 ?

§ 4

ORIGINES DE LA MONNAIE FRANÇAISE

Dès l'an III, le Comte de Mirabeau proposait à la Convention un système monétaire basé sur l'emploi de l'argent seul ; d'après lui, l'or ne devait plus rester que simple marchandise.

C'était, remarquons-le, réduire les quantités de monnaies en circulation puisqu'on n'allait plus avoir recours qu'à un seul métal.

Mirabeau avait cru que la fixité monétaire serait ainsi plus grande, et qu'elle importait bien plus que l'abondance ou la rareté.

En l'an III, le comte de Mirabeau établit le monno-métallisme d'argent.

Huit ans plus tard, en l'an XI, on est contraint d'employer les deux métaux.

En cela il avait tort; la rareté fut le résultat direct qu'amena sa loi; la baisse des prix qu'elle entraîne toujours après elle, en fut la conséquence; aussi dès l'an VI, se plaignait-on à ce point de la rareté de la monnaie que 5 ans plus tard, en l'an XI, on était forcé d'adopter une monnaie faite des deux métaux parallèlement.

L'accès des presses monétaires est assuré à tout le monde pour faire battre or ou argent.

En même temps que cette loi admettait ainsi les deux métaux, elle introduisait un principe tout nouveau et des plus importants.

Jusque-là le Prince avait eu seul le droit de se prononcer sur les besoins du commerce et de décider si, oui ou non, il convenait de battre de la monnaie. Il dépendait ainsi de lui d'en provoquer, soit la rareté soit l'abondance et, à l'occasion, d'en hausser ou d'en diminuer par conséquent la valeur à son profit. On se souvenait trop de Philippe-le-Bel et des rois faux-monnayeurs pour n'en pas vouloir éviter les excès.

C'est pourquoi, désormais, c'était le commerce lui-même, qui allait décider de ses propres besoins, chacun allait, aussitôt que la monnaie se ferait rare, pouvoir faire convertir à sa guise des lingots d'or et d'argent en monnaies; c'était l'action automotrice de la monnaie accordée à l'industrie et au commerce, leur permettant de rétablir l'équilibre du prix des marchandises lorsque le plateau qui les porte viendrait à s'abaisser par trop sous le poids des échanges, comme l'indiquait tout à l'heure notre exemple de la balance.

La liberté du monnayage est le corollaire de la liberté de l'industrie.

De même que le public avait eu de tout temps la liberté de produire à sa guise des marchandises qui faisaient baisser les prix, il obtenait le pouvoir de rétablir l'équilibre, puisque la liberté du monnayage lui en assurait dorénavant le moyen.

La France est si prospère.

A dater de ce moment, de rare qu'elle était, la monnaie devint abondante; la France régulièrement pourvue d'or et d'argent, devint bientôt le réservoir du monde; tous les autres peuples y venaient puiser, par la voie de leurs échanges, le métal qui leur était nécessaire; le commerce et les industries de la France en

retiraient les fruits directs et voyaient ainsi se réaliser pour eux, les promesses du législateur de l'an XI.

Les avantages devinrent bientôt si évidents pour tout le monde que les autres peuples adoptèrent successivement les lois monétaires françaises; en 1870 on ne comptait pas moins de 280 millions d'habitants (soit le 1/4 de l'univers) qui les avaient déjà introduites chez eux.

C'était un grand honneur pour la France et le plus grand hommage que l'on pouvait rendre à ses institutions monétaires.

Cette loi établissait un rapport fixe, entre la valeur de l'or et celle de l'argent, l'hôtel des monnaies achetait au même prix 15 1/2 kilogrammes d'argent ou 1 kilogramme d'or.

Certaines personnes prétendent aujourd'hui que c'était là une erreur qui ne peut plus être maintenue; qu'il n'appartenait pas à la loi de fixer pareil rapport; que cette proportion était bien celle de l'an XI, mais qu'elle n'est plus celle qui règle les marchés de ces deux métaux.

Or, si l'on veut bien lire les rapports qui ont précédé la loi de l'an XI, on trouvera la preuve que ces personnes commettent une erreur profonde.

Cette proportion n'était pas, comme elles le croient, celle des marchés en l'an XI, elle a été fixée arbitrairement par la loi, les rapports de l'époque en font explicitement foi, et c'est la puissance seule de la France qui a suffi, pour l'imposer au monde entier quelque arbitraire qu'elle était, preuve évidente qu'il ne dépendait que de la force de la loi de l'établir.

Telle est l'économie et l'origine de la loi française qui nous régit encore aujourd'hui. (1)

Le quart de l'univers imite son exemple et copie sa loi monétaire.

L'or valait 15 1/2 fois l'argent.

Cette proportion qui n'était qu'arbitraire a été imposée au monde entier par la France à elle seule.

(1) Voir note justificative n° 10.

§ 5.

RETOUR VERS LE MONO-MÉTALLISME DE MIRABEAU.

Jusqu'en 1840 l'argent domine; à partir de 1851, au contraire, c'est l'or qui abonde.

Depuis sa promulgation, en l'an XI, cette loi eut à subir des épreuves et des assauts bien décisifs.

Jusqu'en 1840, les mines n'avaient guère fourni que de l'argent, tandis qu'à partir de 1851 la production d'or devint tellement abondante, qu'en 1865 il n'y avait plus que de l'or dans la circulation. (1)

La relation de 15 1/2 persiste.

Malgré ces immenses différences de production, 1 kilogramme d'or conserva toujours la valeur de 15 1/2 kilogr. d'argent.

Les mono-métallistes veulent néanmoins démonétiser l'or.

A l'arrivée de l'or de la Californie, de grands économistes, dans des publications remarquables entrevoyaient la *baisse*, non pas seulement *probable* mais imminente de l'or, ils réclamaient la prompte démonétisation de ce métal.

On leur oppose un refus, la prospérité est partout.

On n'en fit rien !

Nous avons vu les prix de toutes choses monter de 1851 à 1873 (mais pas du tout en proportion des productions d'or) : terres, propriétés, marchandises et salaires, tout avait suivi l'impulsion : c'est ce beau temps qui s'est évanoui pour nous.

Le souvenir de cette prospérité aurait dû, semble-t-il, être la

(1) C'est ce que M. Dumas, membre de l'Institut, exposait d'une façon tout humoristique en disant que : « Si l'on envisage l'ensemble d'une population, les mâles et les » femelles naissent en quantités à peu près égales, pourtant, à telle époque, dans tel » village, il ne sera né que des filles, pendant plusieurs années. Ce phénomène ne s'est » jamais réalisé quand on considère un département tout entier, à plus forte raison, » quand on opère sur l'ensemble d'une nation. Eh bien, de même, le rapport entre la » production de l'or et celle de l'argent, dans certains lieux et dans certaines époques, » peut présenter des résultats variables, tandis que la production de cette époque allant » se noyer dans l'ensemble de ce que possédaient déjà les nations réunies, les différences » disparaissent et s'atténuent. »

preuve bien évidente qu'on avait bien fait de ne pas démonétiser l'or et de conserver les deux métaux !

Les mono-métallistes toujours convaincus du caractère pratique de leur théorie, ne voulurent cependant pas convenir qu'on avait bien fait ; partis en guerre contre l'or, ils se retournèrent contre l'argent ; il leur fallait supprimer l'un de ces deux métaux pourvu qu'ils arrivent à n'en avoir plus qu'un en circulation, suivant les principes de Mirabeau.

Les mono-métallistes se retournent alors contre l'argent.

Il n'y avait plus que peu d'argent en circulation ; en 1865, sous le prétexte qu'il manquait de pièces de un franc d'argent, on convertit cette pièce en une pièce de billon à bas titre (835/1000 au lieu de 900/1000) ; c'était une atteinte à notre unité monétaire, c'était le premier coup porté à l'édifice de l'an XI.

On billonne le franc d'argent en 1865.

On peut se rappeler avec quelle énergie Michel Chevalier stigmatisa ce fait et combien de gens, la Banque de France en tête, partageaient cette opinion. (1)

(1) « Il y a deux manières, » disait M. MICHEL CHEVALIER, « d'enfreindre les » prescriptions du législateur de l'an XI, et d'attirer sur la société française les violations du droit ainsi que les souffrances et les perturbations de toutes sortes, dont » nous avons faiblement esquissé la perspective dans le cours de cette étude ; c'est dire » qu'il y a deux manières aussi d'exposer l'État à des accusations blessantes, qu'il ne » lui serait pas aisé de repousser.

» La première, plus franche, plus audacieuse, serait de déposer un projet de loi » portant que désormais l'argent est déchu du rôle que lui avait attribué le législateur » de l'an XI.

» L'autre, plus timide, consisterait à rester les bras croisés et à laisser les choses » suivre indéfiniment le cours qu'elles ont pris d'elles-mêmes. Pour retenir les menues » pièces d'argent on serait obligé de les réduire à l'état de billon, en retirant une partie » du métal fin qu'elles contiennent. A quelque point de vue que je me place, à celui » des intérêts comme à celui de l'équité et de l'honneur, je ne puis mettre une grande » différence entre l'un et l'autre de ces deux procédés.

» Un jour l'histoire, quand son burin sera tenu par des juges fermement dévoués » à la cause des principes, tel que fut Tacite pour son temps, n'aura, pour caractériser » l'un aussi bien que l'autre, qu'un arrêt rigoureux. »

La BANQUE DE FRANCE appelée, cinq ans plus tard, à émettre son opinion sur l'application de cette convention monétaire, la traite bien durement.

« J'ai un tel éloignement pour la suppression de la monnaie d'argent, que je » n'aime guère à prévoir cette suppression. Cependant je dois ajouter à ce sujet, que » tout ce qu'on appelle des transactions, des ménagements n'est pas dans le vrai. Qu'est-

Les peuples réunis en 1867 décident l'étalon d'or universel, mais sans engagement.

En 1867, à l'occasion de l'Exposition, on assemble une conférence monétaire internationale, sous le prétexte de *faire cesser l'agio qui régnait parfois entre l'or et l'argent*, mais, en réalité, pour continuer l'œuvre commencée et pour proposer enfin l'*étalon d'or unique et universel*.

Les procès-verbaux font foi que, manquant des pouvoirs nécessaires pour se prononcer sur cette demande assez imprévue, les délégués réclamèrent cette déclaration, que leur vote *n'engagerait pas leur gouvernement*; aussi dès cet instant votèrent-ils avec entrain ce que demandait le gouvernement de l'Empereur, l'étalon d'or universel qui comprenait la démonétisation de l'argent.

Aucun gouvernement ne songea jamais, comme vous pouvez le penser, à considérer ce vote sans sanction comme sérieux et à le transformer en loi, puisqu'il ne constituait aucun engagement. (1)

L'Allemagne croit cependant devoir regarder cette décision comme sérieuse.

L'Allemagne seule, par une sorte de méprise, lui avait fait les honneurs d'un examen plus approfondi; c'est de cette malheureuse méprise qu'est née, nous allons le voir, la démonétisation de l'argent et la crise actuelle.

» ce que l'idée bâtarde d'une pièce de cinq francs à 835 millièmes? Nous avons bien assez de monnaies falsifiées dans nos pièces divisionnaires.

» Il est inutile de revenir sur la convention monétaire de 1865, qui a tout le mérite de cette malheureuse invention de la monnaie altérée. Tout le monde sait qu'elle a produit des effets détestables. On regrettera peut-être cette convention, qui cependant a été faite dans les meilleures intentions. »

Telle est l'opinion pratique du plus grand de nos établissements financiers.

(1) Le gouvernement américain, se préoccupant de la reprise de ses paiements en espèces, avait résolu de contracter un gros emprunt en Europe et de le contracter en or. Le gouvernement français se trouvait devant la menace d'une raréfaction monétaire.

Fort anxieux à la nouvelle de ce projet, le 9 novembre 1869 il nomma une commission d'enquête.

L'enquête fit ressortir l'impossibilité matérielle de trouver à se défaire, même à vil prix, des milliards d'argent qui se trouvent de fait en possession des différents peuples, et l'on se demande comment la conférence de 1867, qui accueillait l'or avec une si complète unanimité, n'a pas examiné l'usage que ces mêmes peuples auraient à faire de l'argent qu'ils possédaient.

Cette simple remarque montre à quel point le vote de 1867 avait un caractère peu solide au point de vue pratique.

§ 6.

LA DÉMONÉTISATION DE L'ARGENT.

L'année 1870 venait de s'écouler.

En 1873 l'Allemagne
démonétise l'argent.

C'était le moment pour l'Allemagne d'adopter l'étalon d'or unique; il fallait même qu'elle se dépêchât, car elle pouvait, croyait-elle, voir la France prendre les devants; la décision internationale de 1867 lui avait paru absolument sérieuse, elle se hâta donc de démonétiser l'argent.

Or, l'emploi le plus profitable pour tirer parti de l'argent allemand était de le convertir en pièces de 5 francs.

La France et les peuples
latins en suspendent *pro-*
visoirement le monnayage
chez eux.

Il s'en vint donc aux hôtels de France, mais comme la France ne possédait aucune raison bien sérieuse de rendre service à l'Allemagne, elle rassembla bien vite ses alliés monétaires, et tous d'un commun accord, ils suspendirent, à *titre provisoire* il est vrai, le monnayage de l'argent.

C'est ce provisoire qui dure depuis 16 ans !

Ce provisoire dure depuis
lors.

On avait dit en Allemagne : « *On va démonétiser l'argent en France, prenons vite les devants.* »

On s'est trop dépêché de
part et d'autre.

On disait en France : « *L'Allemagne prend l'or, évitons la perte, refusons son argent.* » (1)

Les avis les plus pessimistes ne manquèrent pas ; on peut

Bien des gens ont prévu
les maux à venir.

(1) « Si l'on me demandait : Pourquoi la France a-t-elle abandonné ce régime, alors qu'elle n'en avait pas éprouvé de préjudice, et que rien ne la menaçait que ce qui s'était déjà produit, je répondrais que la France a eu peur sans qu'elle s'en aperçût, d'un danger qui n'existait pas. »

H.-H. GIBBS,
Ancien Gouverneur de la Banque d'Angleterre
Discours à Manchester, 5 avril 1888.

lire à cet égard, les avis de la Banque, du Baron de Rothschild et de bien d'autres en France; de Lord Beaconsfield et de M. Goschen en Angleterre; du Général Walker aux Etats-Unis. (1)

Allemagne et peuples latins
ne peuvent pas continuer
l'œuvre.

Ce qu'il y a de remarquable, c'est que, depuis 16 ans que cet événement s'est produit provisoirement et dans les singulières circonstances que nous venons de rappeler, on ne soit pas arrivé à achever l'œuvre : on n'a pu en effet se défaire ni des thalers en Allemagne, ni des pièces de 5 francs chez nous.

La nature des choses prime
les lois.

Ne serait-ce pas, parce que *« l'or et l'argent sont constitués, » par la nature des choses, monnaie et monnaie universelle »* comme le prétendait le grand Turgot et que les lois resteraient impuissantes à détruire, ce que la nature des choses avait créé ?

En attendant la loi de l'an
XI a cessé ses bienfai-
sants effets.

Il n'en est pas moins vrai que, dorénavant, l'argent ne peut plus, en France, être converti en monnaies; que les bénéfices de la loi de l'an XI ont disparu; que le commerce et l'industrie sont privés du moyen de tenir les prix en équilibre et que la monnaie va de nouveau pouvoir se raréfier comme aux anciens temps.

Nous allons étudier maintenant à quels bouleversements ce nouvel ordre de choses va donner lieu; nous arrivons ici à la crise actuelle !

§ 7

LA RARETÉ DE L'OR

Les métaux précieux doi-
vent se développer au
prorata des marchandises et des échanges.

Pour que les prix de toutes choses puissent se maintenir en équilibre, il faut que les richesses et les monnaies qui servent à

(1) Voir note justificative n° 11

les échanger se développent dans la même proportion ; nous l'avons compris, je pense, par l'exemple de la balance avec ses deux plateaux.

Or, demandons-nous dans quelle proportion se développe chaque année la richesse du monde ?

D'après des chiffres que je joins à ce travail, il paraît que de 1852 à 1872 le chiffre d'affaires du monde serait passé de 30 à 72 milliards par an, ce qui fait en moyenne 7 p. c. d'augmentation chaque année.

Dans cette même proportion, l'or et l'argent de l'univers auraient dû augmenter de 3 milliards par an, tandis que la plus forte année connue n'en a guère fourni que le tiers.

Par conséquent avec les deux métaux, il manquait chaque année une quantité énorme de métal précieux pour suivre les progrès de la civilisation.

En même temps que cette rareté de l'or commençait à se faire sentir, l'Allemagne attirait l'or chez elle, l'Amérique et l'Italie retiraient leurs billets à cours forcé contre de l'or, et M. Goschen calculait, en 1883, que plus de cinq milliards d'or venaient ainsi de trouver à s'employer d'une façon tout exceptionnelle. (1)

C'est à ce moment-là même que l'on a cru pouvoir démonétiser impunément l'argent et se passer de ce métal ; il ne pouvait être douteux pour personne que l'or allait devenir plus recherché et par conséquent monter de valeur : c'est ce qui est arrivé.

Mais ce n'est pas tout encore ; voilà qu'en même temps et pour mettre le comble à cette rareté de l'or, les mines d'or paraissent diminuer de fécondité et donner de moins en moins de métal chaque année.

Les deux métaux ne fournissaient que le tiers de ce qui eût été nécessaire.

Certains emplois exceptionnels d'or venaient absorber 5 milliards de ce métal.

C'est alors qu'on démonétise l'argent.

Pour comble les mines d'or diminuent leur production.

(1) Voir note justificative n° 5.

En Angleterre on rattache la rareté de l'or à la démonétisation de l'argent en 1873.

Aussi est-on unanime à reconnaître en Angleterre aujourd'hui que c'est bien à la date de la démonétisation de l'argent sur le continent, qu'il faut remonter, pour trouver l'origine de la baisse des prix de toutes les richesses, conséquence directe de la rareté de l'or.

Erreur de croire à l'abondance de l'or par les encaisses des banques.

« Mais, objecte-t-on, les banques cependant regorgent d'or, « voyez leurs fortes encaisses, comment pouvez-vous craindre « la rareté ? » Mais ne voit-on pas que cet or, est en réalité, en circulation sous forme de billets de banque auxquels il sert de garantie : la Banque de France, qui a un milliard en or, n'a-t-elle pas plus de 3 milliards d'engagements à payer par contre ?

Erreur de croire que le chèque peut remplacer l'or.

Mais, dit-on encore, le chèque est appelé à remplacer peu à peu la monnaie. C'est encore là une erreur répandue à plaisir ; le chèque suppose toujours la valeur en or, et pas plus que le billet de banque il ne remplace le métal ; pas plus en effet, qu'un photographie, en multipliant ses portraits, n'augmente la population, le chèque ou le billet de banque n'augmente la monnaie.

En Angleterre l'usage du chèque et du billet diminue.

Mais il y a bien autre chose encore, il paraîtrait qu'en Angleterre, leur vrai berceau cependant, ni le chèque ni le billet de banque ne tendent à augmenter comme on voudrait nous le faire croire ; nous en fournissons la preuve en fin de ce travail.

L'or s'est positivement raréfié.

Il semble donc hors de doute que l'or se soit raréfié et qu'il doit en être résulté un abaissement de tous les prix dans le monde. (1)

(1) Voir note justificative n° 12.

ABAISSEMENT DU PRIX DES RICHESSES

Mais est-il bien exact que les prix aient baissé ?

Tous les prix ont baissé en moyenne de 30 à 35 p. c.

La commission anglaise ne me paraît plus laisser aucun doute à cet égard ; elle s'appuie sur les travaux les plus sérieux, tels que ceux du Docteur Soetbeer, de M. Sauerbach et du professeur d'Edimbourg Nicholson ; elle admet en moyenne une baisse de 30 à 35 pour cent qui n'a pas encore dit, son dernier mot ajoute-t-elle.

Cette baisse, le fait est aujourd'hui constaté, existe dans tous les pays qui se servent de monnaies d'or ; elle n'existe pas dans les pays qui ne se servent que de monnaies d'argent. Il faut donc en conclure, pour être logique, qu'elle est bien le résultat direct de la hausse de l'or.

Cette baisse n'existe que pour les prix mesurés en or et non pour ceux mesurés en argent.

Le chancelier de l'Echiquier, M. Goschen, la prévoyait du reste lorsqu'en présence de la démonétisation de l'argent il prédisait « *une crise plus désastreuse que toutes celles dont le monde commercial aurait pu garder le souvenir ;* » il partageait l'avis du général Walker, des Etats-Unis, disant que « *la diminution du stock monétaire était l'un des plus graves dangers dont l'humanité puisse être menacée ;* » il partageait aussi celui de M. Dana Horton, qui niait la possibilité matérielle d'arriver à se passer de la monnaie d'argent, ce qu'il exprimait par cette figure très originale :

Cette baisse était prévue d'avance.

« *Je puis bien dire que je serais très charmé de perdre un pied de ma taille, mais qui me donnera le moyen d'y arriver ? C'est là toute la question.* »

M. Wolowski et bien d'autres avaient prédit d'avance cette baisse des prix ; il n'est donc pas bien étonnant qu'elle se soit réalisée ?

L'équilibre finira par se rétablir un jour, dit-on.

« Mais, nous dit-on, que peut nous faire cette baisse des prix? Tout ne devra-t-il pas baisser dans la même proportion? » L'équilibre de tous les prix ne finira-t-il pas par se rétablir et nous n'en serons alors, les uns ou les autres, ni plus ni moins riches qu'autrefois? »

Ce que l'on oublie de nous dire, ce sont les inégalités et les souffrances qui précéderont cet état de calme final; ce que l'on oublie de prouver surtout, c'est que ce calme arrivera un jour.

La tempête peut avant cela causer des naufrages.

Lorsque la tempête soulève les flots, qu'importe au pilote, en danger de périr, de savoir que l'eau reprendra un jour ou l'autre son calme et son niveau?

Ce qu'il sait, c'est qu'aussi longtemps que le vent soufflera il sera le jouet de la tempête!

Ce qui lui importe, c'est de voir cesser le vent avant le naufrage!

C'est ce qui faisait dire au commandeur Luzzatti que cet abaissement de tous les prix ne constituait, en réalité, que la RUINE pour l'industriel, la MISÈRE pour l'ouvrier, le MALAISE et la SOUFFRANCE pour tous. (1)

Examinons cependant cette question de plus près encore.

§ 9.

IL Y A DES FAVORISÉS ET DES VICTIMES.

Heureux ceux qui ont à recevoir de l'or.

« Le chancelier de l'Échiquier, M. Goschen, était d'avis qu'il était incontestable que l'or étant devenu plus rare, la livre sterling procurait déjà en 1885 plus de choses qu'autrefois à son propriétaire; *heureux donc*, ajoutait-il, ceux qui possèdent les livres sterling, et *malheureux en revanche*, ceux à qui des

(1) Voir note justificative n° 13.

* articles de consommation et des produits invendus, restent pour
* compte. »

Heureux ceux qui ont de l'or à recevoir. Qui sont ces favorisés?

Quels sont-ils? Les rentiers!

Ce sont les rentiers, de l'Etat, des Provinces, des Départements et des Villes,

Les obligataires de toutes sortes,

Les créanciers hypothécaires,

Les rentiers de toutes natures.

Tous ils ont des pièces d'or à recevoir à terme.

Ce sont des centaines de milliards qui sont ainsi favorisés, et je n'exagère pas, car l'Américain M. Howe, évaluait à la conférence de 1881, les seules rentes d'Etat de l'univers à plus de 150 milliards de francs.

Quels sont maintenant les infortunés et les victimes?

Bien infortunés ceux qui ont des produits à vendre! Quels sont-ils? Les travailleurs!

Ce sont, dit M. Goschen, les possesseurs d'articles qui restent à vendre.

Ce sont d'abord ceux qui recueillent les fruits de la terre, propriétaires et fermiers, qui voient le prix de leurs produits baisser.

Puis, de proche en proche, ce sont tous les travailleurs qui viennent tour à tour tomber sous le coup de la baisse des prix. Le mal s'étend au commerce, ensuite à l'industrie, après cela aux transports, pour affecter enfin le corps social tout entier.

Ce sont des centaines de milliards qui maintenant sont au contraire les victimes.

Aussi l'enquête a-t-elle constaté que les plaintes, en Angleterre, venaient des classes qui travaillent et qui sont les plus intéressées par conséquent, à la production; il ne peut être douteux pour personne, ajoute-t-elle, que « la prospérité créée chaque année dans le » pays, profite beaucoup moins qu'autrefois aux représentants du » travail, — *le bien-être national est distribué autrement qu'autrefois.* »

Aussi les plaintes viennent-elles des travailleurs.

Ce mal a été confirmé plus tard par la Commission de l'or et de l'argent, qui l'attribue elle aussi à la hausse de l'or, et

La Commission anglaise les attribue à la hausse de l'or.

il n'est certainement pas le moindre de tous ceux que nous allons avoir à constater. (1)

§ 10

AUGMENTATION DES DETTES PUBLIQUES

Les Etats ont de l'or à payer
pour leurs dettes.

Nous venons de parler des rentiers de l'Etat, que dire maintenant de la dette publique? Ici c'est l'Etat qui devient lui-même victime de ses propres fautes.

L'Etat, en effet, s'est obligé à payer chaque année, à ses créanciers et d'une façon permanente, une certaine somme fixe de monnaie.

Si la monnaie procure réellement, comme nous venons de le voir, 35 p. c. de marchandises en plus qu'autrefois, il est bien clair que la charge de l'Etat s'en augmente en réalité d'autant, puisque les pièces de 20 francs, qu'il s'est obligé à payer, ont plus de valeur qu'autrefois.

La France seule perdait
plus de 4 milliards (1870)

Or, si nous considérons que la seule dette de la France s'élevait déjà, en 1870, à 12 milliards, elle a donc augmenté de plus de 4 milliards en faveur des rentiers.

C'est le producteur de la
richesse publique qui
paie.

Si nous considérons d'autre part que l'Etat est un être impersonnel dont le peuple entier paie les dépenses, il paraîtra bien clair que de semblables mutations faites aux dépens des contribuables, des travailleurs et de la production nationale sont de nature à motiver bien des appréhensions.

Les conversions ne guérissent pas le mal.

Je sais que les États peuvent parfois convertir leurs dettes,

(1) Voir note justificative n° 14.

et c'est même ce qui est arrivé de temps à autre dans ces dernières années, mais dans quelques États et pour quelques fonds seulement, il n'en faut pas moins constater que ces nouvelles distributions de la richesse ne peuvent constituer que de fort pénibles, fort profondes et fort regrettables révolutions.

§ 11

PERTE POUR L'AGRICULTURE ET L'INDUSTRIE.

Si nous nous tournons maintenant du côté de l'agriculture, nous trouvons des désordres tout aussi grands et des pertes plus alarmantes encore, car la population agricole forme certainement la grande majorité d'une nation.

Pour l'agriculture les désordres sont aussi grands.

Depuis plus de 3 ans j'avais signalé ce fait que le métal argent qui perdait 27 p. c. en Europe, n'avait rien perdu aux Indes, qu'il y achetait, au contraire, plus de marchandises qu'autrefois, ce qui voulait dire en d'autres termes que, déprécié et refusé par nous en Europe, il avait conservé sa puissance et sa pleine valeur aux Indes; lorsque je l'énonçais pour la première fois, en 1886, il paraissait contraire à toutes les règles économiques. (1)

L'argent achète les mêmes quantités de marchandises aux Indes qu'autrefois.

Le rapport final de la *Commission on gold and silver* nous apprend aujourd'hui que ce fait vient d'être confirmé par M. O'Connor, l'un des hauts fonctionnaires de l'administration de l'Empire Indien.

Ce fait est établi.

Or, il ne constitue rien moins qu'une véritable révolution dans notre agriculture.

C'est une véritable révolution agricole.

(1) Voir *Discours sur la crise agricole et manufacturière*, 1886, par A. Allard, page 40.

On achète le blé aux Indes avec des roupies d'argent.

Autrefois, il nous fallait dépenser un peu plus de 22 pence pour obtenir une roupie; aujourd'hui grâce à la dépréciation du métal argent que nous avons provoquée nous-mêmes, il ne nous faut plus dépenser que 16 pence, ou 27 p. c. de moins. (1)

Si nous allons avec cette roupie acheter du blé aux Indes, nous pouvons en obtenir la même quantité qu'autrefois. Nous rapportons cette quantité en Europe et notre blé nous coûte évidemment 27 p. c. de moins qu'anciennement.

Les constatations faites en Angleterre sont alarmantes.

L'enquête de la commission anglaise paraît avoir tellement dissipé tout ce que l'on avait pu conserver d'illusions, que des corps constitués et des gens bien informés vont jusqu'à affirmer aujourd'hui que « la culture de la terre périra sur maints points « du territoire anglais si cet état de choses devait se prolonger. »

C'est ainsi que l'on constate que les importations annuelles des grains des Indes vers l'Europe étaient déjà, en 1884, vingt fois plus fortes qu'elles n'étaient six ans auparavant, en 1879.

Pour les autres industries mêmes déboires.

Mais si les Indes sont ainsi favorisées au détriment de l'Europe, il ne faut pas croire que ce soit seulement notre agriculture qui soit frappée; notre industrie, notre commerce, en sont tout aussi bien les victimes et cela dans la même mesure.

Nos commerçants ne peuvent aller vendre leurs produits aux Indes que contre de l'argent, et avant de rentrer en Europe ils doivent se procurer des livres sterling d'or et perdre 27 pour cent.

Il leur faudrait donc vendre leurs produits 27 pour cent plus cher pour récupérer cette perte, mais ils ne le peuvent pas, l'enquête le prouve, les prix ne montent pas aux Indes ! C'est par cette raison même qu'il leur faudrait payer nos produits trop cher, que les Indiens créent eux-mêmes des fabriques, des filatures, des métiers à tisser, à tel point qu'au fur et à mesure

(1) Anciennement quand l'argent valait à Londres 62 pence l'once il fallait dépenser 22 $\frac{5}{8}$ pence pour obtenir une roupie indienne d'argent. Aujourd'hui on peut l'obtenir pour 16 $\frac{7}{16}$ pence, soit une baisse de 27 $\frac{1}{3}$ pour cent.

qu'on ferme des ateliers à Manchester on en ouvre à Bombay et que les Indes seront bientôt en mesure de se passer absolument des produits de l'Europe ; ils deviennent eux-mêmes industriels, grâce à cette dépréciation de l'argent, que nous avons créée et qui les protège contre notre propre concurrence.

C'est ce que M. Grenfell, l'ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre, appelait très spirituellement « *un droit protecteur au rebours de 27 p. c. contre le producteur européen.* »

Nous avons créé des *droits protecteurs* contre nous.

Si maintenant nous considérons que tout ce que nous venons de dire des Indes, s'applique à tous les pays où circule encore la monnaie d'argent, c'est-à-dire aux 2/3 de la population de notre globe, nous pouvons apprécier à quel point doit être ruineux pour nos contrées, pour leurs industries et pour leur commerce se faisant avec la monnaie d'or, le déplacement de notre travail et de nos forces vitales, que notre situation monétaire favorise fatalement. (1)

Ce que l'on constate avec les Indes est ce qui se passe avec tous les autres pays à monnaie d'argent.

§ 12

PERTES POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Mais, se demande-t-on, que disent les chiffres des douanes ? Les relations extérieures ont-elles baissées ? Sont-elles devenues moins importantes ?

Le commerce extérieur a-t-il diminué ou a-t-il augmenté ?

Ici la question du ralentissement du commerce extérieur de l'Angleterre se complique de certaines observations.

Il a augmenté en poids, en volume ou à la mesure, mais pas beaucoup.

Si nous appliquons aux quantités importées et exportées

(1) Voir note justificative n° 15.

d'Angleterre les anciens prix de 1873, elles auraient augmentées pas bien fort, mais enfin cela signifierait qu'en poids, en volume, au mètre, le trafic serait en réalité un peu plus fort.

Il devait augmenter. C'est une loi immuable.

Ce fait s'explique par la prospérité croissante des colonies, il s'explique encore par les progrès ordinaires de la civilisation et de la population qui doivent augmenter suivant une loi immuable.

Il a diminué de 25 p. c. en valeur, et les profits en proportion.

Mais si au lieu d'appliquer, comme nous venons de le faire d'une façon toute fictive, les prix de 1873, nous appliquons les prix réels d'aujourd'hui, nous arrivons à un résultat absolument inverse. Le trafic de la Grande-Bretagne avec l'étranger, qui se chiffrait naguère par 21 livres environ par tête d'habitant n'atteint plus en réalité aujourd'hui que 16 livres c'est-à-dire 25 p. c. en moins, et il est bien probable que les profits ont dû diminuer dans la même proportion.

Dans la commission anglaise on y voit le signe d'un mal redoutable.

Les 6 commissaires anglais qui ont signé la 3^e Partie du rapport final sont de cet avis, ils n'hésitent pas à attribuer ce fait à la suppression du bi-métallisme en Allemagne et en France, en 1873 et à y voir le signe d'un mal profond et des plus redoutables. (1)

§ 13

INFLUENCE SUR LES DOUANES

Les tarifs douaniers sont faussés entre les nations qui ont l'argent et celles qui ont l'or.

La question monétaire, qui souffle ainsi le trouble à travers les relations commerciales extérieures, jette de la même façon le

(1) Voir note justificative n° 16.

trouble dans les relations douanières et dans les tarifs, réveillant ces vieilles querelles entre la protection et le libre-échange. (1)

Ces discussions se constatent surtout, entre tous les pays à monnaies d'argent et tous ceux qui ont adopté récemment la monnaie d'or.

Prenons les Indes pour exemple.

Le même nombre de roupies n'achète plus aux Indes la même quantité d'or qu'autrefois, puisque l'or a monté, mais achète encore la même quantité de marchandises, puisque les prix en argent n'ont pas haussé.

Il en résulte que chacun a intérêt à exporter des Indes des marchandises, plutôt que de l'or. — Ce qui correspond à toute évidence à une prime sur l'exportation de tous les produits indiens.

L'exemple le plus facile à saisir et le plus simple, c'est l'effet que nous citons tout à l'heure du change sur les grains indiens, d'où ressort l'avantage pour le cultivateur oriental et la perte pour le cultivateur européen.

Tels sont les résultats qui ont été constatés en Angleterre, ils n'ont pu être contestés et la Commission anglaise affirme même que la question monétaire porte un coup redoutable, sinon décisif, au *libre échange*, ce qui explique en effet cette recrudescence de *protection* dont nous sommes les témoins, et qui va au point qu'à Manchester, berceau du libre-échange, la Chambre de Commerce réclame la protection ; c'est ce qui a fait aussi que M. de Laveleye, l'éminent professeur de Liège, libre-échangiste cependant bien convaincu, n'hésitait pas, dans une lettre adressée au *Journal de Liège* en 1886, à se déclarer absolument protectionniste quant aux produits agricoles, la démonétisation de l'argent étant, d'après lui, une véritable œuvre révolutionnaire. (2)

(1) Voir « *Etude sur la crise agricole, commerciale et ouvrière en Angleterre* » publiée en 1888 ; chapitre VIII intitulé : *Que la démonétisation de l'argent trouble par les voies du change, les relations internationales et ramène le protectionnisme douanier en Europe.*

(2) Voir note justificative n° 17.

On a 27 p. c. de bénéfice à exporter des marchandises indiennes vers l'Europe.

L'exemple des grains est facile à comprendre.

C'est ce qui fait que les plus chauds partisans du *libre échange* deviennent protectionnistes.

TROUBLES JETÉS ENTRE L'ANGLETERRE ET LES INDES

Les Indes doivent 400 millions de francs d'or par an à l'Angleterre.

L'Empire des Indes doit chaque année environ 400 millions de francs à l'Angleterre, et doit l'acquitter *en or*.

Mais son gouvernement ne perçoit de ses contribuables que de l'argent, seule monnaie en cours.

Son budget est devenu impossible à établir avec des pertes de plus de 100 millions.

Il faut donc qu'il s'impose la dépense d'acheter de l'or, qui a monté de 27 pour cent, et qu'il subisse ainsi une perte annuelle d'environ 100 millions de francs, sans pouvoir jamais l'évaluer d'avance, de telle façon que l'établissement du budget est devenu impossible.

Toutes les autorités indiennes sont d'accord. On craint même la banqueroute.

Ce danger, était déjà signalé dès 1881, par M. Louis Mallet, premier délégué des Indes à la conférence monétaire.

En 1886, le vice-roi des Indes favorisait des réunions publiques à Simla pour discuter l'embarras dans lequel se trouvait son gouvernement.

Le 15 juillet 1887, *Sir Evelyn Baring*, ancien ministre aux Indes, consulté par la Commission anglaise, lui exposait cette situation critique, et à cette occasion il allait même jusqu'à laisser entrevoir que les Indes pourraient répudier leurs dettes vis à vis de l'Angleterre, car « *il n'est pas certain*, ajoutait-il, *si les choses continuent, que d'ici trois ans les Indes ne fassent pas banqueroute.* »

Il faut absolument un remède.

Aussi, devant des déclarations aussi formelles, est-ce à l'unanimité de ses membres que la commission anglaise *on gold and silver*, a décidé qu'à de pareils maux on devait absolument trouver un remède. (1)

(1) Voir note justificative n° 18.

LA QUESTION OUVRIÈRE

En suivant un à un les maillons de cette longue chaîne sociale, nous voici enfin arrivés au travailleur. Si l'activité s'est de toutes parts ralentie, la conséquence fatale en devait peser en dernière analyse sur la classe des travailleurs et des ouvriers

L'industrie a souffert, le travailleur et l'ouvrier sont les victimes.

Quand le capital souffre, le travailleur doit souffrir. Quels que soient les efforts tentés pour faire croire à leur antagonisme, nous ne voyons qu'harmonie possible et indispensable entre le *capital* d'une part et le *travail* d'autre part.

Un membre du Parlement d'Angleterre, M. Hardcastle, a admirablement décrit la chaîne qui les retient enlacés l'un à l'autre dans le même esclavage; je me permets de recommander ce passage, que je copie à la suite de mon travail.

Les constatations faites en Angleterre sur la situation des travailleurs sont des plus navrantes et des plus instructives.

Les maux constatés sont grands.

On estime à 700.000, le nombre d'ouvriers absolument privés d'ouvrage, et combien, à côté d'eux, sans qu'on puisse les compter, ne travaillent que pendant une partie de leur temps?

La baisse des salaires agricoles a atteint 32 pour cent depuis 12 ans, et l'on affirme que l'agriculture n'emploie pas moins des 9/10 de la population ouvrière.

L'industrie cotonnière, qui emploie 570.000 personnes, aurait subi 15 pour cent de rabais.

Les ouvriers mineurs, qui sont au nombre de 500.000, ont vu leurs salaires diminuer de 50 pour cent.

M. Fielden, qui a spécialement étudié la question des ouvriers en Angleterre évalue à plus de *deux milliards de francs*, les sommes encaissées en moins, chaque année, par les ouvriers

anglais sans travail ou travaillant partie seulement de leur temps ; ces chiffres paraissent immenses.

Le progrès de la richesse s'arrête.

Si l'on veut du reste se rendre compte de la dépréciation de la richesse en Angleterre, un seul chiffre suffira à la faire apprécier :

Dans les 12 années, de 1862 à 1874, les rentes et les bénéfices sujets à l'*income tax* avaient augmentés de 56 pour cent ; cette croissance a commencé à diminuer à dater de 1874, à ce point que l'ensemble des 12 dernières années, de 1874 à 1886, n'a plus augmenté que de 15 p. c. au lieu de 56, et remarquons ici que cette diminution a porté surtout sur les dernières années.

Il ne paraît donc plus si étonnant que les salaires aient pu baisser dans les proportions dont nous venons de parler.

Les reprises d'affaires entrevues rappellent la lampe qui s'éteint.

On annonce de temps en temps des reprises d'affaires, car il est d'essence humaine d'entrevoir toujours volontiers ce qu'on désire, mais jusqu'à présent ces semblant de reprises ont rappelé ces retours de flamme du flambeau qui s'éteint faute d'aliment.

La baisse des salaires n'a pas dit son dernier mot.

S'il faut en croire les Anglais, la baisse des salaires ne serait pas encore achevée.

La crise ouvrière, pourrait donc prendre des caractères plus aigus et les grèves de plus grands développements.

Il faut remonter le niveau des prix si l'on ne veut provoquer de plus grands maux.

Je me demande comment on pourra sortir de pareilles difficultés et de semblables dangers, si les prix ne remontent pas à leur ancien niveau et si une ère d'activité, n'arrive pas bientôt rendre la prospérité au commerce, les bénéfices à l'industrie, le travail à l'ouvrier. (1)

(1) Voir note justificative n° 19.

CE QUI RESTE A DÉPENSER

Nous venons ainsi d'examiner la série des troubles sociaux que la démonétisation de l'argent en 1873, paraît avoir provoqués.

Mais les frais de cette démonétisation restent encore à payer, et ceux qui l'ont décrétée n'ont jamais supputé, je crois, quelle serait en réalité la somme à dépenser en fin de compte.

Les pièces d'argent qui étaient en circulation en 1873 y sont encore provisoirement tant en Allemagne qu'ailleurs et pour compléter l'œuvre révolutionnaire de la démonétisation, il faudra les retirer et subir la perte de la différence entre leur valeur nominale, comme monnaie, et leur valeur marchande comme métal.

C'est une liquidation assez lourde pour être redoutée ; qui peut encore être reculée, mais qui n'en aura pas moins son jour d'écrasante réalité.

On évalue à 6 ou 7 milliards de francs les pièces d'argent qui doivent encore être retirées de la circulation et vendues au prix du métal.

Si l'on se décidait par impossible à les retirer et à les vendre, ce ne serait probablement plus 30 pour cent de perte qu'il y aurait à subir, mais 40 ou 50 p. c., disons 3 milliards de francs de perte et peut-être bien plus encore.

La France, qui a battu à elle seule 5 milliards de ces pièces, et qui en possède encore, croit-on, 3 milliards, quelle perte ne devrait-elle pas subir ?

Il faudrait vendre cet argent aux peuples qui ont conservé ce métal dans leur circulation et accepter en échange leurs envois de produits agricoles ou manufacturiers, qui viendraient, par

Les frais de la démonétisation de l'argent restent à payer, dur quart-d'heure de Rabelais.

Trois milliards à perdre pour les peuples bi-métallistes.

Dont près de moitié pour la France seule.

Ce serait le coup de grâce de l'agriculture et du commerce.

leur très bas prix de revient, donner le coup de grâce à nos travailleurs d'Europe.

La gravité des conséquences doit amener un remède.

Nous croyons que l'importance même que pourrait prendre cette carte à payer, doit forcément faire revenir sur les décisions de 1873 et amener enfin un remède à une position qui pourrait devenir intolérable!

§ 17

REMÈDE PROPOSÉ.

Quel est le remède?

Nous l'avons vu, les maux sont grands, ils sont universels, et si l'on ne fait rien, ils continueront à grandir comme ils l'ont fait depuis 15 ans. Comment y porter remède?

La commission anglaise s'est partagée par moitié.

La commission anglaise *on gold and silver* en propose-t-elle un? Question difficile à résoudre d'emblée; car après avoir presqu'indiqué le remède, l'avoir pour ainsi dire touché du doigt, la moitié de la commission a tourné court et s'est divisée au moment même où il s'agissait de le conseiller à l'Angleterre.

Les deux moitiés sont cependant d'accord que le bi-métallisme est indiqué.

Quelques conclusions assez décisives cependant ont reçu l'assentiment unanime de tous les commissaires; c'est ainsi qu'il est établi que *le mal a bien pris naissance en 1873, lors de la démonétisation de l'argent par l'Allemagne et les pays latins.*

Tous les commissaires sont donc irrésistiblement amenés à dire que le bi-métallisme, tel qu'il existait alors, exerçait une influence matérielle, car aussi longtemps qu'il a existé ils constatent n'avoir vu aucune variation de valeur à enregistrer entre les métaux.

Aussi sont-ils bien d'avis que l'on ne pourra trouver une solution aux difficultés actuelles, sans tenir compte du système

bi-métallique, et ils sont même d'opinion, d'après l'expérience qu'ils ont acquise, qu'une relation stable peut être maintenue entre les deux métaux, si les nations acceptaient et adhéraient strictement à la relation de valeur à convenir !

« S'il en est ainsi, va-t-on dire, il ne reste donc plus qu'à conseiller à l'Angleterre de faire ses efforts pour rétablir au plus tôt ce bi-métallisme international dont les mérites sont ainsi attestés. »

Mais nous sommes en Angleterre, chez ce peuple si essentiellement conservateur et si attaché à ses institutions quelquefois bien surannées cependant.

Une première moitié des commissaires déclare donc ne pas pouvoir conseiller à l'Angleterre de modifier, dès à présent, son système monétaire, la question ne lui semblant pas suffisamment étudiée encore. Ils conseillent le bi-métallisme cependant, mais à l'usage seulement des peuples qui ont actuellement des monnaies d'argent, — et *sans la participation de la Grande Bretagne !*

C'est tout simplement la proposition qui a déjà été repoussée, lors de la conférence de Paris en 1881 et elle le serait bien plus certainement aujourd'hui que les autres peuples auraient moins de raison que jamais de s'employer à guérir les maux de l'Angleterre, sans sa coopération.

Je ne pense donc pas que le Gouvernement anglais se rallie jamais à cette première moitié de la commission et songe à réunir les peuples pour renouveler l'échec qu'il a déjà subi en 1881.

L'autre moitié de la commission paraît bien le comprendre ainsi, car elle propose tout au contraire, que le Gouvernement anglais accepte franchement de faire partie d'une union bi-métallique. Voici ses motifs :

Aucun métal n'existe, dit-elle, en quantités suffisantes pour servir à lui seul de monnaie, sans causer de véritables révolutions commerciales.

Mais la première le veut pour les autres peuples et non pour l'Angleterre où l'étude de la question n'est pas suffisante.

Cela a déjà été refusé en 1881.

Le gouvernement anglais ne renouvellera sans doute pas cet échec.

La seconde moitié propose franchement le bi-métallisme pour l'Angleterre.

Il n'est pas possible, dit-elle encore, que les difficultés cessent sans une action internationale, dont les détails ne peuvent être arrêtés qu'avec le concours des autres nations.

Elle en indique les grandes lignes qui sont :

Libre monnayage des deux métaux en monnaies légales.

Fixation du rapport auquel les monnaies seront évaluées pour les paiements de toutes les dettes, au choix du débiteur. (1)

Après avoir réfuté les objections de leurs collègues elle préconise la loi de l'an XI.

Cette moitié de la commission, après avoir réfuté une à une toutes les objections de ses collègues, propose formellement à l'Angleterre l'adoption de la loi française bi-métallique de l'an XI, et c'est, il faut bien le reconnaître avec elle, le seul remède entrevu jusqu'ici ; nous nous trouvons placés entre son adoption ou le simple *statu quo*.

Ce remède proposé s'il pouvait être vrai qu'il ne ferait pas de bien, ne pourrait produire aucun mal, et épargnerait les frais.

Adopter le remède proposé ne coûte rien à personne et ne peut causer aucun mal, puisqu'il a déjà existé pendant 70 ans.

Le refuser et maintenir la démonétisation de l'argent, c'est perpétuer la crise et courir à de grandes dépenses.

Il semble bien difficile d'hésiter dans le choix à faire.

L'Etat anglais serait-il disposé à intervenir ? On est en droit de croire que oui.

Mais l'Etat anglais se décidera-t-il à intervenir et jusqu'à quel point doit-il le faire, — dernière et importante question à résoudre ?

M. Goschen, aujourd'hui chancelier de l'Echiquier, s'est prononcé jadis (le 18 avril 1883) sur cette question ; il paraissait alors d'avis que, dans l'état où se présentait la question, il était du devoir du Gouvernement anglais d'agir dans le sens d'une réforme monétaire.

(1) Voir note justificative n° 20.

CONCLUSION.

La crise est donc allée en s'aggravant depuis 15 ans.

Toutes les recherches d'un remède sont restées sans résultats.

Comment ne serions-nous pas impressionnés par le remède proposé en Angleterre et dont je viens de vous signaler l'efficacité très probable ?

Comment rester insensibles à ce mouvement qui se produit de l'autre côté du détroit, dans ce pays où le parti-pris en faveur de ce qui existe, l'horreur des innovations, l'attachement aux anciens préjugés occupent une si grande place et expliquent si aisément la division survenue entre les commissaires.

Ce n'est pas, du reste, la commission royale seule qui, en Angleterre, voit dans les causes monétaires une origine de la crise actuelle; dans le pays entier s'est formée une Ligue pour conjurer le mal et pour rétablir le bi-métallisme; des corps constitués tels que les Chambres de commerce, les Chambres d'agriculture demandent une prompte réforme; chaque jour ce mouvement trouve de nouveaux prosélytes et la Ligue bi-métallique de nouveaux adhérents.

Le terrain d'une entente monétaire semble donc préparé chez nos voisins; ne serait-il pas désirable de voir, à leur tour, les peuples latins, qui sont évidemment bien plus intéressés que tous autres à la restauration du métal argent, étudier à leur tour de plus près cette grave question si grosse de conséquences, afin qu'elle devienne au moins aussi populaire chez eux qu'elle paraît le devenir en Angleterre.

Ily a trois ans, les banquiers français adressaient à la Chambre des Députés une pétition à laquelle il n'a été donné aucune suite;

Malgré la division des commissaires anglais comment n'être pas impressionné par le remède entrevu chez ce peuple si conservateur ?

Ce remède est réclamé par une grosse fraction du peuple anglais.

Il est désirable qu'on s'en occupe chez les peuples latins.

En France, en Allemagne, en Hollande, aux Etats-Unis il a des partisans.

en 1886, 840 pétitions étaient adressées à la Chambre allemande par 840 comices agricoles qui concluaient dans le même sens ; certaines déclarations du Prince de Bismarck paraissaient même, un moment laisser croire, que lui aussi serait disposé à reconnaître un jour, les maux que la démonétisation de l'argent avaient attirés sur l'univers. (1).

Le Gouvernement hollandais vient de se déclarer partisan du bi-métallisme et d'une entente internationale

Nous connaissons enfin, depuis longtemps, l'opinion des Etats-Unis, dont le nouveau président est, dit-on, encore plus acquis que son prédécesseur, à une entente.

En 1881 tous les peuples réunis en conférence à Paris ont déclaré la position monétaire mauvaise.

La dernière conférence internationale avait unanimement constaté, il a huit ans, que la situation monétaire du monde était mauvaise ; elle avait même fondé un certain espoir sur des négociations diplomatiques qui, à ma connaissance, n'ont jamais été tentées. (2)

Faudrait-il un bien grand effort pour amener un accord entre eux ?

Ne serait-il pas utile que la diplomatie reprît l'œuvre de 1881 ? Faudrait-il un bien grand effort pour amener sur un terrain aussi bien préparé, l'épanouissement d'une entente monétaire en vue de faire cesser enfin cette crise dont tous les peuples souffrent à la fois ?

(1) Voir note justificative n° 21.

(2) La conférence allait se séparer le 8 juillet 1881 ; le gouvernement français, par l'organe de M. de Normandie, en tira la déduction suivante :

« Tels sont, Messieurs, les extraits que je voulais mettre sous vos yeux, pour
« bien fixer dans votre mémoire le concours unanime qui a été donné à cette thèse :
« qu'il existe dans le monde une situation monétaire mauvaise, à laquelle il est néces-
« saire de porter remède.

« Il est satisfaisant de pouvoir dire que, sur ce terrain, tous, aussi bien mono-
« métallistes que bi-métallistes, nous avons été unanimes à constater l'existence du mal.
« C'était précisément le second point, c'est-à-dire le second résultat utile produit par la
« conférence et que je voulais dégager. »

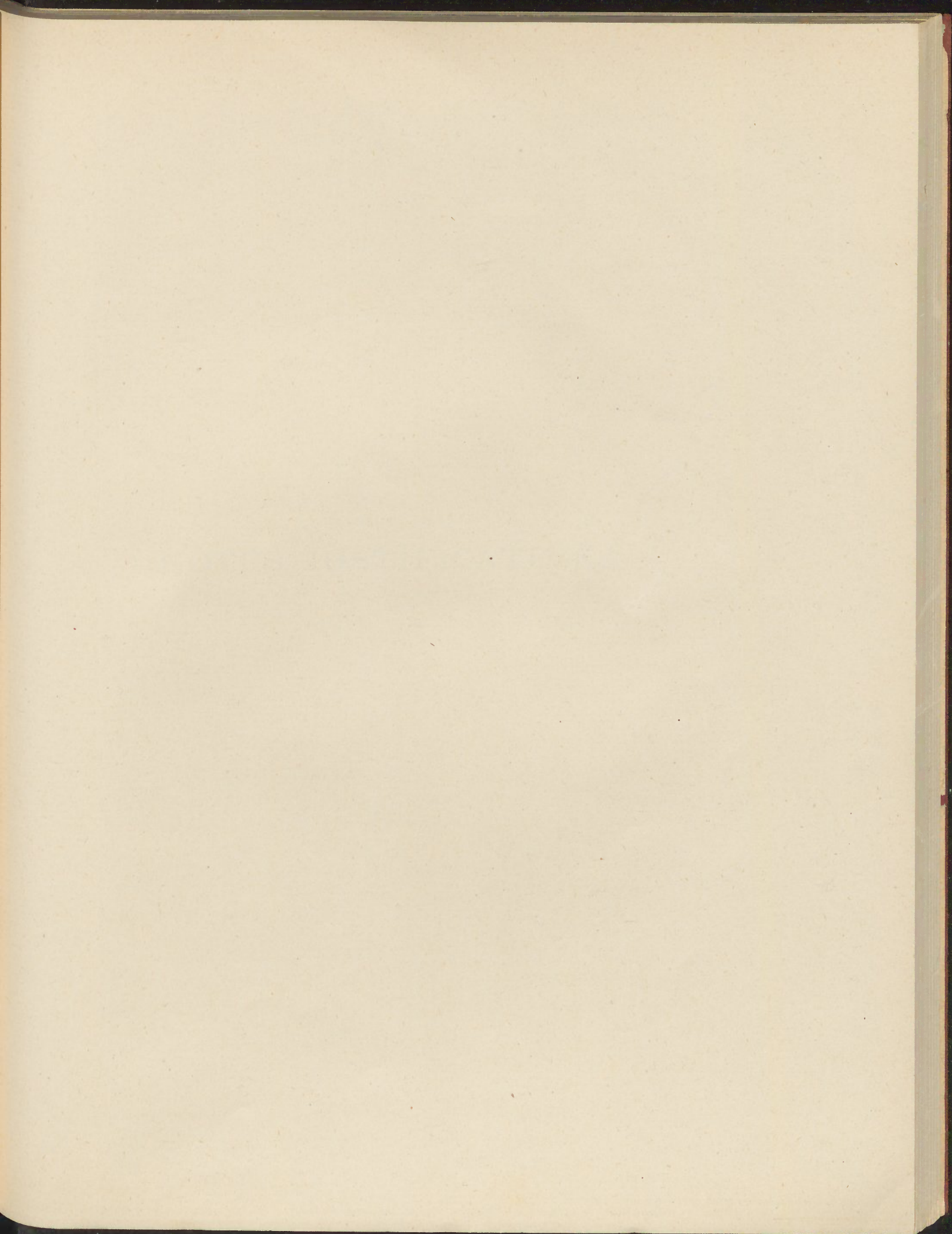
C'est dans ces conditions que la conférence se sépara, « la situation monétaire
« pouvant, pour quelques États, motiver l'intervention des pouvoirs publics, il y avait
« lieu de faire place, quant à présent, à des négociations diplomatiques. »

Que furent ces négociations, nous ne le savons pas ; mais ce que nous pouvons dire, c'est qu'elles n'amenèrent aucun résultat.

Il est désirable qu'enfin les peuples sachent: qu'aussi longtemps que la question monétaire ne sera pas résolue, la crise se perpétuera et que le seul remède conseillé jusqu'ici, réside bien dans une entente internationale.

C'est, d'après moi, le but vers lequel il est à souhaiter de voir tendre les efforts de toutes les nations, le seul auquel nous puissions rattacher encore nos espérances en vue d'un avenir meilleur.

C'est le seul espoir auquel
puissent se rattacher en-
core nos espérances.



NOTES JUSTIFICATIVES

NOTES JUSTIFICATIVES

NOTE N° 1

CARACTÈRES RECONNUS IRRÉMÉDIABLES DE LA CRISE EN FRANCE

Les extraits suivants sont empruntés aux deux rapports qui ont été faits sur les travaux de la *Commission des 44* en France, ils prouvent que la crise sévit dans ce pays comme partout et montrent les caractères généraux des souffrances des travailleurs.

Le premier rapport fut déposé par M. Spuller le 11 mars 1884;

Le second fut déposé par M. de Lanessan le 26 décembre de la même année.

M. Spuller expose d'abord l'origine de la commission :

„ Le 24 janvier 1884, M. Langlois interpellait le Gouvernement sur la politique économique : et son discours, d'une vaste étendue, abordait plusieurs des graves problèmes que nous présentent les conditions actuelles du travail. „

„ Au cours de ces observations, M. Langlois fut amené, non seulement à solliciter l'avis de nos collègues de l'extrême gauche de la Chambre, mais à les mettre en quelque sorte en demeure de faire connaître leurs projets, au point de vue des réformes sociales. Il ouvrit ainsi à la discussion un champ plus large, où un nombre infini de questions furent abordées, touchées en passant, sans qu'une solution bien précise et bien nette, et d'une application législative immédiate, apparût pour aucune d'elles. „

„ Le débat occupa sept séances, et les sujets les plus variés et les plus contradictoires y trouvèrent place. A côté de M. Langlois qui proposait un système de réfor-

NOTE N° 1

NOTE N° 1

« mes intégrales fondées sur le plein exercice de la mutualité, M. de Baudry d'Asson demandait qu'un crédit de vingt millions fût réparti sans délai entre les caisses des chambres syndicales ; M. Lechevallier attirait l'attention du Parlement sur la nécessité de relever à l'importation les droits des tarifs douaniers ; M. le marquis de Roys réclamait en faveur de l'agriculture, opprimée par l'impôt, une égalité complète de traitement ; MM. Martin Nadaud, Haentjes, Emile Brousse, de Mun, Gustave Rivet et Brialou, abordaient confusément l'examen des mesures soumises depuis les débuts de la session à la Chambre des Députés, en matière de commerce et d'industrie, en y mêlant des aperçus généraux sur les choses de la politique et de la science sociale ; M. Laroche-Joubert se cantonnait dans la doctrine de la participation aux bénéfices ; M. Frédéric Passy plaidait la cause des principes de la science des économistes et surtout la cause du libre échange qui lui semblait plus particulièrement menacée par les théories exposées ; il était secondé dans cette tâche par M. Lalande ; et tandis que M. Ballue, de son côté, estimait qu'un remaniement général de l'assiette de l'impôt serait le souverain remède, telle n'était point l'opinion de M. Henry Maret, qui, pour sa part, allait jusqu'à préconiser une nouvelle réorganisation totale de la société.

« Tous ces exposés divers, au cours desquels MM. Hugot et Germain apportèrent des renseignements assez précis sur le malaise agricole et sur l'état des finances municipales de Paris, furent encore complétés, pour ne pas dire compliqués, d'une part, à droite, par M^{re} Freppel, qui sembla indiquer comme remède le recours en dernier terme à la toute-puissance des idées religieuses, et, d'autre part, de M. Clovis Hugues, qui ne craignit pas de prédire une prochaine destruction de l'ordre social établi. »

Dès le début, M. Spuller établit ce que la question ouvrière présente de compliqué à cause des influences internationales.

« Parmi les faits signalés par cette enquête à l'attention de l'économiste, du philosophe et du législateur, c'est que, dans notre société contemporaine, la situation des ouvriers ne se résume plus, comme on le croit encore trop communément, dans des questions de salaires, pour la solution desquelles la grève ou la coalition libre apparaissent à des intelligences encore trop peu cultivées, même quand il s'agit de leurs intérêts directs, comme des moyens énergiques et décisifs. Non, la situation de nos ouvriers dépend maintenant d'une foule de questions qui dominent celle-là, telles que le marché des échanges, la vente par qui la production se reproduit, la stabilité des concurrences, le prestige des prépondérances politiques, diplomatiques et militaires, le conflit ou le concert des peuples. Un jour, c'est l'Amérique qui grandit ; un autre jour, c'est l'Allemagne qui s'outille, en face de l'Angleterre qui n'a jamais chômé ; bref c'est maintenant l'univers entier dont il faut tenir compte. » (P. 10).

Après avoir établi, métier par métier, les chiffres de diminution des affaires, il conclut par ces mots :

« La moyenne des diminutions d'affaires qui résulte de ces tableaux est de 38 p. c. environ. » (P. 62).

Ne pouvant pas établir les chiffres des ouvriers absolument privés d'ouvrage, il examine le travail des ouvriers occupés et établit :

« La perte de travail pour les ouvriers, non congédiés, à 3 mois l'an. » (P. 67.)
soit 25 p. c. de salaires en moins pour ceux qui travaillent encore.
Mais de même que la commission anglaise (Depression of

Trade and Industry) la commission des 44 en France, sans en saisir la cause exacte, s'aperçut que cette crise subit des causes générales inexpliquées; voici ce que M. Spuller en dit :

NOTE N° 1

« En somme, il y a chômage et suspension d'affaires, moins encore par suite d'une crise, que par le fait des circonstances générales auxquelles est assujettie depuis quelques années la production sur toute la surface du globe. » (P. 76).

M. de Lanessan qui a fait rapport spécial sur la crise de Lyon et de St-Etienne constate des maux tout pareils :

« Il résulte de toutes les dépositions entendues par votre Délégation que les quatre industries principales de Saint-Etienne subissent à l'heure actuelle et depuis un certain temps déjà, une crise simultanée, de laquelle est sorti un état de malaise commun à toute la population de cette ville et des environs. »

« D'après la déposition de M. le maire de Saint-Etienne, la ville se dépeuple avec une rapidité véritablement effrayante. Pendant ces deux dernières années, elle a perdu 25 mille habitants, et il est à craindre qu'il se produise une diminution égale pendant les deux années prochaines. L'octroi donnera cette année environ 250 mille francs de moins que l'année dernière, et le budget va se trouver en déficit d'un million. »

« Cet abaissement des recettes de la ville résulte en grande partie de la misère qui frappe les ouvriers de presque toutes les industries. » (P. 7).

Le nombre des ouvriers sans ouvrage est énorme :

« A l'heure actuelle, on compte qu'à Saint-Etienne le nombre des ouvriers de toutes industries s'élève à 66 mille. Sur ce nombre, 10 mille environ seraient, d'après les dépositions de la municipalité, sans aucun travail; 6 mille seraient en travail plein et les 50 mille autres n'auraient qu'un travail réduit. » (P. 8).

Cette crise présente des caractères extraordinaires :

« Or, il ressort de toutes les dépositions, que les souffrances de la métallurgie du bassin de la Loire ne résultent pas d'une crise passagère mais d'un état de choses permanent et il est indubitable qu'au lieu de s'atténuer avec le temps, elles ne feront, au contraire, que s'accroître, si l'on ne prend pas des mesures énergiques pour les combattre. » (P. 32).

Les ouvriers charbonniers du bassin de la Loire sont les plus éprouvés :

« De toutes les dépositions entendues par votre délégation il résulte que, dans la plupart des mines du bassin, il existe, à l'heure actuelle, une diminution considérable de l'exploitation. D'après le Président de la Chambre de commerce de Saint-Etienne, la réduction du travail est de 20 à 25 0/0 et les renvois forcés de 10 0/0 environ. La majeure partie des ouvriers ne travaillent que pendant une partie de la semaine et les salaires atteignent leur minimum. » (P. 45).

On constate un caractère étrange de durée et d'origine inexplicable :

« Malgré l'importance indéniable de la crise transitoire subie en ce moment par l'industrie minière de la Loire, tous les témoins que nous avons entendus s'en sont montrés beaucoup moins préoccupés que de l'état permanent de malaise dans lequel cette industrie se trouve depuis un grand nombre d'années. » (P. 46).

NOTE N° 1

La crise lyonnaise date de 15 ans comme la crise anglaise, et elle sévit de la même façon, avec la même intensité :

« En 1872, la production totale de la soierie lyonnaise s'élevait à 460 millions de francs ; en 1881 elle n'était plus que 395 millions ; aujourd'hui, elle est encore moindre. En 1874, la France a exporté 485.100.000 francs de tissus de soie et de bourre de soie ; en 1883, elle n'en a exporté que pour 286.233.000 francs, c'est-à-dire 31 p. c. de moins. D'un autre côté, en 1874, il a été importé, en France, pour 32.800.000 francs de tissus de soie, tandis qu'en 1883 il en a été importé pour 43 millions 485.000, soit une augmentation de 32 1/2 p. c. Ces chiffres sont ceux qui nous paraissent donner l'idée la plus exacte des pertes subies par l'industrie lyonnaise, en même temps qu'ils sont de nature à nous révéler la cause du mal dont elle souffre et le remède qu'il faut y appliquer.

« Dans de telles conditions, le salaire des ouvriers lyonnais ne pouvait que subir une baisse considérable. Le mouvement de diminution date, du reste, d'une quinzaine d'années. » (P. 70).

« A Saint Etienne, la rubanerie, à Lyon, le tissage des étoffes de soie et de velours sont dans une situation déplorable. La production de ces industries diminue chaque jour : ce n'est pas une crise passagère qu'elles traversent, c'est un mal continu dont elles souffrent depuis une quinzaine d'années déjà, qui les use lentement et qui offre, tous les trois ou quatre ans, des recrudescences dont elles ne se remettent jamais tout à fait. La cause de ce dépérissement se trouve, pour l'une comme pour l'autre, dans la recherche sans cesse croissante et impossible à arrêter du bon marché. » (P. 92).

Les malheurs ouvriers sont si grands que les ouvriers de Givors adressent, en réponse à l'enquête, la menace suivante :

« La fortune publique est détenue entre les mains de spéculateurs plus ou moins honnêtes. L'État n'a pas prévu le moment où ceux-là cessant, par mollesse ou nonchalance, de suivre le progrès, les ateliers se fermentaient.

« Pourtant, jetez un coup d'œil autour de vous, sur les populations ouvrières ! Ne voyez-vous pas qu'il y a là de grands besoins à satisfaire ?

« Est-ce l'aumône qui le peut ? Non. C'est la justice et l'équité.

« Ainsi, si la misère existe, elle provient absolument de notre organisation sociale, qui n'a rien fait en présence des maux terribles qu'engendre le besoin. Et l'on se trouve tout étonné de pressentir de graves événements. » (P. 253).

Tel est le résultat de l'enquête des 44, qu'après avoir décrit le mal elle ne propose pas de remède et que M. Spuller conclut à laisser la crise suivre tout simplement son cours :

« Est-il tout à fait impossible d'admettre, dit-il, que les ouvriers inutiles finiront par s'éliminer d'eux-mêmes ? Avec du calme et de la prudence, le malaise du bâtiment pourra se guérir, sans que l'on ait besoin de recourir à des remèdes exceptionnels. » (P. 129).

« Les crises industrielles sont souvent appelées à se dénouer dans le silence même où on les abandonne. Ce n'est pas une raison toutefois de ne point veiller, et surtout de s'abstenir d'y regarder, et de très près, quand les souffrances du pays l'exigent.

« La Chambre a ordonné l'enquête ; la Commission l'a faite ; que le pays la juge ! » (P. 217).

NOTE N° 2

L'EXCÈS DE PRODUCTION N'EST PAS ADMISSIBLE

La commission créée en 1885 pour étudier la dépression du commerce et de l'industrie, en Angleterre, ne peut admettre que bien difficilement que la crise ait pu être produite, comme on l'assure, par un excès de production.

NOTE N° 2

Voici ce qu'elle en disait dans son rapport final, déposé le 22 décembre 1886.

« En outre de cette absence de bénéfice, il est deux traits distinctifs de la crise qui, sans être aussi marqués ni aussi universels, méritent l'attention.

« D'une part, la tendance naturelle vers l'équilibre, tendance qui résulte de la réaction mutuelle de l'offre et de la demande, paraît avoir été contrariée pendant un laps de temps plus considérable que d'habitude. L'accroissement continu de la production, signalé plus haut par nous, est entretenu et stimulé par quelque cause autre qu'une demande spontanée en faveur des articles de consommation. Un pareil état de choses devrait, selon tous les précédents, provoquer une décroissance de la production jusqu'à ce que la demande légitime se fût derechef fait sentir. Et l'un des phénomènes les plus remarquables de la crise actuelle est que la production se soit maintenue à son niveau actuel pendant si longtemps, en présence de prix non rémunérateurs et d'un marché qui semble surabondamment approvisionné.

« La caractéristique la plus saisissante de la situation actuelle, celle qui distingue la présente période de toutes les précédentes époques de crise, est la longueur du temps pendant lequel l'excès de production a duré.

« Il arrive nécessairement, de temps à autre, pour tous les articles de consommation, que la production excède la demande. La capacité productrice dépasse fréquemment les besoins de la consommation; mais, comme nous l'avons fait observer plus haut, ces variations se corrigent habituellement d'elles-mêmes dans un laps de temps très court. Elles portent en elles-mêmes leur propre remède et ne causent pas un préjudice universel, encore que tel ou tel producteur ait parfois à en pâtir individuellement.

« Mais il est plus difficile d'expliquer un excès de production systématique qui se prolonge considérablement et dont la classe des producteurs ne bénéficie que peu ou prou, d'après les déclarations unanimes des témoins qui ont comparu devant nous. »

NOTE N° 3

LA CRISE DE SURPRODUCTION PARAÎT N'ÊTRE QU'UNE CRISE MONÉTAIRE

La crise de surproduction examinée d'abord pour telle, par la commission of depression of trade d'Angleterre, lui apparaît bientôt, en 1886, comme devant provenir des causes monétaires.

Voici son troisième rapport à S. M. la Reine, qui fut déposé le 18 juin 1886 :

NOTE N° 3

« A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE.

» Plaise à Votre Majesté,

» Nous, les commissaires soussignés, chargés de faire enquête sur l'étendue, la nature et les causes probables de la crise qui prévaut ou a récemment prévalu dans diverses branches du commerce et de l'industrie, désirons humblement soumettre à Votre Majesté un nouveau rapport sur nos débats.

» Nous y annexons les témoignages recueillis au cours de quatorze séances qui ont eu lieu du 10 mars au 6 mai.

» Ces témoignages ont principalement trait aux industries agricoles, maritimes et minières, et complètent le système d'enquête que nous avons exposé dans nos rapports antérieurs; mais il reste à approfondir plusieurs points, relativement auxquels il pourra nous sembler nécessaire de recueillir des témoignages nouveaux.

» Nous ne sommes pas encore en mesure de rédiger un rapport définitif sur l'une ou l'autre des questions qui nous ont été soumises; mais parmi les sujets sur lesquels notre attention a été appelée au cours de notre enquête, il en est une qui nous semble mériter un examen spécial, tant en raison de son importance actuelle que de l'inquiétude exprimée à son égard dans plus d'un milieu mercantile, où on lui prête une influence directe et spéciale sur le commerce et l'industrie du pays, ainsi que sur les prix des produits de consommation. Nous faisons allusion à l'importante question de LA CIRCULATION MONÉTAIRE, en tant qu'elle se rattache aux changements de valeur des métaux précieux.

» Des témoignages déjà portés devant nous, il résulte que, dans mainte branche du commerce, sévit une crise que les témoins attribuent à des causes exerçant un effet

NOTE N° 3

» plus ou moins partiel et inhérentes à la situation particulière de notre pays. Mais il
» nous a également été démontré que la crise actuelle n'est pas circonscrite en notre
» pays. Si, donc, il existe dans les rapports des métaux précieux avec les autres produits
» de consommation, ou dans les rapports de ces métaux entre eux, des perturbations
» susceptibles d'influer sur le commerce général de l'univers, ce serait là une cause de
» crise embrassant, dans son influence, une zone aussi vaste que celle qui paraît préci-
» sément embrasser la crise actuelle.

» Depuis quelques années, la valeur de l'or, comme instrument d'achat, s'est accrue ;
» en d'autres termes, les prix des marchandises, en général, mesurés à l'étalon d'or, ont
» baissé ; et cette hausse de l'or, rapprochée d'autres circonstances, a troublé les rapports
» existant entre les deux métaux précieux. Une fâcheuse dépréciation de l'argent, par
» rapport à l'or, prévaut depuis quelque temps et persiste encore à cette heure.

» Sans entrer dans les détails les plus menus, constatons que ces changements
» résultent d'un double groupe de causes. Non seulement la production de l'or a diminué,
» mais la demande a augmenté. C'est-à-dire que la quantité d'or extraite des mines a
» décliné, tandis que le besoin d'or s'est considérablement accru, ce métal ayant été
» substitué à l'argent dans le monnayage de l'Allemagne et de divers autres pays ; en
» même temps le stock d'argent a grossi, tant par l'accroissement de la production des
» mines, que par l'affluence de l'argent démonétisé que l'Allemagne et la Hollande ont
» jeté sur le marché.

» Il nous semble superflu de nous occuper en détail, ici, d'autres modifications
» qui se sont produites dans le régime monétaire, telles que le changement de politique
» de l'Union Latine, la reprise de paiements, en espèces or, par des nations qui les
» avaient suspendues, et l'absorption croissante de l'or par l'Inde. On pourrait également
» se demander si d'autres circonstances n'ont pas agi sur la valeur des métaux précieux :
» par exemple, l'augmentation ou la diminution des quantités de métal employées à des
» usages autres que la monnaie. Il faudrait peser équitablement chacun de ces points,
» dans l'enquête spéciale et plus complète que nous recommandons.

» Nous ne nous proposons pas, non plus, d'aborder la très importante question,
» de l'effet produit par les fluctuations de valeur des métaux précieux, sur les vastes
» transactions monétaires, effectuées entre le gouvernement de la Mère Patrie et celui des
» Indes. Il est évident que l'Inde touche ses recettes en argent, qu'elle paie, en or, une
» grande partie de l'intérêt de sa dette, les articles qu'elle achète, les services qu'elle a
» à rémunérer, et qu'une baisse de l'argent trouble profondément son budget ; mais ce
» phénomène, qui inspire de légitimes inquiétudes, ne nous semble pas compris dans les
» limites de notre enquête, bien qu'il puisse indirectement exercer son influence sur le
» commerce indien et qu'il y ait peut-être lieu, pour nous, d'y revenir.

» Les points où la question monétaire (que nous désignons ainsi, pour abréger),
» entre en contact avec le champ de notre enquête, sont les suivants : 1. le point de
» vue statistique ; 2. le point de vue commercial ; 3. le point de vue industriel. Tandis
» que les statistiques officielles de notre commerce extérieur n'accusent qu'une diminu-
» tion d'affaires relativement faible, au point de vue de la quantité d'affaires traitées,
» la valeur de ce commerce, calculée en livres sterling, semble avoir considérablement
» diminué, par suite de la baisse importante des prix. Bien des circonstances, en dehors
» du renchérissement de l'étalon d'or, peuvent avoir déterminé une baisse des prix, cette
» baisse fût-elle générale. Des méthodes de production perfectionnées ou économiques,
» l'accroissement des facilités de transport, la rapidité plus grande des communications
» et la concurrence des autres producteurs, peuvent avilir les prix, et il importe de tenir
» pleinement compte de ces facteurs. *Si est démontré que la baisse des prix est due,
» non pas à des circonstances pesant sur les marchandises mêmes, mais à une hausse
» de l'étalon qui sert à les mesurer, la question changerait de face.*

« Secondement, en ce qui concerne les affaires commerciales, traitées entre pays à circulation d'or et pays à circulation d'argent, il est probable que des inconvénients et des pertes graves ont découlé des fluctuations dans la valeur relative des deux métaux, surtout quand ces fluctuations ont été nombreuses et subites. *Il est même possible que de telles fluctuations aient tendu, en certains cas, à devier le courant du commerce et à aggraver la crise dont on se plaint.*

« Troisièmement, *on assure que l'effet de la baisse de l'argent a été défavorable aux industries de notre pays*, en stimulant les produits des pays à circulation d'argent, par rapport à ceux des pays où prévaut l'étalon d'or.

« Pour arriver à des conclusions saines, à l'égard de ces questions, il est indispensable d'examiner, de très près, quelques-uns des faits de la cause.

« Pour commencer, il est nécessaire de déterminer quels ont été respectivement les mouvements de l'or et de l'argent pendant une période déterminée : les vingt dernières années, par exemple. *Il est clair que, pendant cette période, l'or a renchéri, si on le mesure à l'argent, ou bien, ce qui revient au même, que l'argent s'est avili par rapport à l'or.* Cela vient-il de ce que l'or a renchéri, ou de ce que l'argent s'est avili, par rapport à l'ensemble des marchandises, ou de ce que les deux phénomènes se sont produits concurremment, et, s'il en est ainsi, dans quelles proportions ? *Il semble évident que les prix en or ont décliné, quand on les compare aux marchandises en général, aussi bien que si on les compare à l'argent.* La hausse des prix calculés en argent est moins manifeste. Voilà le premier point à étudier, et s'il est démontré que les prix en argent n'ont pas haussé, par rapport aux marchandises, il restera à en rechercher la cause.

« Il serait nécessaire d'examiner ensuite si la baisse des prix a été restreinte à certaines catégories particulières de marchandises, ou si elle a porté uniformément, voire même généralement, à toutes les catégories. Si elle a été provoquée uniquement par la hausse de l'étalon, elle aurait dû, logiquement, être au moins générale ; si elle n'a pas été générale, il faut que des facteurs spéciaux aient été à l'œuvre. Encore un point qui nécessitera une minutieuse enquête.

« D'autre part, la valeur de l'or et celle de l'argent, comme bases des transactions, peut avoir subi l'influence résultant de l'accroissement des facilités offertes par les banques, de l'extension du papier-monnaie, du développement des communications internationales, ou d'autres circonstances tendantes à restreindre l'emploi du numéraire.

« Nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté un document rédigé par un de nos collègues, M. R. H. Inglis Palgrave, document contenant nombre de renseignements précieux et qui sera d'une grande utilité dans les suites de l'enquête sur laquelle nous avons appelé l'attention.

« Nous n'avons pas cru devoir recueillir des témoignages oraux portant spécialement sur cette question ; mais nous joignons à la présente un questionnaire que nous avons répandu dans un petit cercle de personnages qui, par suite de leur expérience pratique, ou de leurs recherches à ce sujet, semblaient à même de fournir des renseignements utiles ou de formuler des appréciations sérieuses. Plusieurs de ceux auxquels nous nous sommes adressés, ont été empêchés, par diverses causes, de répondre à nos questions. Nous annexons à la présente les réponses que nous avons reçues et nous osons affirmer qu'elles fourniront des matériaux précieux pour les suites de l'enquête.

« Nous sommes tout à fait persuadés que la question appelle un examen prompt et indépendant des points de vue auxquels s'est placée notre commission et que, en dehors de ses rapports généraux avec la crise commerciale, elle devrait être traitée, à un point de vue d'ensemble, dans ses rapports avec notre situation monétaire, avec le régime monétaire du Royaume-Uni et celui de nos colonies, de l'Inde et des pays étrangers ; et nous

NOTE N° 3

« exprimons humblement à Votre Majesté la conviction que, en raison de l'intérêt général
« qu'on prend à cette question, *la nécessité de pareille enquête est urgente*, et qu'on écono-
« miserait du temps, que l'on faciliterait également les recherches en instituant une enquête
« spéciale au sujet du groupe de questions se rapportant à la situation monétaire et en
« confiant le soin de cette enquête aux personnages que Votre Majesté pourrait juger le
« plus aptes à la conduire, d'après les termes d'un programme préparé avec soin et dressé
« de façon à comprendre toutes les branches du sujet.

(Signé) IDDESLEIGH

DUNRAVEN	W. H. HOULDSWORTH
C. SCLATER BOOTH	W. L. JACKSON
JOHN AIRD	GEO. A. JAMIESON
JAMES J. ALLPORT	N. LUBBOCK
THOS. BERTWESTLE	P. ALBERT MUNTZ
LIONEL L. COHEN	R. H. INGLIS PALGRAVE
JAMES P. CORRY	CHAS. M. PALMER
DAVID DALE	W. M. PEARCE
C. J. DRUMMOND	B. PRICE
W. FARRER-ECROYD	SAMUEL STOREY
HENRY HUCKS GIBBS	

(*Depression of Trade and Industry, Commission on third report, p. 3, 4 & 5.*)

NOTE N° 4

LA MONNAIE C'EST L'ÉCHANGE, L'ÉCHANGE C'EST LA SOCIÉTÉ

On ne peut douter de l'importante place qu'occupe la monnaie dans l'ordre social.

NOTE N° 4

« A part l'air et l'eau il n'y a rien de plus utile que la monnaie.

» La monnaie sert à acquitter toutes les dettes, à réparer tous les dommages, à acheter tout ce qui se meut dans l'air, tout ce qui existe sur la surface du globe, tout ce que les entrailles de la terre et les profondeurs des fleuves et des mers peuvent contenir de richesses et recéler de valeurs propres au développement de l'humanité ou à la satisfaction des besoins, des jouissances ou des passions bonnes ou mauvaises des hommes.

» La monnaie est, avant tout, un instrument universel d'échange.

» Toutes les pénalités, chez tous les peuples du monde, sont basées sur la monnaie.

» Tributs et taxes grevant les peuples, émoluments des fonctionnaires qui les gouvernent, salaires du travailleur escomptant la production future, arrérages du rentier vivant d'un travail accompli et des économies faites, tout, dans la société, se traduit par la monnaie.

» Fausser la monnaie, en changer la nature, la rendre plus rare ou plus abondante, c'est fausser, on le comprendra sans peine, les rapports de toutes les lois et de toutes les relations commerciales ou civiles. »

(LA CRISE, *la Baisse des Prix, la Monnaie*,
par ALPH. ALLARD, p. 1).

« Être sociable par privilège, plus l'homme pratique l'échange, et plus il est fidèle à la destination que lui a assignée le Créateur. »

(MICHEL CHEVALIER, *la Monnaie*, p. 2.)

« L'échange, c'est l'économie politique, c'est la société tout entière. »

(BASTIAT, *Harmonies économiques*, p. 1.)

« Depuis le jour où notre famille paie notre baptême jusqu'au moment où elle s'impose les frais de nos funérailles, il n'est pas un acte de notre vie qui n'ait un lien, direct ou indirect, avec une somme à payer ou à recevoir, c'est-à-dire avec la monnaie. Aussi n'est-il pas plus indifférent de pénétrer les secrets de la monnaie, que

NOTE N° 4

» de savoir si l'air que nous respirons est pur ou si l'eau que nous buvons est limpide,
» car si ceux-ci assurent la santé du corps humain, bien certainement celle-là consolide
» la prospérité du corps social. »

(*Prolegomènes à la 2^e édition de LA CRISE*,
par ALPH. ALLARD, p. 11).

NOTE N° 3

LA MONNAIE N'EST PAS UNE INVENTION DE LA CIVILISATION,
C'EST L'OUTIL CIVILISATEUR

Beaucoup d'auteurs ont imaginé des origines à l'emploi des métaux précieux comme monnaie, et en ont parlé comme d'une sorte d'invention qui ne semblerait être que le produit de l'imagination humaine et que les hommes seraient libres ainsi de modifier à leur guise.

NOTE N° 3

Tout d'abord l'or semble avoir été connu de l'homme avant même la création de la femme et par conséquent bien avant l'origine des sociétés.

Nous lisons au chapitre II de la Genèse :

„ Verset 10. — Et un fleuve sortait d'Heden pour arroser le jardin, et de là il se divisait en quatre fleuves.

„ Verset 11. — Le nom du premier est Pison; c'est celui qui coule autour de tout le pays de Havila, où l'on trouve de l'or.

„ Verset 12. — Et l'or de ce pays-là est bon.....

„ Verset 19. — Car l'Eternel Dieu avait formé de la terre toutes les bêtes des champs, et tous les oiseaux des Cieux; puis il les avait fait venir vers Adam,.....

„ Verset 22. — Et l'éternel Dieu forma une femme de la côte qu'il avait prise d'Adam et..... „

Quatre mille ans avant Jésus-Christ l'arche de Noé était recouverte d'or pur, on le travaillait et il avait une valeur exceptionnelle déjà :

„ Verset 2. — Et il la couvrit par dedans et par dehors d'or pur, et il lui fit un couronnement d'or à l'entour. „

(Exode, chap. XXXVII).

NOTE N° 5

Au temps de Moïse les trois métaux monétaires étaient déjà fort appréciés :

« *Verset 30.* — Et Moïse dit aux enfants d'Israël : Voyez, l'Eternel a appelé » Bethsaléel.

« *Verset 31.* — Et il l'a rempli de l'esprit de Dieu en sagesse, en intelligence, » en science pour toutes sortes d'ouvrages.

« *Verset 32.* — Même pour inventer *tout ce qui se peut inventer en or, en argent,* » en airain. »

(Exode, chap. XXXV).

Un peu plus tard, (2400 ans avant J.-C.) les monnaies étaient en usage, car on lit :

« *Verset 14.* — Alors Abimelech prit des *brebis, des bœufs*, des serviteurs et des » servantes et il les donna à Abraham et il lui rendit Sara, sa femme.

« *Verset 16.* — Et il dit à Sara : voici, j'ai donné à ton frère 1000 pièces d'ar- » gent; voici, il t'est un voile sur les yeux devant tous ceux qui sont avec toi, et devant » tous les autres. C'est ainsi qu'elle fut reprise. »

(Genèse, chap. XX).

Plus tard encore, 1600 ans environ avant notre ère, c'est Josué qui paie en argent le passage de ses troupes :

« *Verset 28.* — Tu me feras distribuer des vivres pour de l'argent, afin que je » mange; tu me donneras de l'eau pour de l'argent, afin que je boive; permets seulement » que j'y passe (par ton pays). »

(Deutéronome, chap. II).

Mille ans avant notre ère, sous le Roi Salomon, on discutait déjà les valeurs relatives des deux métaux tout comme de nos jours; l'argent était déprécié à Jérusalem; aussi en créant son temple n'admet-il que l'or.

« *Verset 21.* — Et toute la vaisselle du buffet du Roi Salomon était d'or, et toute » la vaisselle de la maison du pare du Liban était d'or fin; il n'y en avait point en » argent, l'argent n'était point estimé pendant la vie de Salomon. »

(Livre des Rois, chap. X).

Le commerce extérieur était du reste pratiqué sur une grande échelle déjà au temps de Salomon, car on lit :

« *Verset 22.* — Car le Roi avait, sur la mer, la flotte de Tharsis, avec la flotte » de Hiram; et tous les trois ans une fois la flotte de Tharsis venait qui apportait de » l'or, de l'argent, de l'ivoire, des singes et des paons.

« *Verset 27.* — Et le Roi fit que l'argent était si commun à Jérusalem que les » pierres. »

(Livre des Rois, chap. X).

On se préoccupait, d'après ce que l'on voit, de la proportion relative de valeur existant entre l'or et l'argent.

Salomon avait établi des douanes à ses frontières :

NOTE N° 5

„ Verset 29. — Mais chaque chariot remontait et sortait d'Égypte pour 600 pièces d'argent et chaque cheval 150. „

(*Livre des Rois*, chap. X).

Il pratiquait même le bi-métallisme, le fait est assez curieux à constater ; bien qu'il n'avait pas voulu d'argent dans son temple, sa sagesse lui indiquait qu'il aurait eu tort de le proscrire.

„ Verset 51. — Ainsi tout l'ouvrage que le Roi Salomon fit pour la maison de l'Éternel, fut achevé. Puis il fit apporter ce que David, son père, avait consacré l'or et l'argent, et les vaisseaux, qu'il mit dans les trésors de l'Éternel. „

(*Livre des Rois*, chap. X).

„ En Grèce, nous rapporte Démosthène, l'argent était devenu si abondant que l'on ne voyait plus que ce métal dans la circulation du pays. „

„ César étant entré dans Rome tira du trésor deux mille six cents tuiles en lingots d'or et trois cent mille livres pesant en cette monnaie; jamais la République n'avait été et ne fut si riche. En outre de cette quantité il en avait tant apporté des Gaules, que la livre d'or en Italie ne valut plus que 7 1/2 livres d'argent. „

(*Suetone*, chap. LIV).

Nous comprenons donc assez peu que l'on puisse de nos jours parler de la monnaie comme une *invention de l'homme*, invention dont on pourrait connaître les débuts, alors que nous trouvons tout au contraire l'or et l'argent associés à la civilisation dès l'origine du monde, et que nulle part nous ne trouvons la trace d'échanges qui se seraient accomplis sans eux.

NOTE N° 6

LA MONNAIE N'EST PAS SIMPLE MARCHANDISE

On s'est plu à propager cette idée que la monnaie ne serait en réalité qu'une simple marchandise comme toute autre et que dès lors on peut, sans trop d'inconvénients en modifier la quantité ou la nature.

NOTE N° 6

C'est là une erreur qu'il importe de rencontrer.

La monnaie n'est pas une marchandise ordinaire.

La monnaie dans la circulation marche toujours en sens inverse des marchandises, c'est le contraire.

« Quand une pièce de monnaie sort de votre poche, quand vous êtes sur le point de l'offrir, c'est qu'à coup sûr vous voulez attirer vers vous, en sens inverse par conséquent, un service ou une marchandise qui, dans la situation de votre esprit et en présence de vos désirs actuels, vous paraît équivaloir à votre pièce de monnaie.

« La Monnaie, cet exemple le montre, provoque ainsi la marche et la circulation des marchandises. »

(Discours sur la crise agricole et manufacturière, par ALPH. ALLARD, p. 18.)

La monnaie est tellement peu une marchandise, qu'elle enlève même au métal dont elle est faite le caractère de marchandise au point qu'il n'obéit plus lui-même aux lois qui règlent les marchandises, leur prix ne suit plus l'augmentation ou la diminution des quantités produites.

Voici à ce sujet l'opinion émise par la commission anglaise récemment nommée pour étudier ces questions.

« N° 7. Nous avons déjà indiqué la nature des changements auxquels nous paraît se rapporter le programme de la commission de Votre Majesté, c'est-à-dire : a) les fluctuations qu'a subies, en ces dernières années, la valeur relative de l'or et de l'argent,

NOTE N° 6

» et *b*) la tendance générale de ces fluctuations qui a été dans le sens d'une baisse de
» valeur de l'argent calculé en or.

» Mais avant d'aborder l'examen des changements qui se sont manifestés au cours
» de ces dernières années, il peut être utile d'esquisser rapidement les faits principaux
» de la cause, en ce qui concerne la valeur et la production des métaux précieux, pen-
» dant les périodes antérieures à celles dont nous sommes appelés à nous occuper.

» Dans l'histoire de la production des métaux précieux, les deux événements essen-
» tiels sont les grandes découvertes d'argent effectuées dans l'Amérique du Sud et au
» Mexique, découvertes qui marquèrent le milieu du xvi^e siècle, et les grandes décou-
» vertes d'or effectuées en Californie et en Australie, et qui marquèrent le milieu du
» xix^e siècle. Antérieurement à 1545, il paraît que la moyenne annuelle de la production
» d'or fut (comme poids) d'environ un dixième de la production de l'argent. À dater
» de la découverte des mines du Potosi, la production de l'argent s'accrut rapidement,
» de sorte qu'à l'aurore du xvii^e siècle, les proportions relatives se trouvaient être de
» 98 pour cent et 2 pour cent de métal jaune. Cette proportion se modifia peu à peu
» pendant le xvii^e siècle et la première partie du xviii^e, jusqu'en 1750, époque à laquelle
» elle fut de 95.5 pour cent d'argent contre 4.5 pour cent d'or. Pendant les 50 années qui
» suivirent, la proportion de l'or déclina proportionnellement à l'argent, et vers le
» commencement de ce siècle, la proportion retomba à l'ancien chiffre 98 pour cent
» d'argent à 2 pour cent de métal jaune. La production de l'or commença ensuite à
» augmenter, lentement d'abord, plus rapidement après 1848, jusqu'à ce qu'elle eut atteint,
» en 1850-55, le chiffre de 81.5 pour cent d'argent à 18.5 pour cent or; mais, par suite
» des variations de production qui se sont manifestées depuis lors, la proportion est
» maintenant d'environ 95.5 pour cent d'argent à 4.5 pour cent d'or.

» Malgré ces variations de la production, la valeur relative des deux métaux,
» telle qu'elle est représentée par le prix de l'argent mesuré par l'or, a été au moins,
» pendant les 200 dernières années, sujette à des fluctuations bien moindre au commen-
» cement du xvi^e siècle, la valeur de l'argent, par rapport à l'or, était comme 11 à 1.
» Pendant le siècle en question, l'argent s'avilit lentement, et pendant la première moitié du
» xvi^e siècle plus rapidement, jusqu'au jour — 1670 — où le rapport s'éleva à 15 contre 1,
» point auquel il demeura jusqu'au début de la seconde moitié du xviii^e siècle. Vers
» cette époque, se produisit une importante découverte d'or au Brésil, et le rapport
» devint comme 14 1/2 est à un. L'argent commença alors à s'avilir légèrement, et dès
» l'aurore du siècle, présent jusqu'en 1873, le rapport ne s'écarta pas sensiblement de
» 15 1/2 à 1.

» On voit donc qu'à dater du milieu du xvii^e siècle, la valeur relative des deux
» métaux ne varia pas de plus de 3 pour cent, soit dans un sens soit dans l'autre,
» jusqu'à ce qu'une divergence plus importante eût commencé à se manifester (1873). »

(*Gold and Silver Commission*, final report, p. 1-2.)

» N° 19. À l'appui de cette manière de voir, on fait remarquer que, tandis que la valeur
» relative de la production des deux métaux fut sujette à des changements considérables
» pendant les soixante-dix premières années de ce siècle, la variation extrême que subit
» la valeur des deux métaux sur le marché fut de 3 pour cent, dans un sens ou
» dans l'autre, ainsi qu'il a été constaté au § 7; tandis que si l'on prend la valeur
» moyenne pendant une série d'années, la variation devient presque imperceptible.

» Ces faits ressortent plus nettement du tableau dressé d'après les évaluations du
» docteur Soetbeer quant à la production des deux métaux. »

(*Commission on Gold and Silver*, final report, p. 5-6.)

Il ressort donc clairement de ces faits que la monnaie ne suit

pas, comme les marchandises, l'influence des quantités offertes et produites.

NOTE N° 6

Les lois lui font du reste une toute autre place qu'à une simple marchandise.

On est forcé de l'accepter au taux décrété par la loi :

« 475. — Seront punis d'une amende de cinq francs à quinze francs inclusivement :

« II. Ceux qui, à défaut de convention contraire, auront refusé de recevoir les monnaies non fausses ni altérées, selon la valeur pour laquelle elles ont cours légal en Belgique.

« 478. — En cas de récidive, la peine de l'emprisonnement d'un jour à quatre jours pourra être prononcée indépendamment de l'amende. »

(CODE PÉNAL BELGE, conforme au Code Pénal Français.)

L'importance de l'émission de la monnaie est telle que de tout temps, et chez tous les peuples, la production de la monnaie, sa fabrication, son émission, ont toujours constitué un droit es-entielllement régalien.

« Le Roi seul a le droit de battre Monnaie. »

dit la Constitution belge, ce qui est tout à fait incompatible avec le caractère de marchandises que l'on voudrait attribuer à la monnaie.

Voyons les pénalités que nos codes appliquent aux falsifications monétaires :

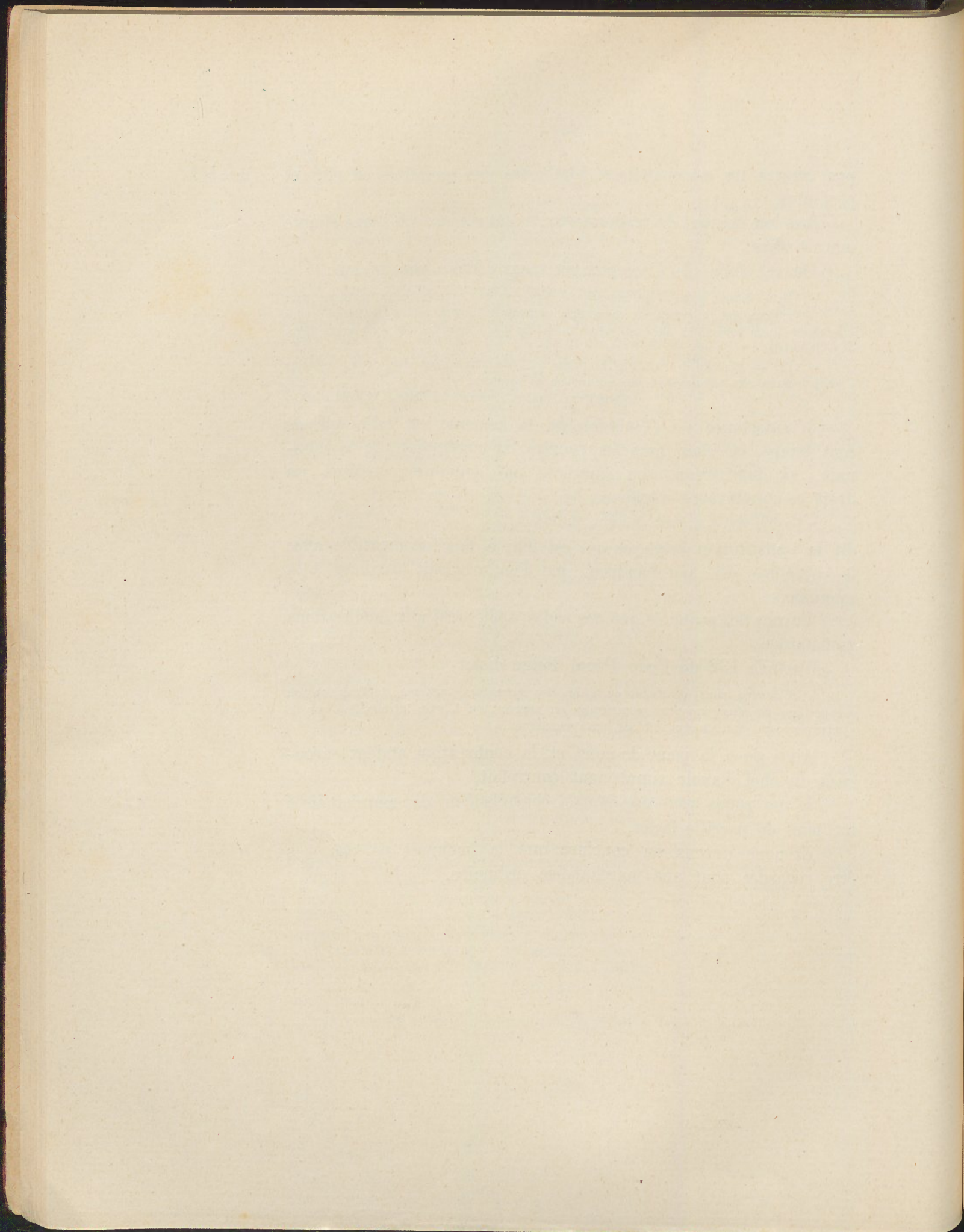
L'article 132 du Code Pénal Belge disait :

« Quiconque aura contrefait ou altéré les monnaies, participé à l'émission ou exposition des dites monnaies contrefaites ou altérées, ou à leur introduction sur le territoire sera puni de mort et ses biens confisqués. »

Ainsi donc la peine de mort et la confiscation étaient encourues du chef d'avoir simplement contrefait.

Je ne pense pas, que jamais contrefacteur de marchandises fut puni de pareille façon.

Et nous devons en conclure que la monnaie ne peut pas être regardée pour une marchandise ordinaire.





NOTE N° 7

LA MONNAIE EST LE SANG SOCIAL

La monnaie va à la rencontre des marchandises, c'est elle qui transporte les richesses; elle est le sang social.

NOTE N° 7

« La question des monnaies intéresse toutes les branches de l'activité sociale, le commerce, l'industrie, l'agriculture, la banque, le crédit, la prospérité, les besoins courants et journaliers de la population. »

(M. P. MAGNE, *ministre des finances*,
rapport à S. M. l'Empereur Napoléon, 9 novembre 1869.)

« L'or et l'argent qui circulent dans un pays peuvent se comparer à un grand chemin qui, tout en servant à faire circuler et à conduire au marché, ne produit pourtant rien par lui-même. »

(ADAM SMITH, T. I., liv. II, ch. 2, p. 394.)

« Si j'achète un chapeau, et que je le paie vingt francs au chapelier.

« En lui payant vingt francs, je lui paie, non seulement ses frais de production, mais aussi son bénéfice, et comme le chapelier ne prend pas la pièce de vingt francs pour la thésauriser, il cherche immédiatement à acheter la marchandise nécessaire à fabriquer un nouveau chapeau en y employant son bénéfice. La possession de la pièce de vingt francs active ainsi la production des chapeaux, et plus la pièce de vingt francs se renouvellera entre les mains du chapelier, plus elle transférera avec elle les bénéfices commerciaux de proche en proche.

« La circulation monétaire dans l'économie sociale, allant ainsi prendre les richesses au siège de la production, ne rappelle-t-elle pas la circulation du sang dans le corps humain lui transmettant la chaleur, l'activité et la vie ?

« La monnaie joue dans la circulation du monde, le rôle que joue le globule de sang dans le corps humain; il va sans cesse prendre aux poumons et à l'estomac les principes de la vie pour les transmettre à tous nos organes. »

(LA CRISE, *la baisse des prix, la monnaie*, par ALPH. ALLARD, p. 60.)

« Un écu, une monnaie quelconque, n'est, à vrai dire, qu'un véritable bon à recevoir un service en échange, service qui équivaldra à celui qui a été rendu auparavant à la Société, pour obtenir ce même écu. »

(*Etude sur la crise agricole, commerciale et ouvrière en Angleterre*, par ALPH. ALLARD, p. 22.)

NOTE N° 7

« La monnaie est un signe qui représente la valeur de toutes les marchandises,
« de toutes choses et, — toutes choses est un signe qui représente la valeur de la monnaie. »

(MONTESQUIEU, *Esprit des lois*.)

« De même que dans le corps humain, les fonctions vitales s'accomplissent le mieux
« aux époques où on ne les sent pas, de même qu'un homme ne se porte jamais mieux
« qu'au moment où il ne sent pas la circulation du sang ni son appareil digestif,
« de même dans le corps politique, et malgré l'importance vitale d'un bon régime moné-
« taire, l'état de santé véritable est celui où la circulation monétaire et les banques
« font leur œuvre inaperçue et silencieusement. »

« Et s'il est un point sur lequel tous les économistes s'accordent, c'est sur ce
« fait, que le premier devoir d'un gouvernement, comme d'un médecin, est d'assurer leur
« libre jeu aux forces naturelles, chaque fois que la chose est possible. »

(Professeur NICHOLSON, d'Edimbourg,
discours prononcé à Manchester, le 5 avril 1888.)

NOTE N° 8

L'HISTOIRE PROUVE LE RAPPORT DIRECT ET CONSTANT EXISTANT ENTRE
LES QUANTITÉS DE MONNAIE D'UNE PART, LES MARCHANDISES ET
LEURS PRIX DE L'AUTRE.

L'histoire prouve par maints exemples, que la quantité plus
ou moins grande de monnaie détermine la hausse ou la baisse
des prix tout aussi bien que la rareté ou l'abondance des mar-
chandises elles-mêmes.

NOTE N° 8

„ Déjà en 1750, le fameux philosophe écossais, David Hume,
„ établissait à l'évidence, le rapport direct qui existait entre le prix
„ de toutes choses et la quantité de monnaie circulant : avant lui, en
„ France, le célèbre auteur de l'Esprit des lois Montesquieu, dont
„ personne ne contestera le bon sens et le jugement, nous avait
„ enseigné la même vérité. „

„ L'histoire grecque rapporte que vers l'an 400 av. J.-C., l'or et l'argent étaient
„ devenus tellement abondants que le prix de toutes choses, à Athènes avait quintuplé.

„ Jules César force l'Œtarium. Il en répand autour de lui les trésors et produit
„ immédiatement une hausse énorme sur toutes les marchandises. Alexandre vide les
„ immenses trésors de Cyrus et détermine les mêmes phénomènes de hausse sur tous
„ les prix. „

(DUREAU DE LAMALLE, *Ec. pol.*, chez les Romains.)

„ Pendant les quatre ou cinq premiers siècles des monarchies d'origine barbare,
„ l'or et l'argent devinrent par degrés extrêmement rares en Europe. *Les denrées de pre-*
„ *mière nécessité, disons mieux, toutes les marchandises baissèrent par rapport aux métaux*
„ *précieux* ; on les vit graduellement tomber à ce que nous appellerions LES PLUS VILS
„ PRIX ; en d'autres termes, elles en vinrent à ne plus s'échanger que contre des atomes
„ d'argent ou d'or.

„ Plus tard quoique cet état de choses se fût modifié, l'histoire fournit des faits
„ qui attestent combien était grande encore la puissance d'une quantité médiocre de métal
„ précieux.

NOTE N° 8

» Au milieu du xiv^e siècle, un roi puissant, Edouard III, en mariant sa fille, lui
» assurait en argent une rente qui, à raison de 4 grammes et demi par franc, formerait
» 2.700 francs.

» Un siècle auparavant, Saint-Louis dans une circonstance semblable avait donné
» une dot, en capital de 6.000 livres, représentant, poids pour poids 114.000 fr. environ.

» Pendant un espace de 237 ans, la Monnaie de Londres frappait si peu de métal
» que la moyenne annuelle ne ferait que le poids de 175.000 de nos francs. D'après les
» relevés de M. Jacob, ce n'est que la cent vingtième partie du monnayage qui a été fait
» moyennement de 1603 à 1829. «

(MICHEL CHEVALIER, *la Monnaie*, p. 433).

» On lit, dans un ancien manuscrit du temps de Charles VII, que le peuple,
» en présence de l'incommodité et des dommages infinis qu'il avait reçus de l'affai-
» blissement des monnaies et du fréquent changement du prix du marc d'or et d'argent,
» pria le roi d'abandonner ce droit, consentant qu'il imposât les tailles et les aydes,
» ce qui leur fut accordé. »

(ABOT DE BASSINGHEN, *Traité des monnaies*, tome I, p. 40.)

» Au commencement du XVI^e siècle, Christophe Colomb et Americ Vespuce
» découvraient le Nouveau Monde, Fernand Cortez (1519) entraît à Mexico, Pizarre
» (1527) abordait au Pérou, et ce grand explorateur (1533) devenait maître du puissant
» empire des Incas.

» Les prix des marchandises les plus communes comme les plus rares augmen-
» tèrent considérablement dès l'apparition en Europe des trésors américains.

» Un chapon qui, en 1501, était payé quatre sous, en valait quinze en 1598 ;
» une pinte de vin, qu'on trouvait aisément pour quatre deniers au commencement
» du siècle était taxée à trois sous par ordonnance de 1577 et aucun marchand ne voulait
» en donner à ce prix.

» De dix-huit sous et quatre deniers la voie de bois s'était élevée, dès 1575, à quatre
» livres quinze sous.

» La livre de chandelles avait valu un sou en 1502 ; elle en valait plus de cinq,
» en 1589, et sept à la fin du siècle.

» Voici pour cette période qui s'étend de 1559 à 1589, c'est-à-dire durant trente
» ans, quelles ont été les moyennes décennales du prix du blé :

de 1560 à 1569 l'hectolitre de blé a été payé . . .		28 gr. 43 d'argent.
» 1570 » 1579	» » » »	» » » »
» 1580 » 1589	» » » »	» » » »

» Les métaux continuent cependant à affluer et l'hectolitre de blé se paie à Paris :
» de 1620 à 1629 en moyenne à 124 gr. 36 d'argent.

» Peut-on douter un seul instant, devant cette abondance de preuves, de l'in-
» fluence décisive qu'ont exercée de tout temps l'augmentation ou la diminution des
» quantités de métaux sur les prix de toutes choses. »

(LA CRISE, *la baisse des prix, la monnaie*, par ALPH. ALLARD, p. 46.)

» M. Jacob, a cité, comme un des curieux documents de cette époque, les sermons
» prêchés par l'évêque Latimer devant le Roi d'Angleterre Edouard VI ; où ce prélat
» expose, par des exemples tirés de sa propre famille, combien tous les prix s'étaient
» transformés, et à quel point les existences de certaines classes en étaient affectées.

» Latimer conjurait les propriétaires de ne pas hausser le loyer de leurs terres,
» au renouvellement des baux ; il n'en connaissait qu'un, disait-il, qui se soit abstenu
» de demander un plus fort fermage et il exhortait les seigneurs de l'auditoire à ne pas
» le laisser seul comme un phénix. »

(MICHEL CHEVALIER, *la Monnaie*, p. 372.)

Il résulte de cette pièce très curieuse que personne n'apercevait encore l'origine de cette espèce de révolution. Le prédicateur se plaignait par exemple de ce que le fermage payé par son père était monté de 5 livres 6 shellings à 14 livres 2 shellings pendant l'intervalle de 1497 à 1548.

NOTE N° 8

Ce qui ressort surtout de ce document c'est la difficulté que des esprits souvent fort éclairés éprouvent à constater l'influence de la monnaie encore bien même qu'elle s'exerce avec la plus grande intensité, et c'était bien le cas au xvi^e siècle après la découverte du Nouveau-Monde.

Si Latimer ne s'apercevait pas à cette époque de l'influence monétaire et ne voyait que les exigences croissantes des propriétaires envers les fermiers, l'on peut comprendre que de nos jours, bien des personnes ne voient pas les *influences* monétaires qui agissent et sont portées, par la même erreur, à n'attribuer la baisse des prix qu'à des excès de marchandises et à une surproduction.

NOTE N° 9

TROP DE MARCHANDISES OU TROP PEU DE MONNAIE PRODUISENT EXACTEMENT LES MÊMES EFFETS

La moitié des membres de la commission *on gold and silver* en Angleterre, se prononce contre cette idée de leurs collègues, que l'on pourrait attribuer la baisse des prix à un excès de production alors que l'*excès de production* est trop intimement lié au *manque de monnaie* pour pouvoir distinguer lequel des deux est la cause agissante.

NOTE N° 9

« N° 11. Aux §§ 47 de la deuxième partie, nos collègues exprimaient l'avis que « la majeure partie de la baisse est résultée de causes pesant sur les articles de consommation plutôt que d'une hausse de l'étalon : » et au § 99, ils disent : « Nous pensons que la baisse est principalement due, en tout état de cause, à des circonstances indépendantes des changements constatés dans la production des deux métaux, ou dans la demande à laquelle ils donnent lieu, ou dans les rapports de l'argent vis-à-vis de l'or. »

« Nous nous croyons tenus de nous inscrire en faux contre cette appréciation. La question qui consiste à savoir si l'insuffisance du stock actuel d'or par rapport aux besoins monétaires du globe résulte du développement du commerce et de la population, ou résulte de la politique monétaire de tel ou tel pays, cette question est de celles dont on peut aisément exagérer l'importance. Selon nous, il est presque impossible de distinguer entre ces deux espèces de causes. Un grand accroissement de la production des marchandises signifie grand accroissement de la fortune et doit normalement être accompagné d'un accroissement de demande en faveur du métal servant d'étalon. Les prix de quelques marchandises doivent décliner, en raison de l'accroissement de leur production ; les prix des marchandises en général doivent tendre à la baisse, en raison de l'accroissement de la demande du métal-étalon, et on n'est pas en mesure de déterminer dans quelle proportion telle ou telle partie des prix est la résultante de l'accroissement de la production ou la résultante de l'accroissement de la demande en faveur de l'étalon.

« Dans tous les cas, nous repoussons la conclusion de nos collègues, pour les raisons suivantes :

NOTE N° 9

« *En premier lieu*, nous n'apercevons pas trace d'un accroissement général de la production des marchandises, et on ne nous a pas démontré davantage que le prix de revient ait diminué plus sensiblement, pendant les années écoulées depuis la rupture de la parité bi-métallique, que pendant des périodes d'égale durée antérieures à cette date.

« Au contraire, il semble que les progrès les plus marqués de la production aient été le plus apparents immédiatement après les grandes découvertes scientifiques, inventions de la vapeur, de l'électricité, du télégraphe, etc., et à cause de ces découvertes.

« L'introduction et les secours des procédés mécaniques diminuèrent alors le coût de production et facilitèrent celle-ci plus qu'à aucune époque postérieure, et cependant on n'enregistra aucune baisse de prix, générale ou permanente, telle que la baisse qui fait présentement le sujet de nos recherches.

« *En second lieu*, si les prix mesurés en or ont uniquement fléchi par suite de l'accroissement de la production des marchandises, les prix mesurés en argent eussent dû fléchir dans la même proportion, ce qui n'est pas le cas. Que si l'on prétend qu'une baisse analogue des prix mesurés en argent a été conjurée par l'accroissement de la production de l'argent, on formule là un argument incompatible avec les chiffres cités, aux §§ 27 & 36 de la première partie du rapport qui attestent que, pour les pays situés en dehors des Etats-Unis, la production annuelle de l'argent a augmenté de moins que 4.500.000 livres sterling, depuis 1866-70, tandis que la production de l'or a diminué de 15.000.000 livres sterling.

« Pour cette raison, nous ne pouvons accorder autant d'importance que nos collègues à l'influence des causes qui ont pesé sur les marchandises c'est-à-dire à la part que ces causes ont prise à la baisse générale des prix, qui est évaluée en moyenne à environ 30 pour cent; et nous croyons qu'il incombe à ceux qui soutiennent cette thèse d'expliquer comment il se fait que les prix n'aient pas baissé dans la même proportion pendant les périodes antérieures dont nous avons parlé.

« Nous ne nions pas que les facilités de production soient ordinairement en croissance, et le prix de revient en décroissance. Mais ces facteurs ont toujours été à l'œuvre depuis que le monde est monde, et tout en convenant que leur tendance est d'avilir les prix des marchandises, nous n'admettons pas qu'elle suffise à expliquer la baisse de prix anormale qui s'est manifestée depuis la rupture de la parité bi-métallique et depuis lors seulement.

« En outre, si le progrès industriel accompli pendant ces 15 dernières années a provoqué cette énorme baisse de prix, nous devrions prévoir une nouvelle baisse d'égale importance comme conséquence des progrès industriels qu'on accomplira pendant les quinze prochaines années. Est-ce là une conclusion à laquelle nous puissions nous rallier; et, dans l'affirmative, pouvons-nous envisager avec sécurité une éventualité pareille?

« Donc, même en supposant qu'il soit possible de maintenir la distinction établie par nos collègues, nous sommes amenés à conclure que, si une partie du phénomène constaté doit être sans doute attribuée à des causes affectant exclusivement les marchandises, c'est à des causes monétaires qu'il faut attribuer la majeure partie de la baisse; pour les raisons exposées au § 94 de la première partie, nous estimons qu'une baisse de prix résultant de ces causes est un mal très fâcheux.

« A l'appui de cette appréciation, nous pouvons signaler les vues exprimées dans le rapport final de la commission royale de la dépression du Commerce et de l'Industrie, en des termes qui méritent, selon nous, d'être reproduits:

« Nous avons exprimé l'avis, dans notre troisième rapport, que cette baisse de prix, en tant qu'elle a été occasionnée par le renchérissement de l'étalon de valeur,

» était une question digne de faire l'objet d'une enquête sérieuse et distincte et nous
» ne croyons donc pas devoir examiner longuement les causes qui l'ont provoquée : mais
» nous désirons leur assigner une place marquante dans l'énumération des influences qui
» ont contribué à amener la crise actuelle.

« Sous un étalon renchérisant, ceux qui jouissent d'une fortune acquise bénéficient, pour un temps au moins, de la situation aux dépens de ceux qui sont en train de l'acquérir, et les membres actifs et entreprenants de la société en pâtissent. Nous estimons que, de cette manière, un étalon de valeur en hausse exerce une influence néfaste sur la marche ascendante de la fortune générale, globale de la société. »

(*Commission on Gold and Silver*, third final report, p. 96.)

NOTE N° 9

NOTE N° 10

CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE LA LOI FRANÇAISE MONÉTAIRE DE L'AN XI,
BÉNÉFICES QUE RETIRAIENT LES AUTRES PEUPLES.

Nous exposons ici les caractères et les avantages généraux qui résultaient de la loi bi-métallique monétaire de l'an XI.

La loi de l'an XI, en ouvrant librement l'hôtel des monnaies à tous les commerçants *français* ou *étrangers* qui voudraient y faire battre, soit de l'or, soit de l'argent, avait décidé que, contre un kilogramme d'argent fin présenté au bureau du change, le commerçant recevrait toujours fr. 222,22 et contre un kilogramme d'or fin fr. 3,444,44 (proportion de 1 : 15 1/2).

A partir de ce moment, quiconque, dans le monde entier, avait à vendre l'un de ces métaux n'aurait jamais consenti à vendre un kilogramme d'or contre une quantité moindre que 15 1/2 kilog d'argent ou son équivalent, puisqu'il lui suffisait de l'envoyer à la monnaie française pour obtenir ces conditions.

Personne non plus, à partir de ce moment, n'eût jamais consenti à donner quinze kilogrammes et demi d'argent pour une quantité d'or moindre qu'un kilogramme de ce métal.

C'est ainsi que peu à peu la France, sous l'empire du bi-métallisme, devint le réservoir où toutes les nations du monde, pour faciliter leurs opérations commerciales, venaient tour à tour déverser ou puiser les métaux monétaires dont elles avaient besoin.

Telle est la cause qui a maintenu, jusqu'en 1873, le

NOTE N° 10

NOTE N° 10

rapport légal adopté en France et qui devint ainsi la loi régularisatrice du monde entier.

Quelles furent les raisons pour lesquelles la France adopta ainsi l'usage des deux métaux ?

Voici un extrait du rapport fait au Tribunat :

« Puisqu'il est incontestable que la disproportion de valeur entre les métaux qui sont chargés des mêmes fonctions est un mal, et qu'il est à peu près impossible d'empêcher ce mal; qui résulte de ce que plusieurs valeurs ne peuvent pas donner une règle qui soit une; ne reconnaissez, dit-on, que l'argent pour règle, l'or circulera à côté de lui, le secondera, mais sans rompre l'unité de la valeur que vous aurez enfin trouvée. Si cela était, Tribuns, il ne faudrait point de monnaies d'or, et vous voyez que nous sommes rigoureusement dans la question.

« Le principe et les inductions sont d'une telle force qu'ils ne paraissent point disproportionnés avec les difficultés, inextricables jusqu'à présent, qu'il se flatte de renverser.

« On voit bien que l'or, quoique marchandise libre, circulera encore à côté de l'argent et le secondera; mais l'aidera-t-il assez ?

« Ce n'est point un service officieux que l'or est appelé à rendre, mais un service de nécessité: s'il circule moins sous cette nouvelle forme, l'argent sera-t-il suffisant alors pour la circulation, qui déjà n'a point assez de mouvement et d'étendue ?

« Ce problème n'est point résolu, et, dans cet état de choses, on se trouve réduit à une hypothèse respectable et aux risques d'un hardi essai.

« Maintenant, jusqu'à quel point peut-on faire des essais en législation monétaire ? Votre section des finances a pensé que votre sagesse regretterait celui-là. Quand l'opinion des hommes d'État serait pour la théorie, avant de la réduire en pratique, il faudrait encore prendre le temps de la transformer en opinion publique. »

(LEBRETON, *rapporteur au Tribunat*, Séance du 3 germinal an XI).

Nous rappelons que le rapport établi et imposé par la loi de l'an XI de 1 kilogramme d'or valant quinze kilogrammes et demi d'argent n'existait en aucune façon ni dans la nature, ni dans les transactions intérieures, ni enfin dans le vaste marché de l'univers.

C'était donc la France, agissant avec la puissance et l'énergie qu'elle mettait à toutes choses à cette époque, qui se sentait la force, à elle seule, de l'imposer au monde.

La République française en l'an XI savait fort bien que le rapport qu'elle allait créer entre les valeurs de l'or et de l'argent était absolument arbitraire; en voici la preuve tirée du même rapport et ce qu'il y a de remarquable dans ce passage, c'est le lien que le rapporteur établit entre la monnaie et le prix des marchandises :

« Nous ne doutons nullement que cette proportion ne soit trop forte; c'est une opinion générale. Le terme moyen du rapport de l'or à l'argent, en Europe, est de un à quatorze neuf dixièmes. La France, qui se trouve au centre du mouvement des métaux, qui les reçoit du Portugal et de l'Espagne, tant pour sa consommation que

» pour une partie de celle du nord et du midi de l'Europe, paraîtrait devoir adopter ce terme moyen dans son système monétaire.

NOTE N° 10

» Il y a pourtant quelques raisons positives qui diminuent les inconvénients d'adopter le rapport de un à quinze et demi ; les étrangers sont obligés de nous solder en francs ; ils apportent souvent leurs lingots à nos ateliers monétaires pour les y convertir dans nos valeurs ; on l'éprouvait avant la révolution sous l'influence de cette même proportion que nous blâmons.

» Si, dans un temps donné, l'étranger pouvait nous faire supporter la perte qui vient d'être signalée, LES CANAUX DU COMMERCE NE NOUS RAMÈNERAIENT-ILS PAS, DANS UN TEMPS MOINS LIMITÉ, LA COMPENSATION DE CETTE PERTE ?

» Vous savez que ce n'est point avec les métaux que se fait le commerce en masse, mais par l'échange que les nations font entre elles des produits de leur sol et de leur industrie. »

(LEBRETON, *rapporteur*, 3 germinal an XI).

Les bienfaits de la loi de l'an XI furent bientôt si évidents que dès 1839, les hommes d'Etat regrettaient déjà en Angleterre que ce pays n'ait pas suivi l'exemple de la France.

Nous en trouvons la preuve dans un discours de M. Gibbs, gouverneur de la Banque d'Angleterre.

» Le document dont je vais vous donner lecture est le récit d'une conversation qui eut lieu entre feu Lord Stanhope et le grand Duc de Wellington — grand dans les combats, également grand dans la finance !

» Walmer, 22 septembre 1839.

» Je me promenais seul avec le duc sur les remparts, tandis qu'il me détaillait le plan qu'il avait toujours médité pour les finances de notre pays.

» Son plan n'est pas d'apporter une modification quelconque aux bases de l'évaluation, ni d'admettre le papier, mais de recourir à l'ancienne pratique du pays et à la pratique actuelle du Continent, en donnant à l'argent, autant qu'à l'or, la qualité d'étalon légal pour de fortes sommes ; cet argent devait être donné au poids, et le Gouvernement devait fixer, par notification dans la *Gazette* (journal officiel) le rapport précis des deux métaux entre eux. Ce rapport serait d'environ 15 à 1, parfois un peu plus, quelquefois un peu moins. En France, la proportion n'est pas arrêtée par la loi ; on laisse aux intéressés eux-mêmes le soin de la fixer, sous le nom d'agio ; mais la France a une police et une gendarmerie pour empêcher les querelles et les excès de se produire à ce sujet dans les foires et les marchés. Cela ne pourrait se faire en Angleterre et le Gouvernement, devrait, par conséquent, déterminer lui-même la proportion, dans l'intérêt public, suivant la production relative des métaux précieux.

» De cette façon « observai-je » les finances de l'Angleterre auraient deux cordes à leur arc.

» Précisément. Ou plutôt, elles auraient deux pieds sur lesquels se camper, au lieu d'un seul. Ce plan conjurerait le drain de l'un ou de l'autre métal, au moment des crises subites, telles qu'on en peut craindre une, cette année même, par suite des besoins exceptionnels que va créer l'achat des blés étrangers.

» Il permettrait au pays de se suffire avec un seul des deux métaux, si l'autre métal venait à manquer, et mettrait les grands personnages qui possèdent tant d'argenterie en mesure d'envoyer toute cette argenterie à la Banque, en temps de crise nationale et de besoins urgents.

NOTE N° 10

» Pour ma part, poursuit le duc, je faisais partie du Cabinet en 1826, et je me
» rappelle bien que faute des plus énergiques efforts, de la part du vieux Rothschild
» surtout, la Banque d'Angleterre eût été obligée de suspendre ses paiements.

» J'ai exposé mon plan, en plusieurs occasions, à Horsley Palmer et à plusieurs
» autres directeurs de la Banque. Ils objectent que la Banque serait obligée d'avoir un
» dépôt d'argent, aussi bien qu'un dépôt d'or. Mais je leur réponds : Tant mieux pour
» le pays. S'il vous plaît de confier les affaires financières du pays à une institution telle
» que la Banque, plus elle possède de garanties pour l'exécution de sa partie du con-
» trat, mieux cela vaut. »

(S.) STANHOPE.

» Il comprenait son métier de financier aussi bien que vous comprenez le vôtre,
» ce qui n'est pas peu dire : et je constate avec satisfaction que son opinion et la vôtre,
» en ce qui concerne l'étalon bi-métallique, sont les mêmes. S'il avait mis à exécution
» le projet qu'il rêvait, il eût constaté qu'il avait fait une erreur de détail relativement
» à la législation française, mais la découverte de cette erreur lui eût fourni un argu-
» ment de plus en faveur de son plan. »

(H. H. GIBBS, gouverneur de la Banque d'Angleterre,
discours prononcé le 5 avril 1888).

M. Gibbs, gouverneur de la Banque d'Angleterre, affirme que
jusqu'en 1873, la Grande-Bretagne a recueilli *en fait* les béné-
fices de la loi monétaire française de l'an XI, puisqu'elle avait
à sa proximité en France un double réservoir contenant les deux
métaux

» Ce que nous avons aujourd'hui est la conséquence des mesures prises par la France,
» en suspendant, en 1873, l'article premier de la loi de 1803, c'est-à-dire l'article stipulant
» que la Monnaie serait ouverte à l'argent aussi bien qu'à l'or ; et cette conséquence
» est la dislocation du concordat entre l'or et l'argent, d'où il résulte que si, de 1819
» à 1873, nous avons été bi-métallistes en fait, bien que nominalelement mono-métallistes,
» nous devenions désormais, et pour la première fois dans notre histoire, de véritables mono-
» métallistes, sans voir notre mono-métallisme atténué par les compensations que nous
» fournissait la loi française. »

(H. H. GIBBS, discours du 5 avril 1888).

NOTE N° 11

CONSEILS DONNÉS ET CRAINTES ÉMISES AU SUJET DE LA DÉMONÉTISATION DE L'ARGENT

Voici quelques extraits des opinions qui furent successivement émises au sujet de la démonétisation des monnaies d'argent, des dangers et des inconvénients qu'elle offrait.

NOTE N° 11

AVIS ÉMIS PAR LA BANQUE DE FRANCE

(EXTRAIT DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL GÉNÉRAL)

(Séance du 22 juillet 1868)

« Votre comité a pensé que ce perfectionnement de l'instrument des échanges ne
» devrait pas être obtenu au préjudice de la France, par des sacrifices supérieurs aux
» avantages qu'elle pourrait en retirer, et notamment au prix de l'abandon radical et
» immédiat de son régime monétaire.

« Votre comité n'avait pas à examiner théoriquement la valeur de ce régime moné-
» taire et du double étalon métallique sur lequel il se fonde : il s'est borné à en étu-
» dier la valeur pratique, en recherchant, dans le passé et dans le présent, à la lumière
» des faits, quels en étaient les inconvénients et les avantages.

« Il a constaté que ce régime monétaire, établi depuis soixante-cinq ans, a fonc-
» tionné pendant cette longue période de temps, non seulement sans inconvénient, mais,
» au contraire, au grand avantage du pays, soit au milieu des crises les plus redou-
» tables, soit dans les circonstances ordinaires.

« Ainsi, pendant la crise qui a suivi la découverte des mines d'or de la Califor-
» nie et de l'Australie, lorsque de savants économistes, prévoyant la rupture de l'équi-
» libre entre les deux métaux précieux, sollicitaient la démonétisation immédiate de l'or,
» afin de prévenir des calamités qui leur paraissaient imminentes, le maintien du régime
» monétaire de l'an XI et la conservation de la monnaie d'or ont, au contraire, sauve-
» gardé les intérêts du pays.

« En effet, grâce à la présence de l'or et de l'argent dans la circulation moné-
» taire de France, l'usage de l'or s'est substitué à l'emploi de l'argent pour les transac-
» tions habituelles de la vie privée, insensiblement et sans blesser aucun intérêt.

NOTE n° 11

» La conservation des deux métaux comme monnaie a permis, en outre, d'utiliser
» au profit du pays les matières d'or dont l'invasion avait inquiété la science; la France
» y a puisé ces ressources fécondes qui ont contribué à développer en peu d'années,
» et à un degré inouï, son industrie, son commerce et sa prospérité.

» Les services rendus par notre régime monétaire dans le passé et dans le pré-
» sent, pendant les crises et dans les temps ordinaires, ne sauraient donc être méconnus;
» c'est pourquoi il importe que ce régime subsiste et s'accorde avec la monnaie univer-
» selle, soit sur les bases de l'union déjà conclue entre plusieurs États, soit par des
» combinaisons différentes.

» Si, contre toute attente, l'unité monétaire ne parvenait pas à s'établir avec le
» régime de l'an XI, si le sacrifice de ce régime devenait indispensable, au moins fau-
» drait-il ne pas l'accomplir prématurément, mais seulement en temps opportun et sans
» nuire à la France.

» Ce n'est pas à elle à faire les premiers pas; ses populations, déjà familiarisées
» avec les deux métaux précieux, n'ont pas à subir l'apprentissage du métal unique
» devant servir à la monnaie universelle.

» En résumé, votre comité, considérant que l'expérience de soixante-cinq années
» a démontré les avantages du régime monétaire de l'an XI et n'en a pas révélé les
» inconvénients;

» Que ce régime ne paraît pas exclusif de l'établissement d'une monnaie univer-
» selle;

» Est d'avis que ce régime doit être maintenu. »

Pour extrait conforme :

Le Secrétaire du Conseil général de la Banque,
C. DE BENQUE.

» Comme conséquence, il faudrait alors arriver à démonétiser entièrement l'argent.
» Ce serait détruire une proportion du capital du monde, ce serait une ruine. »

BARON DE ROTHSCHILD,
(*Régent de la Banque de France, 1869.*)

» Quel besoin y a-t-il de déranger notre excellente circulation ?

» Laissez l'argent s'employer comme il peut s'employer; laissez le monde en paix
» se servir de ce métal.

» Dois-je rappeler l'effroyable perturbation qui, tout dernièrement, à New-York, a
» édifié et abattu en un jour plus de fortunes qu'une année entière n'en pourrait
» remuer.

» Nous nous bornons à une seule prière :

» Étudiez beaucoup, n'ayez ni trop de confiance, ni trop de hâte, n'oubliez pas
» que la modification des monnaies est ce qu'il y a de plus difficile et de plus grave
» pour les intérêts du monde entier.

» Il s'agit tout simplement du renversement de notre système monétaire, tel qu'il
» est organisé par la loi de l'an XI, et je n'étonnerai personne en affirmant qu'on sou-
» lève ainsi une question énorme. »

(ROULAND, *Gouverneur de la Banque de France,*
10 février 1870.)

» Quant à moi, je suis d'avis que, plus il y aura de métaux précieux, soit or,
» soit argent, mieux cela vaudra, car plus le travail se développera.

» Les métaux précieux ne constituent pas la richesse proprement dite, mais ils
» sont le nerf et l'aliment du travail.

» La meilleure preuve en est dans le développement merveilleux de l'industrie et

» du commerce à la suite des découvertes de la Californie. C'est à ces mines d'or que
» nous devons d'avoir pu accomplir tous ces grands travaux, qui sont la gloire de notre
» époque. »

NOTE N° 11

(BARON DE ROTHSCHILD, *Régent de la Banque de France*,
17 février 1870.)

« Voici comment M. Volowski s'exprimait à son tour :

» Quel sera le résultat ?

» Il sera grave ! Un grave ébranlement secouera le marché universel ! Une baisse
» énorme dans tous les prix sera la conséquence nécessaire de la rareté du métal. »

(VOLOWSKI.)

« Si vous adoptez une mesure qui ne soit ni la suppression du métal argent ni
» sa conservation absolue, vous souffrirez plus encore de cet état de choses. La vérité
» est qu'une fois une monnaie atteinte de dépréciation par la déclaration faite qu'elle
» sera supprimée ou réduite, les conséquences de cette mesure sont immédiates et pro-
» fondes, les tempéraments ou les atermoiements n'y font rien. — Mieux vaut le parti
» net et radical. »

(*Banque de France*, 1870.)

« Je mets au défi, les pays à circulation d'argent, de le démonétiser ; c'est impos-
» sible ; c'est irréalisable. »

(BARON DE ROTHSCHILD,
Enquête monétaire française, séance du 17 février 1870.)

La commission, chargée par le gouvernement français d'étu-
dier la situation monétaire, affirmait, dans son rapport du
22 février 1858 que, malgré le développement énorme de sa
production, l'or n'avait pas baissé.

L'or n'avait, en effet, subi aucune baisse, même douze années
plus tard. Le 17 février 1870, M. le baron de Rothschild
appelé, comme régent de la Banque de France, à donner son
avis sur cette matière déclarait que, non seulement l'or n'avait
pas baissé malgré les découvertes récentes, mais qu'il constatait
un fait bien plus extraordinaire, que « malgré l'augmentation
» énorme subie par le stock monétaire dans le monde, les pro-
» grès avaient été tellement proportionnels que loin de produire
» un trop plein il y avait des *preuves récentes de pénurie de*
» *monnaie*. » Il citait notamment, qu'en 1861, en 1863 et en
1864 il s'était produit à la fois une prime sur l'or et une prime
sur l'argent, c'est-à-dire que le public, qui sentait le besoin de
se procurer aussi bien des monnaies d'or que des monnaies
d'argent, offrait une valeur supérieure au prix de la monnaie
elle-même.

Dès 1872 lord Beaconsfield, prévoyait la révolution qui pou-

NOTE N° 11

vait provoquer en Angleterre, la démonétisation de l'argent sur le continent.

C'est le président de la Chambre de Commerce de Liverpool qui nous l'apprend :

« Je viens représenter ici la Chambre de Commerce de Liverpool, la maison » David Sassoon & Co (la plus ancienne et la plus importante, peut-être, des maisons » créées en Orient); enfin, je me présente moi-même.

« Permettez-moi, tout d'abord, de constater, à propos de la Chambre de Commerce » de Liverpool, que c'est elle qui a pris les devants dans la question du bi-métallisme.

« Dès 1876, alors que l'on n'agitait que très peu la question et qu'on la connaissait » à peine, la Chambre de Commerce de Liverpool présenta au Gouvernement du jour » un mémoire l'invitant à agir et à convoquer une Conférence internationale.

« Le Chancelier de l'Échiquier était à cette époque feu Lord Beaconsfield et un » incident mémorable s'était antérieurement produit. Parlant devant les étudiants de » l'Université de Glasgow, Lord Beaconsfield avait signalé le changement de régime moné- » taire que la législation était sur le point d'effectuer sur le Continent. Cela remonte » à 1872. Lord Beaconsfield déclarait alors que lorsque les grandes nations modifient » leur régime monétaire, il peut en résulter des changements économiques bien faits » pour étonner le monde et il engageait le public commercial anglais à bien examiner » quelle pouvait être la nature de ces changements. »

(Discours de M. HENRY COKE,
Président de la Chambre de Commerce de Liverpool,
à Manchester, 5 avril 1888.)

L'Amérique de son côté entrevoyait de grandes perturbations causées par le manque de monnaies :

« La démonétisation de l'argent en Europe, aura sur la production de la richesse, » des effets encore plus graves.

« Une diminution du stock monétaire est un des plus grands maux dont l'humanité » puisse être menacée.

« En premier lieu, elle blesse au vif l'intérêt de l'entrepreneur, dont les profits » dans la société industrielle moderne sont la cause déterminante de la production de » la richesse. En second lieu, elle augmente le poids de toutes les dettes et charges » publiques, municipales et privées, dont l'ensemble constitue une sorte d'hypothèque » mise par la production des générations passées sur l'industrie des générations pré- » sentes. Deux fois, dans le cours de l'histoire, l'Europe a été en proie aux désastres » causés par une circulation restreinte, provenant soit de l'épuisement des mines, soit » d'invasions étrangères, soit de dissensions intestines. Il était, à ce qu'il paraît réservé » à la génération actuelle de voir ces désastres attirés sur l'Europe par le fait réfléchi » des gouvernements, sur le conseil des économistes. »

(GÉNÉRAL WALKER, délégué par les États-Unis, 22 août 1878.)

La Banque de France après la démonétisation de l'argent constate, en 1881, le mal qu'elle a produit, dans les termes suivants :

« La faculté que la France possède de recourir, alternativement ou simultanément » aux deux métaux, lui a permis, non seulement d'employer l'un ou l'autre suivant les

» circonstances et de conjurer les effets de leur pénurie successive, mais encore de venir
» en aide, non sans profit pour elle-même, à ceux de ses voisins qui venaient à man-
» quer tantôt d'or, tantôt d'argent. — La Banque de France a pu, comme un vaste
» réservoir de numéraire, satisfaire aux demandes qui lui ont été adressées de divers côtés,
» et cette situation, également profitable à tous, a pu se maintenir sans altération, tant que
» la frappe de l'argent est restée libre.

» Depuis que la frappe est suspendue, depuis que l'argent a été législativement discréc-
» dité dans plusieurs pays étrangers, l'état des choses s'est absolument modifié et la France
» se voit menacée dans sa richesse essentielle, dans sa richesse métallique, par le jeu de
» cette balance du commerce, dont M. Pirmez cherche vainement à révoquer en doute la
» puissance. »

(DE NORMANDIE, *gouverneur de la Banque de France*,
Congrès international monétaire, 14 mai 1881.)

M. Goschen, depuis lors chancelier de l'Echiquier, exprimait,
dès 1878, des craintes sérieuses :

» Les divers États devraient avoir pour but de maintenir l'argent comme le partner ou,
» pour mieux dire, l'allié naturel de l'or, dans toutes les parties du monde où cela serait
» possible. Une campagne entreprise contre l'argent serait, dit-il, très dangereuse, même pour
» les pays qui n'ont en cours légal que la monnaie d'or.

» L'Angleterre a maintenu la valeur de l'argent aux Indes ; mais cependant si les
» autres États continuaient à se livrer à une propagande en faveur de l'étalon d'or unique
» et démonétisaient l'argent, le gouvernement des Indes serait bien forcé de prendre des
» mesures analogues.

» Dans ce cas l'effort général que l'on ferait de tous les côtés à la fois pour se débar-
» rasser du métal argent, pourrait occasionner les plus graves désordres dans la situation
» économique, et produire UNE CRISE PLUS DÉSASTREUSE QUE TOUTES CELLES DONT LE MONDE
» COMMERCIAL A PU GARDER LE SOUVENIR. »

(M. GOSCHEN, *Chancelier de l'Echiquier*,
Séance de la conférence monétaire, du 19 août 1878.)

Il est utile de remarquer que les craintes étaient émises en
même temps en Amérique, en Angleterre qu'en France, tellement
il était reconnu que les pays étrangers avaient tous tiré profit
du système monétaire bi-métallique de la France, qui exerçait une
influence universelle sur le commerce des nations voisines.

NOTE N° 11

NOTE N° 12

LE BI-MÉTALLISME UNIVERSEL ABOLI, L'OR DEVIENT RARE

Même avec les deux métaux les mines ne fournissaient à l'alimentation de la circulation du monde que le tiers de ce qui lui était nécessaire.

Voici ce que j'exposais il y a neuf ans à ce sujet :

« Je veux vous montrer, Messieurs, que si les métaux précieux ont augmenté les richesses du monde, les progrès de la civilisation augmentent dans une proportion bien autrement grande encore et que, malgré la pléthore apparente du métal monétaire, c'est le contraire seul qu'il faut craindre.

« *L'Économiste français* rapporte (d'après les chiffres de Neumann) que le commerce général du monde était, en 1852, de trente milliards et en 1872 de soixante-douze milliards, soit quarante-deux milliards d'augmentation en vingt ans, ou cent quarante pour cent, ce qui établit une moyenne de sept pour cent d'augmentation chaque année.

« Si les affaires du monde augmentent de sept p. c. chaque année depuis vingt ans (mais bien plus en dernier lieu) il faudrait, pour que les choses fussent restées dans le même état, que le capital-monnaie eût augmenté chaque année dans la même proportion.

« Or, Messieurs, comme vous allez le voir, nous sommes bien loin de là et nous pouvons nous tranquilliser, soyez en certains, au sujet de la pléthore et nous inquiéter au contraire de la pénurie.

« En effet, d'après les évaluations du célèbre monométalliste Dr Soetbeer, le stock de métaux précieux du monde, pouvait, en 1867, être évalué à quarante-quatre de milliards de francs.

« Pour que toutes choses restassent relativement dans le même état, puisque chaque année les affaires et la richesse universelles s'augmentent de sept pour cent, il faudrait que l'outil monétaire s'augmentât lui aussi de sept pour cent chaque année, ce qui ne ferait pas moins de trois milliards de métaux précieux que réclameraient chaque année les affaires nouvelles de la civilisation envahissante et du monde grandissant.

« Loin de recevoir chaque année trois milliards d'or et d'argent, la plus forte année connue à titre d'exception, car nous sommes bien loin de ce chiffre aujourd'hui, n'a pas donné plus d'un milliard, or et argent, soit le tiers de ce qui est nécessaire, je dirai même de ce qui est indispensable.

« Il faut, vous le voyez, Messieurs, que les progrès du crédit soient immenses,

NOTE N° 12

NOTE N° 12

» malgré l'or et l'argent de toutes les mines, pour parvenir à couvrir les deux milliards
» qui, en moyenne, manquent chaque année à la circulation monétaire.

» Et c'est à ce moment, en présence de ces faits évidents, que l'on croirait pouvoir
» réduire subitement la monnaie à un seul métal, l'or, réduisant de moitié le stock moné-
» taire du monde, alors que nous venons de voir que les efforts des mines d'or et argent
» réunies restent bien en dessous de ce que nécessitent les progrès faits par notre siècle?

(Discours prononcé par l'auteur

au Congrès d'Économie politique de Bruxelles en 1880).

L'or se raréfie depuis la démonétisation de l'argent.

Comment, pourrait-il en être autrement? Les deux métaux
or et argent ne sont-ils pas rendus solidaires depuis de longs
siècles par la communauté d'emploi, les deux métaux ne compo-
sent-ils pas à eux deux une seule masse monétaire universelle?

« Il y a du raisin blanc et du raisin rouge, a dit un homme d'esprit, mais le jus
» qu'on en extrait est toujours du vin. De même, il y a du métal blanc et du métal
» jaune, c'est toujours de la monnaie qu'on en fait; ôtez-en un, vous bouleverserez tous
» les prix.

» La nature nous donne le bœuf et le mouton, et dans le monde entier on les em-
» ploie tous les deux au même usage. Mais, supposez qu'une loi intervienne et se mêle
» de supprimer tout à coup l'usage du mouton, n'est-il pas élémentaire que le prix du
» bœuf montera?

» Or, on vient de supprimer l'usage de l'argent; qui donc pourrait être surpris de
» la hausse de l'or? »

(Discours sur la crise agricole et manufacturière, par ALPH. ALLARD, p. 28.)

Quelques peuples tels que l'Amérique et l'Italie qui avaient
jadis en circulation du papier à cours forcé, avaient émis des
emprunts payables en or qu'ils allaient employer à rembourser
leurs billets.

L'Allemagne de son côté créait sa nouvelle circulation d'or.

Ces BESOINS EXCEPTIONNELS absorbèrent d'après les évaluations
de M. Goschen, plus de CINQ MILLIARDS DE FRANCS, voici ce qu'il
en disait en 1883 :

« Selon moi, nous sommes en présence d'un saisissant phénomène.

» D'une part, aucun de vous n'ignore qu'une quantité énorme d'or qui, dans des
» circonstances normales, eût passé dans la circulation des pays où l'on se sert de cet
» agent monétaire, a été retirée et a été affectée à ce que je puis appeler une destination
» nouvelle; c'est-à-dire qu'elle a fourni une nouvelle circulation d'or à l'Allemagne, à
» l'Italie et aux États-Unis. En calculant la quantité de monnaie d'or que ces trois pays
» ont absorbée depuis dix ans, on arrive à la somme fabuleuse de 200 millions de livres
» sterling. A l'Allemagne il en a fallu 84 millions, et à l'Italie 16, tandis que les États-
» Unis en ont attiré à eux plus de 100 millions. La Hollande en a absorbé, elle aussi,
» une certaine quantité.

» D'autre part, il est possible qu'une partie de l'or allemand ait été réexportée
» pour parfaire la somme qui a fini par prendre le chemin de l'Amérique.

» Je ne me baserai donc pas sur un chiffre supérieur à 200 millions. Mais au

» moins, nous trouvons-nous en présence du phénomène que voici : Une somme de deux
» cent millions de livres sterling d'or a été appliquée à des objets auxquels il n'était pas
» nécessaire de l'affecter il y a dix ou quatorze ans.

NOTE N° 12

» Il convient maintenant de nous demander quelle a été l'importance de la provi-
» sion annuelle d'or dont on a pu disposer pour faire face à des besoins aussi extra-
» ordinaires.

» Beaucoup d'entre vous savent peut-être que la production annuelle de l'or a diminué.

(M. GOSCHEN, *chancelier de l'Échiquier*,
discours aux banquiers de Londres, 18 avril 1883).

La Commission Anglaise de l'or et de l'argent fournit de son
côté les chiffres suivants qui prouvent que les mines d'or au lieu
de s'enrichir, s'appauvrissent :

» 1851-55 elles ont donné	685.000.000 fr. par an.
» 1856-60.	703.000.000 —
» 1861-65.	645.000.000 —
» 1866-70.	680.000.000 —
» 1871-75.	607.000.000 —
» 1876-80.	600.000.000 —
» 1881-85.	520.000.000 —

(*Commission Gold and Silver*, 1^{re} part. p. 9, n° 33).

» Voyons, maintenant, si les économies réalisées dans l'emploi de l'or ont équivalu
» à l'accroissement de la population et à l'accroissement de la quantité d'or requise pour
» liquider la balance des transactions.

» Dans un article qui m'a été fort utile et qui a paru dans le journal de la *Statis-*
» *tical Society* pour le mois de mars 1879, M. Giffen exprime l'opinion que le Royaume-
» Uni avait déjà, il y a vingt ans, à la banque, tout ce qu'il est capable d'y mettre, et
» qu'on n'a pas depuis vingt ans imaginé d'expédients nouveaux susceptibles d'amener une
» économie sensible dans l'emploi de l'or chez nous.

» Je crois que dans notre pays nous avons réduit l'usage de l'or à son minimum,
» ou à peu près; et ce qui me confirme dans cette idée, c'est que, suivant l'estimation des
» autorités de la Banque d'Angleterre, la circulation totale de l'or en Angleterre a monté
» de 103 millions à 124 millions de livres sterling, de 1870 à 1880. Cela veut dire — et
» c'est un fait significatif — que dans notre pays « si grand dépositaire en banque »
» (*so well banked*) pour me servir du mot de M. Giffen, il a fallu, néanmoins, en 1880,
» une circulation d'or dépassant de 20 millions celle de 1870.

» Quelle brèche ces 20 millions n'ont-ils pas dû faire dans la provision totale d'or,
» après ou concurremment avec les autres besoins — les besoins extraordinaires — sur
» lesquels j'ai appelé votre attention. En ce qui concerne l'Angleterre, donc, je ne vois
» pas qu'il se soit produit, dans l'emploi de l'or, une économie capable de contre-balancer
» les besoins croissants de la population, et parmi ceux d'entre nous qui ont été en mesure
» d'étudier la chose, aucun ne s'est aperçu que les économies réalisées en France, en
» Allemagne, ou ailleurs aient été assez fortes pour contre balancer l'augmentation de la
» demande d'or.

» Tout en tenant compte de ce fait, qu'on emploie aussi peu d'or que possible et
» que tous les moyens possibles d'économie sont mis en pratique par les banquiers anglais
» et autres, je partage décidément l'opinion que les économies effectuées ne contre-balan-
» cent pas la dépense d'or imposée par l'accroissement des besoins de la population en
» fait d'argent de poche et par la liquidation de la balance, toujours grossissante, des
» transactions opérées tant en Angleterre que dans les autres pays.

NOTE N° 12

» Pareil raisonnement m'amène au résultat que voici : Si la théorie suivant laquelle
 » un certain rapport existe entre le montant de la circulation et la question des prix — si
 » cette théorie, dis-je, est tant soit peu fondée, l'appauvrissement du stock d'or doit néces-
 » sairement avoir exercé de l'influence sur les prix. »

(Discours de M. GOSCHEN, chancelier de l'Echiquier,
 aux banquiers de Londres, 18 avril 1883).

» Heureux donc ceux qui possèdent les livres sterling; et malheureux, en revanche,
 » ceux à qui les articles de consommation et des produits invendus restent pour compte. »

(M. GOSCHEN, Conférence monétaire 1881).

La Chambre de Commerce de Londres interrogée par la
Commission on depression of Trade and Industry sur les causes
 de la crise répond :

» La demande croissante de l'or et sa production décroissante ont été l'une des
 » causes importantes de la baisse des prix.

» La dépréciation de l'argent causée par une augmentation de production et une dimi-
 » nution de la demande, a désorganisé le commerce avec les contrées qui se servent de l'argent.

» Ces deux circonstances ont enlevé tous profits aux commerçants et aux industriels
 » dans les pays qui se servent d'or. »

(*Commission on Depression of Trade and Industry*, second report, p. 391.)

La suspension du bi-métallisme en 1873 a enlevé le trait
 d'union qui unissait dans l'univers les nations qui ne se servent
 plus que d'or à celles qui se servent encore d'argent.

PEUPLES N'AYANT QUE L'OR		PEUPLES AYANT LES DEUX MÉTAUX — L'argent ne pouvant plus être librement monnayé depuis 1873.		PEUPLES N'AYANT QUE L'ARGENT	
NATIONS	POPULATION	NATIONS	POPULATION	NATIONS	POPULATION
Bésil	12.333.375	Rép. Argentine .	2.942.000	Autriche	37.882.712
Poss. Anglaises .	1.772.034	Belgique	5.909.975	Bolivie	2.303.100
(N. America)		Chili	2.526.969	Equateur	1.004.860
Danemark	2.096.467	Cuba	1.521.684	Indes	253.891.514
Egypte	6.817.265	France	32.218.903	Mexique	10.447.972
Angleterre	35.241.482	Algérie	3.817.465	Pérou	2.621.924
Norwège	1.806.900	Grèce	1.979.561	Russie	102.582.403
Suède	4.717.189	Haïti	800.000	Tripoli	1.000.000
Canada	4.324.810	Italie	29.943.607	Colombie	3.000.000
Portugal	4.708.178	Japon	38.151.217	Ceylan	2.781.618
Australie	4.867.305	Hollande	4.390.857	Siam	5.750.000
Malte & Gibraltar	165.056	Col. Hollandaises	29.450.520	Chine	402.735.000
Finlande	2.203.358	Espagne	17.228.776	Straits	598.000
		Suisse	2.846.102		
		Vénézuéla	2.198.320		
		Turquie	32.978.100		
		Libéria	1.050.000		
		Allemagne	44.771.503		
		États-Unis	50.155.783		
		Roumanie	5.073.000		
	81.053.419		309.954.342		826.599.103

« Avant 1873, il y avait 309 millions d'habitants qui avaient les deux métaux et
 » qui servaient d'intermédiaires entre les 81 millions qui ne voulaient payer ni recevoir
 » que de l'or, et les 826 millions d'hommes qui, au contraire, ne pouvaient payer ni
 » recevoir que de l'argent. NOTE N° 12

« Depuis 1873, au lieu de 81 millions de gens qui recherchaient l'or, il s'en est
 » ajouté 309 : il y en a donc 390 millions ou environ 5 fois plus.

« Ils n'ont plus d'intermédiaire entre eux et les 826 millions qui se servent
 » d'argent. »

(Note de l'auteur.)

Au mois de septembre dernier, M. John Biddulph Martin, l'un des principaux banquiers de Londres, remettait à l'Institut des Banquiers un mémoire dans lequel il exposait :

- 1° La diminution de l'emploi du chèque à l'intérieur ;
- 2° L'état stationnaire des opérations des Clearing-houses ;
- 3° L'usage moins grand des banknotes.

Voici les chiffres des chèques passés au Clearing-house à Londres dans les dernières quinze années.

Ces chiffres prouvent que l'usage du chèque à Londres reste stationnaire.

« 1873.	6.070.000.000 £	1881.	6.357.000.000 £
« 1874.	5.936.000.000	1882.	6.221.000.000
« 1875.	5.685.000.000	1883.	5.929.000.000
« 1876.	4.983.000.000	1884.	5.798.000.000
« 1877.	5.042.000.000	1885.	5.511.000.000
« 1878.	4.992.000.000	1886.	5.901.000.000
« 1879.	4.885.000.000	1887.	6.077.000.000
« 1880.	5.794.000.000		

On dit assez volontiers : « Mais comment pouvez-vous croire que l'or soit rare, la Banque de France en regorge. »

« Les chiffres des principaux chapitres du bilan de la Banque de France sont
 » résumés dans le tableau suivant :

		ENCAISSE UTILE :	
Encaisse : Or.	1.016.282.963.		1.016.282.963
Argent	1.236.377.901		
		ENGAGEMENTS :	
Circulation de billets.	2.600.734.650.		2.600.734.650
Portefeuille commercial	596.265.940		
Avances sur titres.	268.734.502		
COMPTES COURANTS CRÉDITEURS :			
Etat.	278.721.704.		278.721.704
Particuliers	368.286.279.		368.286.279
Bénéfices nets	7.352.845		
Total des engagements.			3.247.742.633

NOTE N° 12

De telle façon que l'encaisse or, le seul qui puisse servir hors France, ne correspond qu'au 1/3 des engagements de la Banque, ce qui explique l'ardeur que met cet établissement à le défendre contre l'exportation.

L'examen de cet état de situation prouve à l'évidence que le métal qui figure à son encaisse circule en réalité sous forme de billets.

Il résulte donc des notes qui précèdent que :

1° L'argent étant démonétisé l'or avait toutes les raisons de monter de valeur et d'être plus recherché;

2° Des besoins exceptionnels ont absorbé cinq milliards c'est à dire la production des mines pendant 10 ans;

3° Les mines d'or étaient moins fécondes;

4° L'or était plus demandé même en Angleterre où le système des banques est si répandu;

5° C'était l'avis de la Chambre de Commerce de Londres;

6° La démonétisation de l'argent a porté le trouble dans le commerce du monde;

7° L'usage du chèque et du billet de banque loin de suppléer au manque d'or, diminue tout au contraire, et contribue ainsi à augmenter la demande de métal;

8° Que l'or dont les banques semblent regorger n'est pas de l'or qui se trouve en réalité au service libre de la circulation, que c'est de l'or déjà engagé, et qu'en faire état c'est le compter deux fois.

NOTE N° 13

LA RARETÉ DE L'OR A FAIT BAISSER LES PRIX

A propos de la RARETÉ DE L'OR la commission de l'or et de l'argent examinant les différents tableaux dressés pour prouver la BAISSÉ DES PRIX, s'exprime ainsi :

NOTE N° 13

« N° 51. On prétend que le résultat général qui découle d'une comparaison établie entre ces recherches, est de démontrer une hausse de prix datant des découvertes d'or australiennes et américaines jusqu'à l'année 1873, et une baisse presque continue depuis cette dernière date, baisse qui a fait tomber les prix à un niveau plus bas qu'en aucune autre période de ce siècle.

« N° 52. On fait en même temps remarquer qu'aucun pareil changement dans le niveau des prix n'est perceptible dans les pays employant un étalon d'argent. Sur ce point, les statistiques sont nécessairement incomplètes puisqu'elles ne portent que sur les prix cotés aux Indes. Pour ce qui regarde ce pays, on nous a communiqué ce résultat des recherches faites par M. O'Connor, secrétaire-adjoint du gouvernement de l'Inde, au département des finances et du commerce, recherches qui ont porté sur les prix des céréales dans différentes parties de l'Inde, et sur les principaux articles d'exportation.

« Il est, toutefois, très difficile de tirer des conclusions utiles ou sûres de ces chiffres. La situation du pays, les mœurs de la population, l'isolement des marchés faute de moyens de communications, les constantes variations déterminées par l'influence des saisons, et bien d'autres causes font qu'il est impossible d'envisager les tableaux des prix indiens comme ayant une valeur égale à ceux qui ont été reproduits dans les précédents paragraphes de ce rapport. *On peut, toutefois, certifier qu'il n'existe pas trace d'une hausse de prix aux Indes*, et les témoins que nous avons interrogés sur ce point s'accordent à déclarer que la valeur de la roupie, comme instrument d'achat, dans ce pays n'a pas baissé.

« N° 53. On soutient que ces résultats, c'est-à-dire la baisse générale, sinon uniforme, des prix calculés en or, et l'absence de toute hausse équivalente des prix calculés en argent justifient la thèse suivant laquelle les changements survenus proviennent d'une raréfaction relative de l'or par rapport aux autres articles de consommation, y compris l'argent. »

(*Commission on Gold and Silver*, final report, p. 18.)

Toutefois les tableaux dressés par le Docteur Soetbeer et par

MM. Palgrave, Sauerbeck et Nicholson, destinés à prouver la baisse des prix présentaient quelques différences dans l'évaluation de cette baisse; ils donnèrent lieu à certaines critiques.

Tous ces tableaux ne portaient en effet, ni sur les mêmes objets ni sur les mêmes époques, tous prouvaient une baisse générale, mais les uns une baisse plus forte que les autres.

» N° 62. En réponse à ces critiques, on émet l'avis :

» a) Que les résultats fournis par le système des tableaux indicateurs peuvent, comme tout autre genre de moyenne, n'être pas rigoureusement exacts dans chacun de leurs détails, mais suffisent néanmoins à indiquer la tendance à laquelle a obéi la marche des prix.

» b) Que les catégories d'articles embrassés par les différents tableaux sont suffisamment nombreuses pour les besoins pratiques, puisqu'elles comprennent, en ce qui concerne le travail du docteur Soetbeer, non moins de 114 articles, et dans le travail de M. Sauerbeck tous les articles, indigènes ou importés, dont la valeur dépassait, dans le Royaume-Uni 1.000.000 liv. st.

» c) Qu'il a été tenu compte de l'importance relative des différents articles dans les tableaux de MM. Palgrave et Sauerbeck, et que, malgré leur importance, les rectifications ainsi faites, n'infirmant pas les conclusions tirées de l'étude comparative de tous les tableaux.

» d) Que la méthode au moyen de laquelle le professeur Nicholson mesure la valeur de l'or, comme instrument d'achat, méthode totalement différente, donne, à peu de chose près, les mêmes résultats que les numéros indicateurs.

» e) Que les numéros indicateurs des dernières années sont concluants, en ce qui concerne le fait d'une hausse de valeur de l'or comme instrument d'achat, tout au moins, pour l'achat d'un très grand nombre de produits importants.

» Les variations de détail que présentent les différents tableaux, ne jettent pas de doute sur les conclusions générales qui s'en dégagent; il ne pourrait y avoir concordance absolue que si le prix de chaque article était uniquement subordonné au renchérissement ou à la dépréciation de l'étalon, ou si toutes les autres influences qui tendent à faire varier les prix influent toujours, avec la même force et dans le même sens, sur tous les produits.

» Qu'on n'est pas fondé à prétendre que la baisse subie par le niveau moyen des prix de ces produits peut s'expliquer complètement par la diminution du prix de revient de l'un ou de plusieurs des dits produits, car :

» I) Il ne suit pas nécessairement que la diminution de coût de production de certains articles, voire même d'un grand nombre d'articles, doive avoir pour résultat de faire descendre le niveau moyen des prix, car l'économie ainsi effectuée provoque une demande en faveur d'autres articles et en forcerait les prix;

» II) Une diminution des frais de transport peut tendre à avilir les prix des marchandises dont la dimension est en raison directe de leur valeur, dans les pays où on exporte lesdites marchandises; mais tend à faire augmenter les prix au lieu d'origine et ne peut exercer qu'un effet très relatif sur le niveau général des prix;

» III) Il n'est pas démontré que la quantité des marchandises ait proportionnellement augmenté depuis 1873 plus qu'elles ne l'avaient fait auparavant pendant une période quelconque d'égale durée.

» g) Que le caractère universel de la baisse, constatée, pendant ces dernières années tout au moins, constitue un argument sérieux en faveur de la thèse suivant laquelle cette baisse est née de la cause générale sus-indiquée.

» Des 45 principaux articles dont s'occupe M. Sauerbeck, pas un n'a accusé d'augmen-

» tation de prix soit en 1885, soit en 1886, par rapport à la moyenne 1867-77, bien
» que les chiffres de 1887 fournissent peut-être un résultat différent, dans un des deux
» cas. Quand le professeur Jewons étudia la marche des prix, après les découvertes d'or,
» le nombre de cas qui se trouvèrent en contradiction avec la conclusion à laquelle il
» aboutit alors, fut de 7 sur 36.

NOTE N° 13

» h) Qu'il n'est pas nécessaire de démontrer une baisse dans *tous* les prix calculés
» en or, pour prouver le fait de la hausse de l'or. Si l'or n'a pas renchéri, parce que
» les prix calculés en or n'ont pas décliné, on pourrait également prétendre que tous
» les prix calculés en argent n'ayant pas augmenté, l'argent n'a pas subi de dépréciation;
» et que, en conséquence, les deux métaux se maintiennent au rapport d'avant 1873.

» k) Que la question n'est pas simplement de savoir si l'or a, oui ou non, ren-
» chéri, mais si le changement constaté dans la valeur relative de l'or et de l'argent
» est dû à la hausse de l'or ou à la baisse de l'argent, et que ceux qui nient la hausse
» de l'or et attribuent exclusivement à la baisse de l'argent le changement survenu
» dans la valeur relative des métaux précieux, devraient pouvoir être prêts à nous faire
» voir, dans les pays à circulation d'argent, une baisse générale des prix de marchan-
» dises calculés en argent (en sus de la baisse amenée par les lois ordinaires de l'offre
» et de la demande), baisse proportionnée, dans une certaine mesure, à la dépréciation
» de l'argent; ils devraient nous expliquer, en outre, par des raisons s'appliquant spé-
» cialement à chaque article, comment il se fait que, non seulement tant de produits n'ont
» pas renchéri, dans les pays à circulation d'argent, mais ont même baissé.

» l) Que même si l'on suppose que les prix de détail n'ont pas diminué autant
» que les prix de gros, et que l'or est plus employé dans le commerce de détail, que
» dans le commerce de gros, il ne s'ensuit pas qu'une raréfaction de l'or ne doive point
» atteindre les prix de gros plus promptement que les prix de détail; que, du reste,
» quelle que soit la cause qui amène la baisse des prix, elle frappe toujours les prix de
» gros plus vite et plus lourdement que les prix de détail.

» Que sans doute les qualités et les natures des articles de consommation peuvent
» varier de période en période, mais que ceux qui ont préparé les numéros indicateurs
» ont fait, autant que possible, en sorte que le prix étudié fût toujours celui d'un
» article de même qualité; que, du reste, les erreurs résultant de variations de ce genre
» tendent à se compenser, à se neutraliser les unes les autres dans le calcul de la
» moyenne générale, et que, la qualité des articles ayant, somme toute, une tendance à
» s'améliorer, il s'ensuit que la baisse des prix, au lieu d'avoir été surfaite, est plutôt
» en dessous de ces statistiques.

» Que les chiffres cités au paragraphe 35 établissent qu'il y a eu accroissement
» considérable de la demande d'or aux États-Unis, tandis que l'or est le seul article
» dont la production ait décréu aux États-Unis; et que si la production de l'or avait suf-
» fisamment augmenté pour satisfaire la nouvelle demande de l'Allemagne et des royaumes
» scandinaves, le niveau des prix serait tout autre qu'il n'est, dans les autres pays.

» Qu'il y a d'ordinaire une certaine équivalence d'intensité et de durée entre les
» périodes de hausse et les périodes de baisse, et que cette équivalence n'est pas percep-
» tible dans le cas actuel. »

La Commission de l'Or et de l'Argent termine par les con-
clusions suivantes :

» N° 198. Résumons nos conclusions sur ce côté de la question. Nous sommes d'avis que
» la véritable explication du phénomène que nous avons mission d'étudier, git dans tout
» un concours de circonstances et ne peut être attribuée exclusivement à une seule cause.
» L'action de l'Union latine en 1873 rompit le lien existant entre l'argent et l'or, lien

NOTE N° 13

» qui avait constamment maintenu au taux légal ou à peu près, le prix du premier,
» par rapport au second; une fois ce lien rompu, le marché de l'argent s'est trouvé
» accessible à tous les facteurs qui influent sur le prix d'un produit de consommation.
» Il se trouve que, depuis 1873, ces facteurs ont agi dans le sens d'une baisse de prix
» de ce métal calculé en or, et ses fréquentes fluctuations de valeur s'expliquent par le
» fait que le marché est devenu absolument sensible aux autres influences signalées par nous
» plus haut.

» N° 199. Jusqu'à cette conclusion, nous sommes parvenus à rester d'accord entre
» nous sur les termes de notre rapport; mais en débattant nos conclusions, quand il s'est
» agi de le déterminer dans quelle mesure la baisse du prix de l'argent calculé en or a pris
» la forme d'une hausse de l'or ou d'une dépréciation de l'argent, ou de nous entendre
» sur les autres questions soumises à notre enquête, de telles divergences d'appréciation
» se sont produites que nous nous sommes trouvés dans l'obligation de formuler ces
» appréciations dans les documents séparés qui suivent.

» Avant, toutefois, d'en finir avec les conclusions sur lesquelles l'accord s'est établi,
» nous désirons rendre hommage en notre nom à tous, à la haute valeur des services
» rendus à la commission par son secrétaire, M. G. M. Murray. Son zèle et ses apti-
» tudes ont précieusement secondé nos travaux.

» Ce tout quoi nous soumettons humblement à la gracieuse considération de Votre
» Majesté. »

(Gold and silver commission, première partie, p. 60).

Tout en étant d'avis comme nous venons de le voir, que :
» *le phénomène de la baisse des prix doit être attribué à un*
» *concours de circonstances et ne peut être attribué exclusivement*
» *à une seule cause* » la commission anglaise ne paraît pas
hésiter à faire remonter la mise en action de ce concours de
circonstances au moment où l'argent a été démonétisé en 1873.

Voici comment s'exprime l'unanimité de ses membres.

» N° 192. Ces considérations semblent trahir l'influence de quelque cause qui dans
» les précédentes périodes, encourageait la stabilité, influence qui a maintenant disparu,
» livrant le marché de l'argent à la libre influence de causes dont le plein effet était,
» autrefois, enrayé.

» La question suivante s'impose donc à nous : La première période se distingue-t-elle
» de la seconde par quelque autre influence susceptible de peser sur les rapports de l'argent
» avec l'or ?

» Or, la date qui forme la ligne de partage entre une époque de fixité relative des
» rapports de valeur de l'or et l'argent et une époque d'instabilité notoire, est, sans conteste
» l'année où le régime bi-métallique, précédemment en vigueur dans le pays de l'Union
» latine, cesse d'y fonctionner absolument ; et nous sommes irrésistiblement amenés à en
» conclure que ce régime, établi dans des pays dont le commerce, la population étaient
» considérables, exerçait une influence matérielle sur la valeur relative des deux métaux.

» Nous pensons que ce régime, tant qu'il fut en vigueur, assura au prix marchand
» de l'argent, une stabilité approximative au taux de rapport fixé par la loi entre l'or et
» l'argent, soit 15 1/2 à 1, malgré les variations subies par la production et la consomma-
» tion des métaux précieux.

» Et ceci posé, les circonstances que nous avons signalées comme traits caractéris-
» tiques de la période écoulée depuis 1873, semblent amplement suffire à expliquer la
» baisse des prix de l'argent, puisqu'elles tendent toutes à ce résultat ; et le fait qu'à un

» moment donné il arrive au stock d'argent et aux traites du conseil indien d'être considérables, tandis que les besoins sont minimes et vice-versà, ce fait explique les constantes fluctuations qui se sont manifestées depuis quelques années en ce qui concerne le prix de l'argent.

NOTE N° 13

» N° 193. Au surplus, il ne nous semble pas à priori déraisonnable de supposer que l'existence, dans l'Union Latine, d'un régime bi-métallique basé sur le rapport de 15 1/2 à 1, entre les deux métaux, a été capable d'entretenir la stabilité sur le marché de l'argent au taux de rapport en question, ou aux environs de ce taux.

» La thèse suivant laquelle ce taux ne pouvait influencer sur le prix du métal que jusqu'à concurrence de la demande monétaire de l'Union Latine, ou de la quantité de métal apportée aux monnaies des pays de l'Union, nous paraît erronée.

» La faculté qu'avait, en dernier ressort, tout détenteur d'argent de porter son métal à ces monnaies et de le faire convertir en pièces de monnaie échangeables contre des marchandises au taux de 15 1/2 d'argent à 1 d'or, devait, selon nous, influencer d'une façon générale sur le prix marchand de l'argent, quels que fussent l'acquéreur ou le pays de destination. Elle permettait au vendeur d'exiger un prix se rapprochant du taux légal et sa tendance était d'aider le marché à conserver sa stabilité aux environs de ce taux. »

(*Gold and Silver commission*, 1^{re} partie, p. 58.)

» N° 2. Nous nous associons aussi à l'appréciation formulée aux §§ 192-198 de la 1^{re} partie du rapport, sur ce point que la cause primaire des récents changements en la valeur relative des métaux précieux réside dans l'abandon, par les pays formant l'Union Latine, du libre monnayage des deux métaux en monnaie légale à rapport fixe. »

(*Gold and Silver commission*, 3^e partie, p. 64.)

» Certains économistes font observer que si, par la suppression du métal blanc, le métal jaune vient à se raréfier, son prix haussera, que celui des marchandises baissera en proportion et qu'ainsi l'équilibre sera établi sur des bases nouvelles, mais ce rétablissement d'équilibre, si facile à supposer dans un discours ou dans un livre, sait-on bien quel est son véritable nom ? Dans la réalité, il s'appelle crise, c'est-à-dire ruine pour l'industriel, misère pour l'ouvrier, malaise et souffrance universels. »

(LUZATTI, *délégué de l'Italie*, 7 mai 1881.)

» Des économistes, tels que Jevons, estiment avec raison que si un changement doit se produire dans la valeur de l'étalon, il vaut mieux que la valeur marchande dudit étalon diminue au lieu d'augmenter.

» Je cite textuellement Jevons, d'après son traité: *Of the Influence of Depreciation on the Community as a whole*. (De l'influence de la dépréciation sur l'ensemble de la société.) Je ne puis que mettre ma garantie sur l'avis de Mac Culloch, suivant lequel: la baisse de la valeur de l'or doit nécessairement exercer un effet bienfaisant, en faisant abstraction du préjudice qu'elle peut causer à certains intérêts individuels, en admettant qu'elle en cause un. Il n'y a rien qui débarrasse aussi complètement le pays de ses vieilles entraves de dettes et de routine. La baisse de l'or met de nouvelles récompenses à la portée de tous ceux qui sont en train d'acquérir des richesses. Elle pousse les classes actives et intelligentes de la société à de nouveaux efforts et équivaut, dans une certaine mesure, à l'exemption accordée par ses créanciers à un failli qui a longtemps lutté contre ses charges. Et tout cela s'effectue sans violation de la bonne foi nationale, — malheur que rien ne pourrait compenser. »

» Il me semble que l'histoire est là pour attester la vérité de ce qui précède.

» Les longues périodes de prix en décroissance ont toujours été des périodes de détresse nationale; la terrible baisse de prix qui suivit la reprise des paiements en

NOTE N° 13

» pièces d'or après la guerre contre la France et qui persista, presque sans interruption, jusqu'en 1848, fut la plus triste phase de l'histoire de l'Angleterre.

» Il y eut alors plus de privations générales, plus de mécontentements, plus de difficultés qu'en aucun autre temps.

» A certains moments, il sembla que le pays était à la veille d'une révolution sociale. Et la raison saute aux yeux : nos énormes charges financières, y compris la dette nationale, augmentèrent énormément de valeur; la quantité de produits du travail qu'il fallait pour faire face à ces charges immenses était en 1848 deux fois plus grande qu'en 1810, époque où les prix avaient atteint leur maximum, pour mille quartiers de blé, mille tonnes de fer ou mille mètres de drap, qui servaient à défrayer les charges permanentes en 1810, il en fallait juste deux mille en 1848.

» Toutes les charges s'allégèrent ensuite et jusqu'en 1873; le pays éprouva la sensation d'un homme qui s'est débarrassé d'un écrasant fardeau; l'entrain et l'espérance succédèrent au désespoir; les fruits de l'industrie furent recueillis par la partie active, non par la fraction oisive de la population.

» Qui donc aurait la niaiserie de prétendre que le pays souffrit, parce que de 1848 à 1873 la propriété augmenta énormément de valeur?

» Les ouvriers souffraient-ils lorsque les salaires augmentaient de 50 à 60 pour cent, en même temps que les heures de travail étaient réduites?

» Marchands et fabricants souffraient-ils alors que leurs bénéfices étaient si élevés que leurs capitaux grossissaient à vue d'œil?

» Souffraient-ils les fermiers dont les produits haussèrent après l'adoption du libre-échange, grâce à la prospérité extraordinaire de nos villes manufacturières? Et les propriétaires fonciers dont les loyers augmentaient de 20 à 30 pour cent, souffraient-ils?

» Enfin est-ce que le Trésor National pâtissait, alors que ses recettes s'accroissaient de 18 1/2 millions de livres sterling, malgré une abolition d'impôts se chiffrant par 23 millions?

» Je voudrais bien savoir quelle classe sociale eut à se plaindre, en dehors des porteurs d'annuités, des rentiers et d'autres personnes qui touchaient des revenus fixes en monnaie? Ceux-ci même recevaient une compensation, en ce sens qu'il leur était beaucoup plus facile d'entreprendre des commerces lucratifs, si bon leur semblait, et beaucoup plus aisé de trouver de l'emploi pour leurs familles. »

(Discours de M. SAMUEL SMITH, membre du Parlement,
ex-président de la Chambre de Commerce de Liverpool,
à Manchester, 5 avril 1888.)

Les adversaires de l'argent prétendent que l'argent évalué en or a baissé parce que les mines d'argent en produisent avec une trop grande abondance.

Les partisans de l'argent, au contraire, répondent que c'est l'or devenu rare qui a monté de prix, et que c'est pour cette raison qu'on en donne moins pour le même poids d'argent.

Qui pourra dire celui des deux qui a raison?

Cette discussion rappelle assez les étoiles et le soleil qui tournent autour de la terre, ce qui est relativement vrai en somme, mais à cette seule différence près, cependant, que c'est la terre qui tourne

L'argent a baissé c'est très vrai, mais à cette seule différence près, que c'est l'or qui a monté.

Quand on se trouve dans un train de chemin de fer qui est immobile et qu'on en voit un autre se mouvoir à côté, il arrive que l'on croit voir mouvoir le sien, mais si l'on porte les yeux ailleurs l'erreur jaillit aussitôt.

Faisons de même pour savoir si c'est bien l'or qui a haussé, et si ce n'est pas au contraire l'argent qui aurait baissé.

Portons les yeux aux Indes où l'argent n'a absolument rien perdu de sa valeur ; puisqu'il y achète encore la même chose qu'anciennement, nous y trouvons la preuve évidente que l'argent n'a pas baissé de valeur.

Donc l'écart survenu entre l'or et l'argent provient bien d'une *hausse de l'or*, due à sa rareté, et non pas, comme les adversaires de l'argent le veulent faire croire, d'une *dépréciation de l'argent*.

NOTE N° 14

LES TRAVAILLEURS EN SOUFFRENT PLUS QUE LES AUTRES CLASSES

Depuis la rareté et la hausse de l'or il y a des classes de notre société qui sont favorisées, d'autres qui sont les victimes.

Les favorisés sont les rentiers ; les victimes sont les travailleurs.

Les notes suivantes viennent à ce propos justifier les affirmations de notre paragraphe 9.

« N° 55. Nous avons constaté plus haut que les plaintes émanent principalement des » classes qui s'occupent plus directement et plus exclusivement de la production ; et il est hors » de doute que des richesses annuellement créées dans notre pays, il échoit aux patrons » une part proportionnellement moins importante qu'autrefois.

« Aussi la conclusion que nous sommes disposés à formuler est-elle que la richesse » globale du pays commence à se répartir de façon différente, et que les plaintes qui se » font entendre, le sentiment de malaise qui se manifeste peuvent s'expliquer par les chan- » gements qui se sont produits en ces dernières années dans la répartition des bénéfices.

« Le fruit du capital et de la direction de l'industrie a diminué ; l'occupation four- » nie aux travailleurs est moins considérable et moins continue, pour le moment du moins, » de sorte que là même où le taux des salaires n'a pas baissé, la somme totale d'argent » gagnée par les travailleurs a été moindre, par suite de l'irrégularité ou de la dimi- » nution du travail. »

(*Commission on depression of trade*, final report, p. XV.)

A cette indication donnée par la Commission de la dépression du commerce, la Commission de l'or et de l'argent, l'ayant examinée s'énonce ainsi :

« N° 12. Il semble exister des preuves suffisantes sur lesquelles nous reviendrons plus » tard lorsque nous nous occuperons en détail des diverses questions inscrites dans l'ordre » de nos travaux, de l'influence fâcheuse exercée par la baisse des prix et ses regret- » tables conséquences sur toutes les classes de la population, depuis les manufacturiers et » producteurs jusqu'aux individus salariés, à l'exception des personnes jouissant de reve-

NOTE N° 14

NOTE N° 14 » nus fixes payables en or; mais, à notre avis, c'est la classe des salaires qui est le plus
 » directement et le plus immédiatement intéressée à l'adoption de toute mesure capable
 » de rétablir la stabilité relative de l'étalon de valeur, telle qu'elle se présentait avant la
 » récente divergence dans la valeur relative des métaux précieux. »

(*Commission on Gold and Silver*, final report, p. 97 (3^e part).

La classe des travailleurs, d'après les six signataires de ce rapport, est la victime directe de la hausse de l'or.

NOTE N° 15

LES PRIX AUX INDES (ÉVALUÉS EN ARGENT) SONT RESTÉS INVARIABLES,
CEUX EN EUROPE (ÉVALUÉS EN OR) ONT BAISSÉ, DONC C'EST L'OR
QUI A AUGMENTÉ AUX DÉPENS DE L'AGRICULTURE.

Voici ce que dit Sir Louis Mallet, ancien délégué des Indes
à la conférence de 1881, à propos de la puissance d'achat qu'a
conservé l'argent aux Indes, prouvant que ce métal n'y a pas
baissé comme en Europe :

NOTE N° 15

« N° 17. Les données relatives aux prix calculés en argent sont beaucoup moins
» complètes, par suite de l'absence de statistiques ou d'évaluations sûres données par des
» personnages compétents; mais elles suffisent, néanmoins, selon nous, à légitimer une
» conclusion générale.

« Nous n'avons pu recueillir de témoignages indiquant une hausse de prix dans
» les pays à circulation d'argent, et la Commission a dû s'en rapporter à des déclarations
» générales, faute de statistiques suffisantes et dûment contrôlées. Dans la plupart de ces
» pays, la situation monétaire rend la compilation des statistiques malaisée et de valeur
» douteuse : mais je pense que l'étendue et l'importance des Indes anglaises, jointe à ce
» fait que les Indes jouissant d'un régime monétaire sainement basé sur un étalon métal-
» lique, peuvent passer pour lui imprimer un caractère typique, et en faire un champ
» d'étude utile sinon concluante.

« J'ai donc cherché, dans les mouvements des prix et des métaux précieux de cet
» Empire, des termes de comparaison avec les prix (calculés en or) des pays occidentaux.

« A cet effet, la Commission a obtenu, tant du « India office » que du Gouverne-
» ment Indien, tous les matériaux disponibles pour se créer une opinion sur cette question
» des prix indiens, et elle annexe divers tableaux à ce rapport.

« L'imperfection de ces matériaux saute aux yeux, et s'explique par des circons-
» tances bien connues de quiconque est initié à la situation de l'Inde, de telle sorte qu'il
» suffit de se reporter aux explications fournies sous cette rubrique, tant dans les dépo-
» sitions écrites que dans les dépositions orales.

« Mais il n'est guère possible de douter que pendant les années qui ont suivi 1873, il
» n'y a eu aucun signe de hausse générale des prix aux Indes, et que malgré une hausse
» de la main-d'œuvre de premier ordre, dans quelques provinces distinctes, le niveau

NOTE N° 15

» général des salaires, tel qu'il ressort des salaires payés pour la main-d'œuvre courante
» ne s'est pas élevé.

» M. O'Conor, secrétaire-adjoint du gouvernement indien au département des Finances
» et du Commerce, a préparé, sur notre demande, un état du niveau des prix et salaires
» indiens, de 1861 à 1873, et de 1874 à 1887. Nous en dégageons les résultats suivants :

» 1^o Que, dans l'ensemble, les céréales indiennes ont été à meilleur marché aux
» Indes, pendant les sept dernières années, que pendant les quatorze années qui les ont
» immédiatement précédées.

» 2^o Que le niveau général (et moyen) des prix, pour les 14 années écoulées de
» 1874 à 1887, est inférieur, sauf pour ce qui regarde le blé et le riz, au niveau constaté
» de 1861 à 1873.

» 3^o Que, dans le cas des principaux articles d'exportation : blé, coton, riz, graine
» de lin, dont la culture occupe d'immenses étendues de terrain, il n'y a eu augmenta-
» tion de prix que pour le riz. Le blé et le coton ont baissé, la graine de lin est presque
» stationnaire.

» 4^o Que, des autres articles d'exportation, la jute et le « shellac, » accusent seuls
» une hausse marquée, tandis que le salpêtre, la soie et le sucre ont fléchi.

» Ces résultats généraux sont, somme toute, d'accord avec les conclusions à tirer
» des relevés fournis par le Bureau des Indes, aussi bien qu'avec les déclarations de divers
» autres témoins, les relevés des quantités d'argent monnayées aux Indes, pendant les
» années soumises à notre examen, n'attestent en aucune façon, par contre, que la circu-
» lation monétaire ait été augmentée d'une façon anormale.

» Pour nous résumer, il nous a été impossible d'obtenir la preuve d'une hausse
» dans le niveau général des prix aux Indes ou en tout autre pays à circulation d'argent;
» au contraire, il semble établi que pour plusieurs importants articles faisant l'objet de
» transactions internationales, il y ait eu baisse des prix calculés en monnaie blanche.

» Dans les pays à circulation d'or, où l'on ne peut se procurer des listes et tarifs
» pour déterminer la marche des prix calculés en argent, il est nécessaire de convertir
» les numéros indicateurs des différents tableaux de prix d'or, en chiffres représentant
» les prix d'argent suivant la différence de prix existant entre l'or et l'argent à la date
» à laquelle se rapportent ces numéros indicateurs.

» Le résultat de cette comparaison démontre que, depuis 1873 (date de l'abandon du
» taux de rapport fixe par l'Union Latine) les prix calculés en argent ont décliné aussi
» bien que ceux calculés en or, bien que plus lentement et dans une proportion infini-
» ment moindre. »

(*Commission on Gold and Silver*, p. 114.)

Voici maintenant ce que l'on dit dans la *Commission on Gold and Silver* sur les résultats de la baisse de l'argent en Europe et de la conservation de sa puissance d'achat aux Indes.

» N° 17. En ce qui concerne les négociants et fabricants anglais qui traitent avec
» les Indes, nous avons déjà indiqué en termes généraux le processus par lequel leurs
» intérêts sont frappés.

» Les producteurs tant anglais qu'indiens ont dû se résigner à une baisse du prix
» calculé en or, sur le marché anglais; mais comme ce prix inférieur produit le même
» nombre de roupies qu'en produisait précédemment le prix supérieur, le producteur indien
» n'a pas subi de préjudice, tandis que le producteur anglais en a subi un, déterminé par
» les causes que nous avons signalées plus haut.

» Quelle que soit la mesure dans laquelle s'est produit ce phénomène, nous esti-
» mons que le mouvement d'affaires entre le Royaume Uni et l'Inde a souffert des récentes

» perturbations monétaires ; mais, ceci dit, nous doutons que les perturbations dont il s'agit aient exercé des effets très sensibles (aux Indes), sauf en tant qu'elles ont entravé le commerce et en ont ralenti l'épanouissement normal par des incertitudes et un manque de sécurité bien faits pour exercer une influence défavorable.

» Le grand développement qu'a pris le commerce anglo-indien, pendant la période soumise à notre étude, est souvent invoqué pour prouver qu'aucune influence aussi nuisible n'a été à l'œuvre ; mais nous pensons que ce développement s'explique suffisamment par d'autres causes, telles que la prospérité relative de l'Inde, le développement de son réseau de chemins de fer, l'abolition de ses droits d'importation, qui, dans la pratique, en ont fait un port franc, la réduction des frais de transport et les facilités de communication avec l'Europe assurées par le canal de Suez. Nous sommes également d'avis que, sans ces perturbations monétaires, le commerce eût pris des proportions encore plus vastes.

» N° 18. Notre attention est ensuite appelée sur les effets exercés par ces changements sur les intérêts du Royaume Uni.

» Pour ce qui regarde le commerce traité avec les pays à circulation d'argent autres que les Indes, nous nous bornerons à constater que les appréciations que nous avons émises à l'égard des Indes s'appliquent de façon générale, en tant qu'il s'agit de commerce, à tous les pays à circulation d'argent ; mais nous ferons remarquer que, contrairement à ce qui s'est passé pour l'Inde, notre commerce d'importation et notre commerce d'exportation, avec les autres pays à circulation d'argent, ont décliné pendant ces dernières années.

» Un des côtés de cette diminution générale d'affaires mérite une mention spéciale, en raison de son influence sur l'industrie manufacturière du Lancashire.

» Le rapide accroissement des exportations indiennes vers la Chine et le Japon semble avoir sensiblement enrayé nos exportations de fils de coton vers ces deux pays. Des faits exposés au § 76 de la première partie du rapport, il résulte que les exportations indiennes se sont élevées, de 1876-77 à 1886-87 de 7.900.000 livres (1) à 91.800.000 livres, soit d'environ 1,058 p. c. et les chiffres de 1887-88 accusent une augmentation encore plus sensible. D'autre part, les exportations du Royaume-Uni vers la Chine, Hong-Kong et le Japon, se sont élevées progressivement, entre les années 1877 et 1881, de 33.000.000 à 47.400.000 livres ; mais à dater de 1881, elles sont tombées à 26.900.000 livres jusqu'en 1886, bien qu'elles aient légèrement rebondi, en 1887, au chiffre de 35.350.000 livres.

» La concurrence des métiers à tisser indiens se fait nécessairement sentir sur les marchés du Royaume-Uni ; et certains faits viennent attester que notre commerce avec l'Orient, en fils ordinaires, nous a été entièrement enlevé.

» Les avantages naturels que recueille l'Inde de ce qu'elle est le pays producteur de la matière première, et de ce qu'elle est située à proximité des marchés ouverts au commerce par les pays orientaux à circulation d'argent, ces avantages se trouvent ainsi accentués, par les avantages complémentaires résultant d'un étalon commun, exempt des fluctuations auxquelles est sujet le commerce entre l'Inde et les pays à circulation d'or.

» Donc la divergence de valeur de l'or et de l'argent constitue, en fait, un avantage pour le producteur indien, non seulement en tant qu'il produit pour les marchés des pays à circulation d'or, mais en tant qu'il dispute aux fabricants de ces pays les marchés neutres des pays à circulation d'argent.

» N° 19. Mais c'est, selon nous, sur le commerce du Royaume-Uni avec l'étranger et à

(1) Poids.

NOTE N° 15

» l'intérieur, et sur la situation industrielle du pays, en général, que les récents chan-
» gements monétaires ont exercé les résultats les plus funestes.

» On ne doit point, toutefois, conclure de nos paroles que la crise dont notre indus-
» trie est atteinte depuis quelques années provient exclusivement de ces changements.

» D'autres causes ont sans doute été à l'œuvre; mais nous pensons que les causes
» monétaires ont également opéré dans une proportion considérable. »

(*Commission on Gold and Silver*, 3^e rep. final rep. p. 99).

Voici du reste, l'avis émis par M. R. L. Everett, représentant
de la Chambre d'Agriculture de l'East Suffolk :

» Telle est la misérable et désolante situation où nous nous trouvons actuellement
» en Angleterre. Il en résulte que la terre produit moins que précédemment et continuera
» à produire de moins en moins.

» La raison en est très simple. Nous n'avons qu'une maladie : le prix.

» Rien ne cloche en ce qui concerne les saisons; notre activité et notre habileté
» de cultivateurs ne sont pas en défaut. C'est le prix qui constitue le seul mal. Ce que
» nous avons à vendre a baissé de valeur, et la baisse s'est étendue à toutes les catégories
» de nos produits.

.....

» Telle est exactement la situation où nous autres agriculteurs de la Grande
» Bretagne nous nous trouvons vis-à-vis de nos concurrents des pays à circulation d'ar-
» gent. Ceux-ci sont en mesure de vendre leurs produits avec un rabais de 25 à 30 pour
» cent, calculé dans notre monnaie d'or, et réalisent, néanmoins, les mêmes profits qu'au-
» trefois.

» IL EST CERTAIN QUE LA CULTURE DU BLÉ ET CELLE DE LA TERRE MÊME PÉRIRONT,
» SUR MAINS POINTS DU TERRITOIRE ANGLAIS, SI CET ÉTAT DE CHOSES SE PROLONGE. »

(*Discours prononcé au Congrès à Manchester,*
5 avril 1888).

NOTE N° 16

LE COMMERCE INTERNATIONAL SE TROUVE RALENTI ET INTERROMPU

La rareté et la hausse de l'or ont affecté les relations commerciales extérieures. NOTE N° 16

» N° 20. D'après nous, la gravité du mal engendré par les relations existant entre les métaux précieux vient des faits suivants :

» a) De ce que le commerce de l'univers se pratique aujourd'hui sous deux étalons distincts, au lieu d'un seul étalon, comme autrefois ;

» b) De ce que ces deux étalons, divorcés l'un de l'autre, ont perdu l'importante qualité de la stabilité relative ;

» c) De ce que l'effet de ce phénomène sur le commerce a été le renchérissement de l'étalon, renchérissement qui, pour les raisons susmentionnées, nous semble gravement préjudiciable aux classes industrielles et ouvrières. Sous ce rapport, nous ne sommes pas en mesure d'établir une distinction quelconque entre le commerce extérieur et le commerce intérieur du pays ; les maux produits par un étalon en hausse doivent évidemment s'appliquer également à l'un et à l'autre.

» N° 25. La diminution des bénéfices et salaires, à laquelle nous avons fait allusion plus haut, nous paraît pleinement confirmée par l'appauvrissement de notre pays, comme acheteur, appauvrissement démontré par les statistiques de notre commerce extérieur.

» En 1873, la valeur globale des importations et exportations du Royaume Uni, fut de 21 liv. 4 shelling 1 penny par tête d'habitant. En 1886, elle n'a été que de 16 livres, 17 shellings.

» Si la baisse des prix avait été uniquement provoquée par la diminution du prix de revient et l'excès de production, la consommation, calculée en monnaie, eût dû, selon nous, rester ce qu'elle était auparavant ; la valeur totale du commerce eût dû se maintenir. »

(*Commission on Gold and Silver*, p. 100 et 101.)

NOTE N° 17

LA DÉMONÉTISATION DE L'ARGENT CONTRAIRE LE LIBRE ÉCHANGE

La hausse de l'or jette le trouble dans les TARIFS DE DOUANES et explique pourquoi nous voyons en Europe tous les peuples s'éloigner du LIBRE ÉCHANGE et chercher un remède dans les DROITS PROTECTEURS.

NOTE N° 17

« N° 9. Tout changement dans la valeur relative des deux métaux doit être accompagnée
» d'un changement équivalent dans les prix des marchandises par lesquels on les mesure.

« Dans la conjoncture actuelle, il s'est produit une baisse dans le prix de l'argent
» mesuré par l'or, et avec cette baisse a coïncidé une baisse générale des prix mesurés par
» l'or dans notre pays, où l'or constitue l'étalon.

« D'autre part, aux Indes, où, suivant l'appréciation de presque tous les témoins
» que nous avons interrogés, la valeur de la roupie, comme instrument d'achat, est restée
» intacte, les prix des marchandises, calculés en argent, sont demeurés, en fait, les mêmes.

« Aucun fait ne vient démontrer que l'argent ait subi un changement sensible par
» rapport aux marchandises, bien qu'il ait baissé fortement par rapport à l'or; en d'autres
» termes, le même nombre de roupies ne peut s'échanger contre la même quantité d'or
» qu'auparavant, mais, autant que nous en puissions juger, il procure la même quantité
» de marchandises, aux Indes, que précédemment.

« Il est aisé de se rendre compte de l'effet que doit avoir ce phénomène sur toutes
» les transactions et tous les paiements s'effectuant entre les deux pays, aussi bien que sur
» les intérêts des producteurs et exportateurs de marchandises dans chacun d'eux.

« On prétend généralement qu'il assure à l'Indien, exportant des marchandises vers
» l'Angleterre, un avantage sur son concurrent anglais, avantage équivalent à une prime
» à l'exportation, tandis qu'il occasionne à l'Anglais, exportant des marchandises vers l'Inde,
» un désavantage équivalent, dit-on, à l'imposition d'un droit sur l'exportation.

« Nous croyons que, sauf les réserves que nous formulerons ci-après, il y a beau-
» coup de vrai dans l'une et l'autre de ces allégations.

« L'exemple le plus familier, voire le plus simple, que nous puissions citer, pour bien
» faire saisir notre pensée, peut être puisé dans la démonstration de l'effet produit par le
» change sur l'exportation de blé des Indes, et sur la situation relative des cultivateurs
» de blé dans l'un et l'autre pays.

« Si, aux époques où le prix du blé calculé en or est de 40 shellings le quarter, la

NOTE N° 17

» roupie mesurée par l'or vaut 2 shillings, le producteur de blé, aux Indes, recevra 20 roupies pour un quarter de blé.

» Si le prix du blé calculé en or décline alors de 25 p. c. à 30 shillings le quarter, et que le prix de la roupie calculé en or décline de 25 p. c. à 1 shilling 6 pence, le producteur indien recevra encore 20 roupies pour son quart de blé, et ces roupies lui procureront autant d'articles qu'auparavant, les prix étant restés, en fait, les mêmes aux Indes.

» La situation du cultivateur anglais, par contre, est matériellement modifiée.

» Il ne recevra que 30 shillings au lieu de 2 livres, et à moins que tous les autres prix n'aient baissé dans la même proportion, il se trouvera en perte. Et la mesure précise de sa perte sera la différence qu'il y a entre la valeur actuelle de 30 shillings, comme instrument d'achat, et la valeur qu'avait autrefois 2 liv. sterling.

» Dès lors, si les producteurs anglais et indiens luttent à armes égales avant la baisse du change, le résultat de ce phénomène sera de réduire considérablement les bénéfices du premier et de laisser le second exactement dans sa situation antérieure. L'Indien peut accepter le prix, plus bas, de 30 shillings le quart, au lieu de 40 shillings, en échange de son blé, sans subir personnellement une perte, et le prix du blé en Angleterre se trouve ainsi indûment déprécié.

» La même conséquence se produit à l'égard des articles qui sont expédiés d'Angleterre aux pays à circulation d'argent, par exemple à l'égard des produits textiles exportés aux Indes, du Lancashire, où l'effet de la baisse du change est également préjudiciable au manufacturier anglais.

» Par exemple, on exporte aux Indes des produits textiles pour lesquels l'exportateur anglais doit toucher une somme déterminée, mettons 10,000 livres, pour réaliser un bénéfice.

» Quand la roupie vaut 2 shillings, les 10,000 liv. se réalisent par le paiement de 100,000 roupies.

» Quand elle ne vaut plus que 1 sh. 6 pence, il faut 133,333 roupies pour réaliser cette somme.

» L'importateur indien donnera-t-il ce prix surélevé pour une marchandise identique à celle qu'il achetait auparavant ?

» Evidemment non, car, nous l'avons vu, les prix sont restés stationnaires aux Indes, et le fabricant anglais est, en conséquence, obligé d'accepter la même somme d'argent qu'auparavant, soit 100,000 roupies, ce qui équivaut à une forte dépréciation du prix calculé en or, soit 7,500 livres, ou bien de ne pas vendre du tout : et dans l'un ou l'autre cas il subit une perte qu'on doit attribuer directement à la baisse de l'argent calculé en or.

» Les industries auxquelles la baisse du change a été le plus préjudiciable sont naturellement celles qui sont le plus directement en rapport avec le commerce opéré entre les pays à circulation d'or et les pays à circulation d'argent, tels, par exemple, que les industries cotonnières et agricoles du Royaume Uni.

» Nous ne sommes pas disposés à affirmer — telle n'est pas notre opinion, du reste, — que la baisse du change peut équivaloir, de façon permanente à une prime à l'exportation pour les Indiens, ou à un droit protecteur contre l'importation ; mais il est patent :

» Premièrement, que la perte qu'elle occasionne au producteur, dans les pays à circulation d'or, quelle que soit cette perte, doit persister jusqu'à ce qu'il se soit produit un ajustement général des prix des marchandises, en d'autres termes, jusqu'à ce que les prix et tous les éléments de la production aient, en moyenne, baissé dans la même proportion.

» Secondement, que la mesure de cette perte est la différence entre la valeur, comme

» instrument d'achat, entre la somme la plus élevée reçue pour marchandises avant la
» baisse et la somme reçue actuellement.

» Troisièmement, que la date d'un ajustement général des prix est incertaine,
» mais sera probablement éloignée et peut-être ajournée à une époque indéfinie. » }

(*Commission on Gold and Silver*, 3^e partie, final report, p. 95.)

NOTE N° 17

Plus loin les mêmes commissaires accentuent davantage encore leur opinion à cet égard et déclarent plus formellement encore que la question monétaire porte un coup redoutable au libre-échange :

« N° 27. Nous désirons également appeler l'attention sur une autre conséquence qui a
» découlé de la rupture de l'équilibre bi-métallique et du trouble apporté aux relations
» des deux métaux.

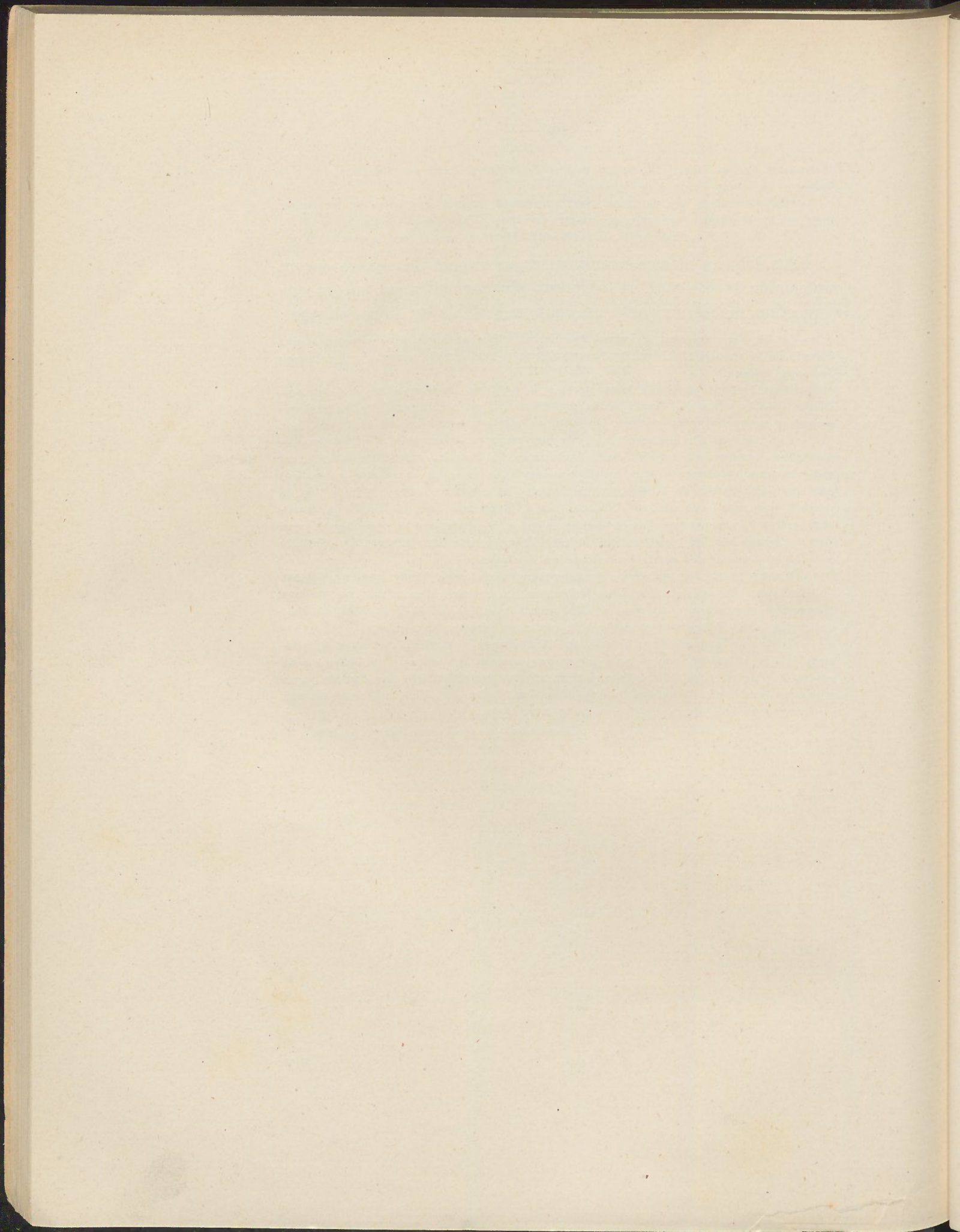
» Nous voulons parler du coup porté à la politique du libre-échange et des tendances réactionnaires en faveur de la protection qui se manifestent depuis quelques
» années et auxquelles, croyons-nous, la cause en question a grandement contribué.

» Une période d'avilissement des prix est toujours défavorable à l'abolition des
» restrictions commerciales et des droits protecteurs, et, dans la conjoncture actuelle, cet
» avilissement a été aggravé dans les pays à circulation d'or par les avantages dont ont
» joui, au point de vue de la concurrence et dans les conditions exposées au § 9 de ce
» rapport, les pays à circulation d'argent. Aussi longtemps que la législation monétaire
» créera et encouragera des conditions inégales de production et d'échange, il sera
» difficile d'empêcher les tentatives qui s'accomplissent pour contre-balancer les effets de
» cette législation par des tarifs protecteurs ou équivalents.

» D'autre part, les embarras financiers engendrés dans l'Inde anglaise doivent
» soulever, pour des raisons d'équilibre budgétaire, la question d'un retour au système
» de droits d'importation abolis avec de si heureux résultats en 1879 et 1881, et dont
» on croyait avoir définitivement déblayé la route du progrès, aux Indes.

» Tout pays engagé dans la voie du libre-échange a particulièrement et grandement
» intérêt à écarter, autant qu'il est en son pouvoir, une cause dont l'effet est de
» rendre de plus en plus difficile l'abandon du régime protectionniste par d'autres pays;
» et il nous semble que l'adoption internationale d'un étalon de valeur commune est une
» condition essentielle de la réalisation de cette politique. »

(*Commission on Gold and Silver*, p. 101).



NOTE N° 18

LES EMBARRAS ANGLO-INDIENS EN SONT DEVENUS INEXTRICABLES

LA PERTE QUI RÉSUITE POUR LE GOUVERNEMENT DES INDES est très bien exposée dans un des discours lu le 17 mai 1881 par Sir Louis Mallet à la conférence de Paris.

NOTE N° 18

En voici les traits principaux :

En 1880 la perte sur l'argent n'était pas encore ce qu'elle est aujourd'hui.

Le gouvernement indien avait à payer chaque année 15 millions de livres à Londres et perdait déjà 2 millions de livres annuellement

« Le mal continue. L'argent reste toujours fortement déprécié; et ceux qui voient dans cette dépréciation un danger pour l'avenir, comme les gouvernements de la France et des États-Unis, ont cru qu'il y avait lieu de convoquer une troisième conférence pour trouver une nouvelle solution.

« Mais il paraît que dans cette enceinte même il y a ceux qui ne croient pas à l'existence d'un mal, — qui même le nient. S'il n'y a pas de mal, s'il n'y a rien à remédier, il est certainement oiseux et inutile de discuter la question des remèdes. Mais comme représentant du Gouvernement des Indes, je ne puis guère m'associer à cette opinion.

« Non, Messieurs, le Gouvernement que je représente croit qu'il y a un mal, un mal très grave pour le présent, encore plus grave pour l'avenir. Et je demande la permission de vous expliquer en quelques mots, au point de vue indien, en quoi il consiste.

« Le Gouvernement de l'Inde doit payer à Londres, annuellement, en or, environ 15 millions sterling. La plus grande partie de cette charge annuelle est obligatoire et permanente. Tels sont les intérêts de la dette de l'Inde contractée en livres sterling, et des emprunts garantis par les chemins de fer et les compagnies d'irrigation (s'élevant ensemble à environ 7 millions sterling); les pensions et annuités payées aux agents civils et militaires du gouvernement admis à la retraite et à leurs familles (environ 2 3/4 millions sterling); la partie des dépenses militaires qui concernent la solde et les rations, et la plupart des dépenses de la Trésorerie de la métropole. Ces dépenses sont fixées

NOTE N° 18

» par des contrats et des obligations d'honneur, et ne peuvent être réduites à volonté.
» Toute modification de la valeur normale de la relation entre l'or et l'argent doit en
» conséquence exercer une influence importante sur les finances de l'Empire indien; et si
» ce trouble devait se prolonger pendant un temps assez considérable, il serait du devoir
» du gouvernement, soit d'augmenter ses revenus, soit de réduire ses dépenses, ou bien
» d'avoir recours en même temps à ces deux expédients pour rétablir l'équilibre financier.

» Nous avons donc, d'abord, la perte subie par le Gouvernement, qui n'est pas d'ail-
» leurs de la nature indiquée par M. Pirmez, mais qui consiste dans ses remises d'argent
» à l'Angleterre pour liquider ses dépenses dans la métropole. Dans l'année courante, ces
» remises seront d'environ 17 millions de livres sterling; et la perte qui résulte de la
» dépréciation actuelle de l'argent est estimée à plus de 2 millions de livres sterling,
» — perte qui a été dépassée dans des années précédentes.

» On peut répondre que ce que le Trésor perd la population le gagne, et qu'elle
» pourrait bien supporter une augmentation d'impôts pour compenser le Gouvernement.
» Mais il faut reconnaître que celui qui conseille cette augmentation ignore complètement
» les conditions dans lesquelles se trouve le Gouvernement des Indes. Une forte partie de
» son revenu ne saurait être augmentée

» M. Pirmez a dit que régler la valeur relative de l'or et de l'argent n'est ni dans
» le droit ni dans le pouvoir du législateur. Mais comment peut-on soutenir une telle
» thèse? *Quant au droit*, comment peut-on prétendre qu'on ait le droit d'imposer sur la
» population un seul métal comme monnaie, quelle que soit la préférence du commerce
» pour l'autre; et qu'on n'a pas le droit de lui permettre la possibilité de se servir des
» deux métaux dans une relation fixe, si cela est favorable à ses intérêts? *Quant au pouvoir*,
» est-il admissible qu'on puisse donner une valeur arbitraire ou conventionnelle, si vous le
» voulez, à l'or ou à l'argent, et qu'il n'y aurait pas moyen d'établir et de régler leur
» relation?

» J'espère alors que l'impossibilité où l'Angleterre se trouve de s'associer à une
» telle combinaison ne sera pas considérée comme fatale à toute tentative de maintenir
» la valeur de l'argent; car, Messieurs, il faut un instant se rendre compte des graves
» conséquences de l'insuccès, si tout effort échoue pour établir une entente à cette
» occasion.

» C'est le *statu quo*: le *statu quo*, bon, selon M. Pirmez; mauvais, selon moi. Mais
» bon ou mauvais, est-ce qu'il est possible de compter sur le maintien du *statu quo*? N'est-il
» pas probable que la situation s'aggravera de jour en jour, que les nations, qui sont
» à présent toutes disposées à coopérer au maintien de l'argent comme monnaie, se trou-
» veraient obligées de prendre leur parti, et de travailler selon leurs capacités à l'établis-
» sement de l'étalon d'or?

» Quant aux Indes, le grand but des sommités financières aux Indes a été d'avoir,
» s'il est possible, un système monétaire en commun avec l'Angleterre.

» L'argent étant impossible à cause du système anglais, il ne leur reste que le
» bi-métallisme ou l'or: et quoique, à présent, la dernière solution serait trop difficile, il
» est certain que si la baisse de l'argent continue, et, par suite de nouvelles découvertes
» d'or, ou quelque autre cause, l'occasion venait à se présenter, on ne serait que trop
» disposé à la saisir et à revenir aux propositions de la Commission qui a siégé, à Calcutta,
» dans l'année 1868, et à entrer malgré nous dans la lutte qui va s'engager entre les pays
» du monde pour la possession du seul métal qui nous restera comme base solide d'une
» monnaie internationale. »

(SIR LOUIS MALLET, 17 mai 1881).

On lisait dans le *Times* du 27 mai 1883 :

NOTE N° 18

« Les avis télégraphiques qui parviennent des Indes, au moment même où nous mettons sous presse, assurent que, dans une grande réunion publique convoquée par l'Association bi-métalliste des Indes, sous les auspices du Vice-Roi et qui a eu lieu à Simla le 26 mai, Sir Auckland Colvin, gouverneur des Indes, a prononcé un discours faisant ressortir le préjudice causé par la dépréciation de l'argent et a conclu à l'adoption du bi-métallisme par l'Angleterre. »

(Dépêche de Simla).

Les embarras sont tels aux Indes que de hauts fonctionnaires vont même jusqu'à craindre la faillite, témoin cette déposition faite par M. Evelyn Baring devant la Commission anglaise *on Gold and Silver* :

« N° 7091. M. BIRCH. — D. — Mais alors nous apportons une grande quantité de grains des autres contrées. Les Indes ne nous donnent que 10 p. c. de ce que nous recevons, et elles viennent en concurrence avec les grains que nous envoient les autres contrées ; c'est là une considération importante ?

« SIR EVELYN BARING, *ministre des finances des Indes*. — R. — Oui ; si vous admettez en plein pour les besoins de votre argumentation que la baisse du change a bénéficié en envoyant chez vous des grains qui n'y seraient pas allés autrement ; mais je prétends qu'il y a des désavantages qui contre-balaient ce bénéfice. En premier lieu il y a l'instabilité qui occupe une grande importance. *Il n'y a aucune certitude que le Gouvernement des Indes d'ici à deux ou trois ans ne fasse pas banqueroute dans les présentes conditions.*

« Aussi ne me paraît-il pas possible de séparer complètement les intérêts du Gouvernement de l'Inde de ceux de la population de ce pays. Le premier et le plus grand intérêt d'une population, considéré dans son ensemble, est que la position financière de son gouvernement qui est la garantie du peuple, soit d'une solvabilité absolument assurée. »

« N° 7108. M. CHAPLIN. — D. — D'après ce que je comprends vous seriez donc d'avis d'adopter le bi-métallisme en ce qui regarde les intérêts indiens ?

« M. EVELYN BARING. — R. — Ceci rentre dans un ordre d'idées dans lequel je ne croyais pas être interrogé et puisque je le suis je ne vois aucun inconvénient à y répondre en exposant brièvement mes vues à cet égard, quoique je doive dire que ce sujet est tellement compliqué que je ne sais pas si je suis suffisamment préparé à l'examiner. Je m'occupais de cette question il y a quelques années avec cette idée bien arrêtée en faveur du mono-métallisme qui faisait que bi-métallisme pour moi n'était guère qu'une monnaie inadmissible.

« Après avoir longtemps étudié la question, j'en arrivais à cette conclusion que cet argument mono-métallique qui consiste à dire que l'or et l'argent sont des marchandises comme du grain et des pois dont la valeur relative ne peut être réglée par les gouvernements est absolument insoutenable. Je crois que la théorie du bi-métallisme est une théorie parfaitement et économiquement saine. Je considérais essentiel de me faire une opinion sur cette théorie du bi-métallisme parce que, si je l'avais trouvée mauvaise, comme je trouve mauvaise la théorie de la protection, je l'aurais immédiatement mise de côté. Je maintiens que le bi-métallisme est parfaitement sain au point de vue de l'économie politique. Pour ce qui regarde la mise en pratique je sais que c'est

NOTE N° 18

» extrêmement difficile mais en principe je puis dire que je suis bi-métalliste ; au point de vue
» de l'intérêt des Indes, je serais fort heureux de voir toute mesure qui rendrait sa
» stabilité à la roupie et je crois que cette question est l'une de celles qui réclament la
» plus sérieuse attention du Gouvernement et du Parlement de l'Angleterre. »

(*Commission on Gold and Silver*, second report, p. 64.)

La Commission de l'or et de l'argent reconnaît le mal signalé aux Indes.

Elle établit d'abord que les obligations indiennes envers la Mère Patrie datent d'un temps où l'or et l'argent étaient en relation fixe et constante.

» N° 13. Passant ensuite aux effets qu'ont exercés les changements exposés par nous
» sur les différentes affaires et les différents intérêts spécifiés dans le programme de nos
» travaux, nous avons mission, tout d'abord, d'examiner la portée de ces changements en
» ce qui concerne les paiements du Gouvernement indien.

» Nous avons déjà exprimé notre adhésion aux vues de nos collègues quant aux diffi-
» cultés qui se sont produites de ce côté.

» N° 14. Pour ce qui regarde les paiements effectués en vertu « de contrats anciens
» et permanents, » il est manifeste que ces contrats, s'ils datent d'une époque antérieure à
» la baisse de l'argent par rapport à l'or, deviennent plus onéreux à chaque phase nou-
» velle de la baisse, et que la charge résultant de « contrats nouveaux ou courants »
» augmentera de même manière, si la baisse persiste.

» Dans les deux cas, l'incertitude qui plane sur l'avenir doit être le sujet de graves
» embarras pour le gouvernement, mais il est à observer que, dans le cas des contrats
» nouveaux ou courants, tels que les contrats se rapportant à l'achat d'articles de con-
» sommation, contrats qui ne s'étendent pas sur une longue période, le préjudice occasionné
» par la baisse est mitigé, mais seulement autant que le prix des articles de consumma-
» tion faisant l'objet des contrats, ont baissé autant ou plus que le prix de l'argent
» calculé en or. »

Elle examine ensuite la position des commerçants indiens et des contribuables :

» N° 16. Nous sommes chargés d'examiner ensuite la situation des producteurs,
» négociants et contribuables des Indes.

» a) Pour ce qui regarde le producteur indien, il bénéficie des phénomènes signalés
» au § 9 de ce rapport et continuera à en bénéficier jusqu'à ce que tous les éléments
» de la production dans les pays à circulation d'or se seront ajustés au nouveau niveau
» des prix. D'autre part, le producteur et l'exportateur indiens doivent l'un et l'autre pâtir
» de l'incertitude de l'échange avec les pays à circulation d'or, résultant de variations dans
» la valeur relative des métaux précieux.

» b) La situation du négociant indien ne semble pas avoir été sensiblement atteinte.
» En tant que le commerce d'exportation du pays a été stimulé par les causes aux-
» quelles nous avons fait allusion plus haut, le négociant a bénéficié de la situation.
» En tant que le commerce d'importation peut avoir été entravé par l'influence de causes
» similaires dans le sens inverse, il a subi une perte.

» Mais il est hors de doute que, pour lui comme pour le producteur, les cons-
» tantes fluctuations du change doivent avoir introduit dans les affaires des risques et
» des incertitudes qui lui ont été *pro tanto* préjudiciables.

» c) Quant à la situation du contribuable indien, il est évident que la nécessité

» d'accroître la somme de ses paiements pour s'acquitter de ses dettes en or oblige le
» gouvernement à maintenir les impôts à un niveau dépassant celui qu'ils atteindraient,
» si la valeur de la roupie n'avait pas diminué.

» Envisagé isolément, le contribuable est donc victime de la situation. Il paie plus de
» roupies qu'il ne le devrait si au lieu de 1 shelling 4 pence, la roupie valait 1 sh. 10 1/2.
» Au taux actuel du change, la charge annuelle imposée aux Indes est équivalente à
» environ cinq crores de roupies. De cette somme constituant un dixième environ du
» revenu total et proprement dit du gouvernement indien, il pourrait être fait remise;
» si la roupie avait son ancienne valeur, et le peuple indien se trouverait ainsi dégrevé
» d'une lourde charge, ou encore on la pourrait appliquer au développement des travaux
» publics, à l'enseignement, et à d'autres mesures importantes pour l'amélioration du
» bien-être général.

» On a quelquefois représenté cette somme comme une perte pour le gouvernement,
» mais non pour le peuple indien. Cette distinction est, selon nous, insoutenable. En
» tout pays, la finance est la grosse affaire du gouvernement. Mais dans aucun, elle
» n'est aussi importante qu'aux Indes. Et cependant, nous maintenons aux Indes un régime
» monétaire de telle nature qu'à une époque de prix relative et de commerce croissant,
» son administration financière se trouve engagée dans autant de difficultés et d'incertitudes
» que si elle poursuivait une guerre onéreuse.

» D'aucuns affirment, il est vrai, que la perte des Indes est purement nominale,
» non réelle. Mais si comme nous le pensons, la divergence de valeur des métaux précieux
» est due à la hausse de valeur de l'or, la perte des Indes est des plus réelle. Car elle
» a à payer la même quantité d'or qu'auparavant, alors que cet or vaut davantage.

» Il se trouve, en conséquence, qu'après des efforts réitérés pour réduire les dépenses
» le gouvernement indien a dû finir par avoir recours à de nouveaux impôts, afin de
» rétablir l'équilibre financier, et que si la situation tarde à s'améliorer d'une manière
» ou de l'autre, à ce point de vue, il deviendra indispensable, pour conjurer le désordre
» des finances, d'adopter de nouvelles mesures, qui, d'après le gouvernement soulèvent
» de graves objections, au double point de vue financier et politique.

» Nous regrettons de devoir ajouter que, si grave que soit la situation financière
» actuelle du gouvernement indien, nous ne pouvons envisager l'avenir qu'avec des inquié-
» tudes encore plus vives.

» Loin de nous l'intention de prédire ce qu'advieront, dans l'avenir, les relations
» des deux métaux précieux, s'ils restent, comme aujourd'hui, sans rapport fixe entre
» eux; mais il nous est impossible de nous dissimuler la possibilité d'une dépréciation
» nouvelle et continue de l'argent, d'un renchérissement continu de l'or, et une aggra-
» vation proportionnelle des difficultés dont le gouvernement est assailli. »

(*Gold and Silver Commission*, final report, p. 97 à 99.)

Tous les commissaires sont unanimes à reconnaître que
les maux dont souffrent les Indes nécessitent un prompt
remède :

« N° 6. Abondant, pour commencer, les maux résultant des fluctuations du change
» entre les pays à circulation d'or et les pays à circulation d'argent, nous adhérons aux
» vues exprimées par nos collègues au § 9 : « Tout ce qui entrave la liberté complète des
» relations commerciales entre deux pays, ou impose au commerce un surcroît de charges,
» est incontestablement un mal à éviter ou à combattre, s'il est possible. Si donc il se pouvait
» trouver un remède capable de réaliser ce but, sans nous exposer au risque de désavan-
» tages plus graves, il ne saurait y avoir deux opinions quant à l'utilité d'appliquer pareil
» remède. »

NOTE N° 18

» Nous indiquons plus loin un remède qui, selon nous, satisfait à ces conditions.
» N° 7. Nous partageons également l'appréciation de nos collègues quant à la gravité
» des maux dont souffre le Gouvernement indien et qu'ils résument dans les termes suivants (§ 102):

» Nous n'hésitons pas à exprimer la conviction que les changements constatés dans
» la valeur des métaux précieux occasionnent actuellement au Gouvernement de l'Inde
» des maux et des inconvénients graves, qui valent bien qu'on tente d'y remédier, s'il est
» possible de découvrir un remède applicable sans injustice à l'égard d'autres intérêts, un
» remède qui ne provoquerait pas des maux ou inconvénients également graves. »

Voici une lettre publiée le 3 janvier 1888 dans le *Times*.
Elle émane d'un ancien membre du Parlement, membre de la Chambre d'Agriculture de l'East Suffolk, et expose clairement, en peu de mots, comment, sans profit pour les Indes, l'Angleterre voit ses produits agricoles subir une baisse de un tiers, ses ouvriers inoccupés et ses terres en friches.

Voici cette lettre :

A l'Éditeur du *Times*,

« MONSIEUR,

» MM. Georges Campbell et M. Watney dans les lettres qu'ils vous ont adressées,
» voudraient nous faire croire que la différence de change survenue depuis 15 ans sur
» l'or et l'argent, entre les nations qui usent du premier de ces métaux et celles qui
» usent du second, n'aurait eu aucun effet sur les prix de la production en Angleterre.

» Mais examinons les faits?

» Une quantité donnée de produits indiens, qui pouvait à l'ancien taux du change
» être vendue ici pour 100 livres sterling, peut maintenant être vendue pour 66 livres
» sterling.

» Pourquoi ?

» Parce que tandis qu'anciennement 100 souverains pouvaient se changer en 1000 roupies,
» maintenant ces 1000 roupies peuvent être achetées avec 66 souverains.

» L'effet direct de cet état de choses est que le produit indien est offert sur nos
» marchés aux 2/3 de son ancien prix exprimé en notre monnaie ; et l'effet qui en résulte
» est de déprimer le prix de notre production agricole de 1/3 pour arriver à lui faire
» concurrence.

» Il n'y a pas moyen d'échapper à cette conclusion ; et partout où les produits indiens
» iront vers des contrées comme l'Angleterre, la France, l'Italie ou toutes autres, usant
» de l'or comme monnaie, un douloureux cri de détresse sera lancé par tous les producteurs
» nationaux qui se sentent ruinés par cette concurrence que la nature n'avait pas
» créée.

» Le cultivateur indien n'en profite pas, car il ne touche seulement que son ancien
» prix ; le producteur européen se ruine, parce qu'il ne reçoit plus que les deux tiers
» du sien.

» Ceci est d'une portée des plus sérieuses.

» Le fermier anglais peut concourir avec le monde entier, mais à conditions égales
» et il sait se défendre lui-même, comme il l'a fait jusqu'au moment où les différences
» de change sont devenues si prononcées.

» Nous savons faire pousser le grain au même prix que nos aimables sujets des

» Indes, mais nous ne recevons pas le même prix, parce qu'on ne nous paie pas avec la
» même monnaie. L'Indien reçoit son ancien prix dans sa monnaie, et celle-ci peut dans
» son pays lui servir pour tous ses besoins au même titre qu'anciennement.

» Quant à nous, au contraire, nous recevons un tiers de moins, dans notre monnaie,
» et comme nous ne pouvons pas faire que 66 livres nous donnent les mêmes satisfactions
» que 100 livres, nous courons les uns et les autres vers la banqueroute, nos terres ne
» trouvant plus à être cultivées.

» Votre obéissant serviteur,

» ROBERT LACEY EVERETT,
(*de la Chambre d'Agriculture de l'East Suffolk,*
ancien membre du Parlement.)

» Rushmere, Ipswich, 31 Décembre 1888. »

NOTE N° 18

NOTE N° 19

LES TRAVAILLEURS SONT LES VICTIMES

La baisse des prix atteint directement l'ouvrier et le travailleur elle leur enlève le travail ; voici comment le président de la Chambre de Commerce de Liverpool explique cette action par la baisse des prix des produits européens.

NOTE N° 19

« Ce déclin de la valeur de la roupie milite contre notre commerce de différentes façons. Deux exemples : Un Indien consigne son blé chez moi pour être vendu en Angleterre. Il lui coûte dix roupies ; il envoie sa facture et il me faut lui trouver ses dix roupies qui, le change étant à deux shellings, font vingt shellings. Or, il faut être deux pour conclure un marché : acheteur et vendeur.

« Sachant, comme je le sais, que je dois me rapprocher le plus possible de la somme de vingt shellings pour mon ami indien, je me rends sur le marché et m'efforce de trouver ce que je cherche.

« Je cote mon blé 20 shellings.

« Il arrivera peut-être à mon homme de marchander un peu ; j'insiste pour obtenir le prix fort et finis par obtenir mes vingt shellings, si bien que, au taux de deux shellings par roupie, je puis envoyer aux Indes les dix roupies demandées.

« Mais si la roupie vaut 1 shelling et demi, il me suffit de me faire payer le blé 16 shellings pour envoyer à mon ami indien ses dix roupies.

« Que fait le cultivateur de blé anglais ?

« Il est obligé de baisser son prix au niveau de mon prix de vente. Si le prix de la roupie descend à 1 shelling 4 pence, il me suffira de me faire payer un prix inférieur encore et mes concurrents, les agriculteurs anglais, devront faire le même raisin que moi ou cesser de faire des affaires.

« Les exemples que je donne à propos du blé peuvent s'appliquer à bien d'autres articles. Il suffit, toutefois, d'avoir démontré que la baisse du change a directement pour effet de réduire chez nous le prix des articles de consommation.

« Si, par exemple, au lieu d'envoyer aux Indes 15 ou 12 shellings en argent, je vais à Manchester acheter des pièces de tissus, qu'arrive-t-il ? J'apporte 15 ou 12 shellings, au lieu de 20, et dis au marchand de Manchester : « Il me faut des tissus à tel prix. » — Vous plaisantez » me répond-il, « je ne puis vous les livrer à ces conditions. » — Alors moi : « Je n'ai pas davantage à vous offrir. Si vous ne pouvez me vendre à ce

NOTE N° 19

» prix-là, il m'est impossible d'acheter. » Or, il y a d'autres vendeurs, et tous les autres
» acheteurs pour l'Inde se trouvent dans la même situation que moi. Qu'en résulte-t-il ?
» Ceci : le marchand de Manchester est obligé de me céder sa marchandise à mon prix
» et d'imposer, à son tour, le même rabais au fabricant. »

*Discours de M. COKE,
(Président de la Chambre de Commerce de Liverpool,
à Manchester, 5 avril 1888.)*

Au paragraphe 15 de ce travail nous avons recommandé à nos lecteurs le passage suivant d'un discours prononcé par un membre du Parlement d'Angleterre qui décrit admirablement la chaîne qui relie la baisse des prix aux malheurs du travailleur. Voici ce passage :

» Je désire appeler votre attention sur le cas que vous a cité, avant déjeuner,
» M. Coke.

» Il a parlé de science personnelle, d'après l'expérience qu'il a acquise dans ses
» propres affaires. Il nous a signalé comment, grâce à la baisse de la roupie, il avait pu
» vendre à Liverpool pour dix roupies de blé au prix de quinze shellings, au lieu de
» L. 1, prix auquel il avait été obligé de le vendre jusque-là pour pouvoir rembourser
» dix roupies au consignataire indien.

» Il nous a alors démontré que le cultivateur de blé en Angleterre, était, naturel-
» lement, obligé de réduire son prix à la même valeur.

» Puis il a constaté qu'il s'était rendu, avec ses 15 shellings, auprès du marchand
» de Manchester, et lui avait dit : « Il me faut pour dix roupies d'articles en coton, mais
» en calculant la roupie à l'ancien taux, c'est-à-dire à 2 shellings. » Et, comme il le
» raconte, le marchand a été obligé d'accepter ce prix réduit, sous peine de voir l'affaire
» lui échapper. C'est à ce point de son récit que M. Coke était arrivé, lorsque nous sommes
» allés déjeuner. Je vais pousser l'exemple un peu plus loin.

» Que fait le marchand de Manchester ?

» Il mande auprès de lui, le filateur, le fabricant, peut-être même l'infortuné
» blanchisseur, leur expose son cas et exerce sur eux la pression qui vient d'être
» exercée sur lui.

» Ces malheureux rentrent chez eux et se mettent à examiner comment ils pourront
» produire la marchandise de façon à faire leurs frais — à un « come in price, » comme
» on dit à Manchester. Ils jettent les yeux autour d'eux pour voir à qui ils pourront,
» à leur tour, appliquer l'étau dans lequel ils sont pris.

» Et ils l'appliquent à l'homme qui les approvisionne de charbon, lequel en fait
» autant, de son côté, vis-à-vis du propriétaire de houillère qui extrait le combustible.

» Les fabricants exigent également un rabais de ceux qui leur fournissent d'autres
» articles : machines, huiles, produits chimiques et bien d'autres produits encore.

» Cela fait, il ne leur reste plus qu'à s'en prendre à qui ? Au pauvre ouvrier.
» Il leur en coûte de le faire, mais ils y sont bien forcés.

» Et à qui le pauvre ouvrier va-t-il appliquer l'étau, lui ? A lui-même, et à sa
» famille, car l'étau ne peut plus se transmettre ; l'ouvrier ne trouve plus personne sur
» qui économiser.

» Je tiens surtout à faire bien comprendre que si, par la suite de résistance collec-
» tive des ouvriers à l'abaissement des salaires, le patron n'arrive pas à leur appliquer
» l'étau, il réussit parfois à poursuivre, pendant quelque temps, son industrie à perte,

» jusqu'à ce que son banquier le fasse appeler, et lui applique l'étau à lui-même, après
» quoi il n'a plus qu'à fermer boutique.

» Le patron devient, désormais, l'ouvrier !

» Il devient ouvrier sans travail, voire même indigent, et applique, par conséquent,
» l'étau aux bureaux de bienfaisance, c'est-à-dire à l'ensemble des contribuables. Vous
» voyez que le mal se transmet du haut en bas de l'échelle. »

(Discours de M. HARDCASTLE, Membre du Parlement anglais,
à Manchester, 5 avril 1888.)

La question de l'argent envisagée dans ses rapports avec
les moyens d'existence de la classe ouvrière a été traitée en
Angleterre d'une façon magistrale par M. Fielden, voici ce qu'il
en dit :

» Le sujet que j'ai à traiter comporte une ou deux expositions de faits et deux ou
» trois propositions assez complexes. Je vous les soumets dans l'ordre que voici :

» 1^o De grands changements ont été effectués aux environs des années 1873-74,
» dans l'emploi de l'argent comme monnaie légale ;

» 2^o Depuis 1874, les articles de consommation ont subi une baisse générale, ainsi
» que la valeur de la propriété bâtie et de la propriété foncière ;

» 3^o Cette baisse de prix, en raison de son caractère et de son origine, a grave-
» ment et fâcheusement influé sur les intérêts de ceux qui dirigent les opérations agri-
» coles, minières, industrielles et commerciales, ainsi que sur les intérêts des ouvriers
» employés auxdites opérations, et en tant que leurs intérêts se trouvent engagés. La
» baisse de prix a atteint les intérêts des ouvriers de la manière suivante :

» a) En faisant baisser le salaire nominal et le salaire effectif ;

» b) En empêchant les ouvriers d'être complètement ou régulièrement employés ;

» c) En augmentant de façon considérable le nombre des ouvriers sans travail,
» même si l'on n'applique ce terme qu'aux individus qui avaient précédemment travaillé ;

» d) En enrayant la marche progressive de nos industries productrices, et en rendant
» par suite plus difficile le placement des enfants arrivés à l'âge du travail, et plus lourdes
» les charges des familles ouvrières ;

» 4^o Bien que la baisse des prix ait diminué le coût de l'existence pour nos ouvriers,
» la proportion de l'économie n'est nullement équivalente à celle des pertes qu'ils subis-
» sent par suite des causes susmentionnées.

» Ces prémisses comprennent, je crois, les termes du sujet que j'ai à traiter.

» La démonétisation de l'argent par l'Allemagne et d'autres pays, la suspension du
» libre monnayage par la France et les autres membres de l'Union Latine, sont des faits
» qui ne souffrent pas la discussion.

» Vient ensuite la question des salaires. L'industrie agricole prime de beaucoup
» toutes nos autres industries et occupe environ les neuf dixièmes de nos ouvriers, non
» compris la classe des domestiques.

» Je causais, la semaine dernière, avec un fermier de Westmorland, très intelligent,
» et qui avait été chargé par ses collègues d'établir en moyenne et de classer la baisse
» subie par leurs produits, afin d'obtenir une réduction de loyers. « La baisse, m'a-t-il dit,
» a atteint 32 p. c. en douze ans ; mais nous avons réduit de 30 p. c. les salaires de nos
» manouvriers. Que la sympathie est étroite entre salaires et prix ! Une baisse égale s'est
» produite dans nombre de nos comtés et a eu pour victimes une classe de travailleurs
» qui était déjà déjà notoirement mal payée avant la crise.

NOTE N° 19

NOTE N° 19

» Nos ouvriers mineurs sont au nombre de près de cinq cent mille et ils ont vu leurs salaires diminuer de 50 p. c., voire même de 57 1/2 p. c., depuis 1874. Je viens que leurs salaires étaient exceptionnellement élevés précédemment; mais on doit convenir aussi qu'ils sont, à cette heure, exceptionnellement maigres et misérables. La perte de salaires essuyée par les seuls mineurs s'élève au moins à quatorze millions de livres sterling par an, si on les compare aux chiffres de 1874.

» L'industrie cotonnière emploie, dans ses fabriques, 570,000 personnes. Elles ont subi, en moyenne, une réduction de salaires de 15 pour cent. Mais ce mal a été atténué par un outillage perfectionné, etc., de sorte que la réduction n'a plus été que de 7 ou 8 pour cent.

» L'industrie de la mécanique, de la construction maritime, a également subi des réductions; des mécaniciens habiles ne gagnent guère plus désormais que les gens qui travaillent avec une pique.

» Le groupe d'industries dénommé: « industries du bâtiment, » qui occupe près d'un million de travailleurs, a subi une réduction d'un penny par heure, soit quatorze pour cent et, dans certaines localités, ce chiffre est même dépassé.

» Les industries que je viens de passer en revue embrassent la majeure partie de notre vaste armée d'ouvriers employés comme producteurs, soit plus de quatre millions d'hommes, et le préjudice qui leur a été causé par la baisse des salaires s'aggrave encore, du moment où l'on fait le dénombrement des gens occupés. *On peut considérer les réductions de salaires comme l'expression la plus visible d'une diminution de l'occupation fournie.*

» Les méthodes par lesquelles on mesure généralement, dans notre pays, la quantité d'occupation fournie, les bilans de caisses d'épargne, les statistiques du paupérisme, celles des importations et des exportations, sont, à bien des égards, tout à fait décevantes.

» Le cri de douleur des ouvriers sans travail s'est fait entendre successivement chaque hiver, depuis plusieurs années, dans nos grandes cités, dans nos ports de mer, dans tous nos centres. Ce n'est pas en signalant les statistiques du paupérisme et les bilans des caisses d'épargne qu'on étouffera ce cri ou qu'on le fera cesser. Je puis démontrer qu'il est inspiré par de profondes souffrances, et je préviens nos hommes d'État que ce cri est tout bonnement l'avant-coureur d'un prochain orage, à moins que nous ne supprimions les causes qui entravent le développement de notre commerce et de notre industrie.

» Or, comme les *trades unions* disposent, pour fournir du travail aux oisifs, de moyens que ne possèdent pas les ouvriers qui ne font pas partie de ces sociétés, on peut à bon droit admettre ces dix sociétés différentes comme base pour l'évaluation du nombre total d'ouvriers sans travail. Et par ce moyen on arrive à un chiffre d'au moins 700.000 artisans inoccupés.

» J'évalue à 50,000,000 livres sterling par an, la perte résultant des diminutions de salaires et de l'irrégularité du travail fourni à quantité d'ouvriers qui passent pour être occupés; et à 35,000,000 livres sterling, la perte essuyée par les ouvriers absolument privés de tout travail quelconque.

» La conclusion à tirer de tous ces symptômes, c'est que cette longue crise économique est due presque entièrement à des causes monétaires.

» La crise a commencé avec ces causes et a persisté avec elles. »

(Discours de M. J. C. FIELDEN, à Manchester, le 5 avril 1888.)

Ces sinistres symptômes sont constatés par l'unanimité des membres de la *Gold and Silver Commission*, dans les termes qui suivent :

NOTE N° 19

« N° 57. On déduit d'autres preuves de la baisse de prix qu'ont subie plusieurs espèces de main-d'œuvre.

« On constate qu'une baisse importante et générale s'est produite dans le taux des salaires payés aux ouvriers agricoles, et une baisse un peu moins notable dans les salaires payés aux ouvriers industriels des centres manufacturiers ; que là même où le taux des salaires s'est passablement maintenu, le travail fourni aux ouvriers a été plus rare et plus irrégulier, et que les grèves contre des réductions de salaires sont devenues plus fréquentes, attestant l'aggravation des difficultés existant sur le marché du travail ; qu'après avoir fait la part des lacunes de la statistique, concernant les salaires et des causes spéciales qui ont influé sur les salaires dans certaines branches du commerce, il subsiste encore assez de preuves à l'appui de cette thèse : une baisse générale de salaires s'effectue, qu'elle n'a probablement pas encore atteint sa limite, et qu'il ne se dessine pas d'influences susceptibles de prévenir la baisse ou de la neutraliser. »

(*Gold and Silver Commission*, final report, p. 20.)

« Ceux que l'on doit considérer comme les représentants de la production nationale se plaignent de la diminution et même de l'absence de profit de leurs industries respectives.

« C'est cette classe et plus spécialement celle des ouvriers qui formulent des plaintes.

« D'un autre côté, les autres classes de la population qui vivent de revenus extérieurs ou de biens qui n'ont pas de relations directes avec l'industrie paraissent avoir bien moins sujet de se plaindre ; tout au contraire, elles ont profité des prix remarquablement bas de beaucoup de marchandises. »

(*Depression of Trade and Industry Commission*, final report, p. XI.)

A l'appui de ces appréciations l'on constate que le revenu imposable de l'Angleterre (*income-tax*) qui augmentait chaque année jusqu'en 1873, s'est subitement arrêté dans sa progression normale.

« N° 55. On appelle également l'attention sur le caractère stationnaire du rendement de l'impôt sur le revenu depuis l'année 1873.

« Le montant brut de la propriété coté par tête d'habitant, a été comme suit de 1860 à 1887.

ANNÉES FINISSANT	MONTANT BRUT DE LA PROPRIÉTÉ ET DES BÉNÉFICES IMPOSÉS PAR TÊTE D'HABITANT
LE	
1860.	11 livres 6 schelling.
1865.	13 " 4 "
1870.	14 " 4 "
1875.	17 " 6 "
1880.	16 " 9 "
1885.	17 " 5 "
1887.	17 " 1 "

« La production ayant rapidement augmenté, pendant la période sus-indiquée, on

NOTE N° 19 " soutient que le revenu imposable par tête d'habitant aurait dû augmenter dans une proportion à peu près équivalente. "

(*Gold and Silver Commission*, final report, p. 18-19.)

" N° 22. Les témoignages tirés des états relatifs du rendement de l'*income-tax* (§ 55 de la première partie du rapport) abondent dans le même sens. En dépit d'un fort accroissement de la population et de la production de la plupart des articles de consommation, les bénéfices dont la constatation relève du percepteur d'impôts ne sont guère plus importants qu'il y a quinze ans et, phénomène plus grave, le train dont ils augmentent s'est sensiblement ralenti.

" De 1874 à 1886, le montant brut de la propriété et des bénéfices atteints par l'impôt sur le revenu n'a pas tout à fait augmenté de 15 pour cent. Pendant les douze années antérieures (1862 à 1874) l'augmentation avait été de 54 pour cent. "

(*Gold and Silver Commission*, final report, p. 100.)

NOTE N° 20

LE REMÈDE QUI APPARAÎT EN ANGLETERRE SERAIT LE RÉTABLISSEMENT DU BI-MÉTALLISME INTERNATIONAL

Quel est le remède entrevu en Angleterre? Il nous paraît ressortir des deux extraits suivants du rapport final de la Gold and Silver Commission :

NOTE N° 20

Le premier (N° 107) est dû aux commissaires conseillant à l'Angleterre de s'abstenir, mais qui reconnaissent néanmoins l'avantage du bi-métallisme.

Le second (N° 30) est dû à l'autre moitié, de telle façon qu'en les rapprochant leurs opinions conformes forment l'unanimité de la commission.

« N° 107. Le premier pas à faire vers la solution du problème que nous nous proposons de résoudre est de déterminer cette question subsidiaire. Une combinaison bi-métallique existait-elle et maintiendrait-elle un rapport stable entre l'argent et l'or ?

« Nous avons déjà si abondamment exposé les appréciations formulées en opposition à ce point de vue, qu'il nous suffira, sans les examiner par le menu, de formuler les conclusions auxquelles nous avons nous-mêmes abouti.

« Nous estimons que, étant données toutes les circonstances qu'on puisse raisonnablement prévoir pour l'avenir, et en tant qu'on puisse les prévoir d'après l'expérience du passé, *un rapport stable arriverait à être maintenu, si les nations auxquelles nous avons fait allusions acceptaient le bi-métallisme au taux de rapport proposé, et y adhéraient fidèlement. Nous estimons que si dans tous ces pays, l'or et l'argent pouvaient être librement monnayés et devenaient ainsi échangeables contre les marchandises au taux de rapport fixé, la valeur marchande de l'argent, en tant qu'elle est mesurée par l'or, se conformerait à ce taux et ne varierait pas dans des proportions sensibles.*

« Inutile de motiver en détail cette manière de voir, puisque nos raisons découlent de ce que nous avons déjà constaté, en discutant les causes de la divergence qui s'est produite entre les deux métaux et résultent, suivant nous, aussi bien d'un raisonnement *a priori* que de l'expérience fournie par la première moitié de ce siècle. »

(p. 85.)

NOTE N° 20

« N° 30. Il nous semble impossible d'attribuer le concours de ces deux événements
» à une coïncidence purement fortuite. Elles doivent, à notre sens, être envisagées
» comme ayant entre elles le rapport de cause à effet.

» Nous ne doutons donc pas que si le régime en vigueur avant 1873, était rétabli
» dans son intégrité, la plupart des maux que nous avons signalés plus haut seraient
» écartés ; et le remède que nous avons à suggérer est simplement le retour à un
» régime qui existait antérieurement aux changements ci-dessus indiqués ; à un régime,
» enfin, sous lequel les deux métaux étaient librement convertis en monnaie d'étalon
» légal à un taux de rapport fixe, dans une zone suffisamment étendue.

» Encore que ce régime ne fût en vigueur que dans un périmètre restreint, ses
» effets se fissent sentir dans tous les pays commerçants, quel que fût leur système moné-
» taire particulier, et la valeur relative des deux métaux sur tous les marchés du monde
» devint, en fait, identique à celle que déterminait la législation des pays de l'Union
» Latine.

» Pour ce qui regarde la possibilité de maintenir à l'avenir un pareil régime, il nous
» suffira de nous référer aux conclusions formulées par nos collègues au § 107 de la 2^e partie,
» et auxquelles nous nous rallions pleinement, à savoir que « dans toute situation qu'on
» puisse logiquement prévoir pour l'avenir, et qu'on puisse préjuger l'avenir par l'expérience
» du passé, un étalon stable pourrait être maintenu si les nations, dont nous avons parlé
» adhéraient aux taux de rapport proposé et y demeuraient scrupuleusement fidèles. Nous
» pensons que si, dans tous ces pays, l'or et l'argent pouvaient être librement monnayés et
» s'échanger ainsi entre des marchandises aux taux de rapport fixé, la valeur marchande de
» l'argent calculée en or se conformerait à ce taux de rapport, et ne varierait pas de façon
» sensible.

» Nous adhérons aussi, de façon générale, aux opinions émises par nos collègues
» aux §§ 109 et 110 quant à la mesure dans laquelle pareil régime, s'il était adopté et
» maintenu, remédierait aux maux dont on se plaint, et nous désirons appeler l'attention sur
» les avantages complémentaires signalés aux §§ 111 et 119 et qui découleraient de l'adop-
» tion d'un régime bi-métallique international. »

(p. 102.)

Une moitié des commissaires se déclare opposée à un chan-
gement monétaire en Angleterre, bien qu'étant d'accord cependant
sur l'utilité d'une future combinaison internationale ; elle conclut
au *statu quo* dans les termes suivants :

« N° 138. Bien que nous ne puissions recommander ce que l'on désigne communé-
» ment sous le nom de bi-métallisme, nous nous à ce qu'il soit bien entendu que nous
» sommes tout à fait sensibles aux imperfections des étalons de valeur qui, non seulement
» varient, mais encore varient indépendamment l'un de l'autre ; et nous ne repoussons pas
» l'éventualité de futures combinaisons internationales, destinées à restreindre ces fluctuations.

» Un étalon de valeur uniforme pour tous les pays commerciaux serait probablement
» fort avantageux, comme l'uniformité du monnayage ou des étalons de poids et mesure. Mais
» nous estimons que toute mesure prématurée et problématique pourrait, outre ses autres dangers
» et inconvénients, contrarier et retarder le progrès à faire dans ce sens.

» Nous pensons aussi que plus d'un des maux et dangers résultant de la situation
» monétaire actuelle des différents pays a été exagéré, et que quelques-unes des espérances
» que l'on caresse, quant au profit à tirer des changements de régime proposés, seraient
» vouées, si ces changements étaient adoptés, à une déception.

» Dans ces conditions, nous avons pensé qu'il serait plus sage de nous abstenir de

» recommander un changement fondamental quelconque du régime monétaire sous les
» auspices duquel le commerce de la Grande-Bretagne a atteint son présent développement.

» Ce tout quoi nous soumettons à la gracieuse considération de Votre Majesté.

(*Gold and Silver Commission*, final report, p. 92).

NOTE N° 20

Il ne peut cependant pas être créé une combinaison internationale sans le concours de l'Angleterre; les tentatives faites en 1878 et 1881 ont échoué, et toute nouvelle tentative dans ce sens serait un échec bien plus assuré encore, aujourd'hui que les embarras pour ce pays et pour les Indes se sont accrus

Voici, pour mémoire, ce qui s'est passé en 1881 :

» En 1881, et de concert avec le gouvernement français, l'Amérique vint tenter en
» Europe un suprême effort.

» L'Amérique venait démontrer à l'Europe la faute grave qu'elle continuait à commettre
» en dépréciant le métal argent; elle venait lui rappeler les paroles menaçantes prononcées
» en 1878 par M. Goschen, délégué de l'Angleterre, déclarant que : sans une crise formidable
» on ne pourrait obtenir l'or nécessaire pour suppléer à l'argent.

» Les délégués de la France venaient tous les cinq à la rescousse des délégués américains.

» M. Louis Mallet, premier délégué des Indes à la conférence, dépeignit le 17 mai
» 1881 les pertes actuelles causées aux Indes par l'immense dépréciation de l'argent, et
» ajouta :

» Mais ce n'est pas seulement la perte actuelle à laquelle il s'agit de songer, c'est
» l'incertitude absolue qui pèse sur l'avenir et qui empêche tout calcul sérieux et juste
» des revenus et des ressources du gouvernement.

» Mais comment pouvait-on espérer une entente puisque, à l'exemple de ce qui s'était
» passé en 1878, la Grande-Bretagne s'opposait même à laisser critiquer son système monétaire ?

» Ayant ainsi cherché, sans le rencontrer, un terrain quelconque où l'entente fût
» possible, la conférence allait se séparer, le 8 juillet 1881; le gouvernement français, fit
» remarquer que l'œuvre commune n'était pas aussi incomplète, aussi inutile ou aussi vaine
» que l'on eût pu le penser. Il releva, à la suite les unes des autres, toutes les opinions
» émises et il en tira la déduction suivante :

» Tels sont, Messieurs, les extraits que je voulais mettre sous vos yeux pour bien
» fixer dans votre mémoire le concours unanime qui a été donné à cette thèse : qu'il existe
» dans le monde une situation monétaire mauvaise, à laquelle il est nécessaire de porter
» remède.

» Il est satisfaisant de pouvoir dire que, sur ce terrain, tous, aussi bien mono-métallistes
» que bi-métallistes, nous avons été unanimes à constater l'existence du mal. C'était
» précisément le second point, c'est-à-dire le second résultat utile produit par la conférence
» et que je voulais dégager.

» C'est dans ces conditions que la conférence se sépara « la situation monétaire pouvant, pour quelques États, motiver l'intervention des pouvoirs publics, il y avait lieu de
» faire place, quant à présent, à des négociations diplomatiques. »

(*LA CRISE, la Baisse des Prix, la Monnaie*,
par A. ALLARD, p. 139-143.)

L'autre moitié de la commission anglaise, comprenant

NOTE N° 20

qu'une entente internationale est impossible à établir sans l'Angleterre conseille franchement au gouvernement anglais d'entrer dans cette entente, et fait la proposition que l'on trouvera sous le n° 34.

Avant d'y arriver elle réfute une à une toutes les objections faites par ses collègues :

« N° 31. Il ne nous reste donc plus qu'à indiquer les raisons qui nous portent à croire
» que nos collègues ont attribué une importance excessive aux diverses objections formulées contre le changement de régime proposé. Ces objections sont les suivantes :

« I) Que « le changement proposé est colossal » et que « sa nouveauté même
» exciterait des appréhensions constituant à elles seules un danger. »

« A cela nous répondrons que le régime monétaire recommandé par nous fut appliqué pendant bien des années, avant 1873, dans d'autres pays, et que ses effets embrasèrent, en fait, tous les pays commerçants du globe. Tant qu'il fut maintenu dans son intégrité, il ne s'ensuivit aucun résultat fâcheux que nous sachions. La seule nouveauté de notre proposition est la recommandation faite au Royaume-Uni de s'associer aux autres pays spécifiés ci-dessous au § 35, pour rétablir le régime bi-métallique. Nous ne pouvons donc concevoir, en présence de l'expérience du passé, sur quoi se baseraient les appréhensions graves dont on parle.

« II) Que la situation du Royaume-Uni et notamment de Londres, comme centre commercial ou financier de l'univers, serait compromise.

« Cette situation, dit-on, provient de ce que l'étalon de valeur de ce pays est une quantité déterminée d'un métal particulier, et que les individus effectuant des transactions exprimées en livres sterling, savent en conséquence, avec absolue certitude, ce qu'ils ont à payer ou à recevoir. Cette certitude, dit-on, s'évanouirait si, comme le proposent les partisans du système bi-métallique, les débiteurs avaient, pour leurs paiements, l'option entre deux métaux.

« A ceci nous répliquerons :

« a) Que la suprématie commerciale et financière de Londres date d'une époque antérieure à l'établissement de l'étalon unique d'or dans le Royaume-Uni.

« b) Que si les transactions des autres pays s'effectuent en grande partie aujourd'hui au moyen de traites tirées sur Londres, c'est parce que Londres est, pour maintes raisons, le marché le plus favorable à ces traites, et que ce fait ne risque pas d'être modifié par notre alliance avec d'autres pays en vue d'un régime monétaire commun.

« c) Que l'option concédée aux débiteurs sous le régime bi-métallique ne saurait que bien rarement avoir un effet pratique, d'autant que si ce régime était adopté et maintenu intégralement, on n'aurait pas d'intérêt appréciable à choisir l'un plutôt que l'autre métal.

« III) Que si le bi-métallisme amenait une baisse de valeur de l'or, l'Angleterre, en sa qualité de pays appelé à recevoir d'importants paiements en or, en pâtirait, tandis que d'autres pays en bénéficieraient à ses dépens.

« En réponse à cette objection, qu'il nous suffise de rappeler les arguments énoncés au § 96 *k*) de la première partie de ce rapport, et auxquels nous n'avons rien à ajouter.

« IV) Que le succès du fonctionnement du régime bi-métallique dépend d'un cours international et que, par des raisons suffisantes ou insuffisantes, d'autres nations cesseront tôt ou tard d'y adhérer.

« Nous répondons : a) qu'on est hors d'état d'indiquer une raison suffisante pour motiver la sécession actuelle de l'une ou l'autre des parties contractantes ; b) que du mo-

» ment où le régime bi-métallique serait maintenu dans une zone suffisamment large, la
» sécession d'une ou de plusieurs puissances n'aurait pas une importance vitale ; c) que,
» dans tous les cas, la puissance sécessionnaire causerait plus de préjudice à ses propres
» nationaux qu'à ceux des autres pays ; et d) que pareille objection peut s'appliquer avec
» autant de fondement à toute convention internationale.

» V) Que la tendance qui se manifeste parmi les nations les plus civilisées, à employer
» l'or plutôt que l'argent, aurait chance, malgré l'existence d'un régime bi-métallique, d'en-
» courager l'accumulation de ce métal et la création d'un agio qui troublerait le rapport
» fixé par la loi entre les deux métaux.

» Nous répondrons à ceci que la tendance sus-mentionnée est, en grande partie, la
» résultante des appréhensions et de l'incertitude sur les rapports actuels entre les deux
» métaux ; et que le motif qui pousse à thésauriser l'or cesserait dès le rétablissement
» d'un rapport stable entre eux. »

» VI) Qu'il pourrait se produire un refus tacite, de la part des habitants de tel ou
» tel pays, d'accepter l'un et l'autre métal comme étalon légal, et que l'on concluerait
» nombre de contrats sur la base d'un seul des deux métaux.

» La question soulevée par cette objection est plutôt affaire d'appréciation que
» d'argumentation, et nous nous bornerons à constater que nous ne partageons pas les
» craintes de ceux qui prévoient des complications graves en raison de pareille éven-
» tualité.

» En admettant même qu'on adoptât, dans une grande mesure, cette manière de
» faire, nous ne pensons pas que des difficultés sérieuses pourraient surgir, tant que le
» rapport légal entre les deux métaux resterait en vigueur.

» Mais il nous sera permis de faire remarquer que cette objection paraît impliquer
» — chose qui, naturellement, n'a jamais été avancée — que le régime bi-métallique pour-
» rait être inauguré dans un pays ou l'autre sans le consentement des classes de la popu-
» lation les plus intéressées à l'adoption d'une pareille réforme. Nous sommes persuadés
» que nulle mesure telle que l'établissement du double étalon ne pourrait advenir dans
» notre pays tout au moins, sans avoir obtenu de la part de la population un appui suffi-
» sant pour empêcher, dans la pratique, l'éventualité évoquée dans l'objection dont nous
» nous occupons en ce moment.

» VII) Que si des dettes contractées en or pouvaient être acquittées en argent, il en
» résulterait un préjudice injuste pour les créanciers et que l'adoption du régime bi-métal-
» lique équivaldrait, par-là, à un acte de mauvaise foi.

» Cette dernière objection est celle qui nous paraît le plus digne d'être prise en
» sérieuse considération et nous ne sommes pas disposés à en amoindrir l'importance.

» S'il est juste qu'un gouvernement adopte et impose à la population un étalon légal
» de valeur, il est manifestement de son devoir de veiller, autant que possible, à ce que
» cet étalon ne soit pas dépourvu de sa qualité essentielle, c'est-à-dire du maximum de
» stabilité réalisable.

» Des précédents récents attestent que, par suite de la politique monétaire de
» l'Allemagne, de l'Union Latine et des États-Unis, sur laquelle notre pays n'exerce aucune
» action, l'étalon de valeur du Royaume-Uni a été gravement atteint, et sa future stabi-
» lité, ainsi que celle de l'étalon d'argent des Indes, sérieusement compromise.

» Dans ces conditions, il est évident que si le gouvernement, par l'action directe
» qu'il exercerait en modifiant l'étalon, compromettrait les intérêts des créanciers et con-
» trariait les contrats existants, il peut, en s'abstenant de toute action, compromettre
» tout autant, peut-être même davantage, les intérêts des débiteurs et nuire aux contrats
» futurs.

» Il nous semble que s'il est injuste, de la part d'un gouvernement, d'apporter une
» modification quelconque à l'étalon de valeur sous prétexte que cela troublerait les rapports

NOTE N 2

» de débiteur à créancier, il doit commettre une égale injustice en s'abstenant d'une mesure
» qu'il est en son pouvoir d'appliquer et qui pourrait précisément prévenir le trouble de
» ces rapports.

» Mais il importe de faire remarquer que cette objection, quelle qu'en soit la force,
» ne vise pas la politique bi-métallique comme telle, qu'elle est dirigée simplement contre
» le rétablissement du taux de rapport de 15 1/2 à 1, ou quelque autre rapport différant
» sensiblement de la valeur relative actuelle de l'or et de l'argent.

» Il ne faut pas non plus perdre de vue que ceux qui attribuent la baisse des prix
» à des causes se rattachant avant tout aux articles de consommation mêmes, n'ont pas le
» droit d'invoquer cette objection. Si la rupture de l'équilibre bi-métallique n'a pas provoqué
» une hausse de l'or et une baisse de prix, il n'y a pas lieu, semble-t-il, de supposer que
» son rétablissement doive influencer sur la valeur de l'or ou occasionner un renchérissement
» des prix. »

(p. 102-104.)

Ils concluent enfin, dans les termes suivants :

» N° 34. Aucune solution aux difficultés n'est possible dans notre opinion sans une
» action internationale.

» Le remède que nous suggérons est essentiellement international dans ses caractères
» et les détails n'en peuvent être établis que de concert avec les peuples qu'ils concernent.

» Il nous est suffisant d'indiquer ici les principes de l'entente qui serait provoquée :

» 1° Libre monnayage des deux métaux comme monnaies légales, etc. ;

» 2° La fixation du taux auquel les monnaies de chacun des deux métaux seront reçues
» en paiement de toutes les dettes au choix du débiteur. »

(p. 104.)

Il semble que depuis plusieurs années M. Goschen, devenu
chancelier de l'Echiquier, était assez de leur avis et il paraît
même que, dans son opinion, il serait sans doute du devoir de l'Etat
d'intervenir par une réforme monétaire; voici ce qu'il disait :

» Je ne pense pas au bi-métallisme, je veux dire que je n'y songe pas en ce moment,
» tout en admettant que la vision de ce système ait pu traverser mon esprit.

» La question qui me préoccupe est celle-ci : Jusqu'à quel point l'Etat devrait-il
» s'immiscer ou s'abstenir de s'immiscer, d'une façon ou d'une autre, dans les relations
» entre débiteur et créancier ?

» D'une part, il ne conviendrait pas de soutenir, comme argument contre l'oppor-
» tunité d'une intervention de l'Etat, que l'ensemble de la situation actuelle est la résul-
» tante de lois naturelles. On ne peut, il est vrai, citer un seul exemple de pareille ingé-
» rence de l'Etat en Angleterre, mais il en est autrement de l'Europe, car, si la
» dépréciation des marchandises est une conséquence de l'absorption de près de deux cents
» millions de livres sterling par l'Allemagne, l'Italie et les Etats-Unis, ce sont les lois
» que ces gouvernements ont fait voter, et non une variation de la production, qui ont
» occasionné les graves résultats indiqués. J'ECARTE DONC LA DOCTRINE SUIVANT LAQUELLE IL
» NE SAURAIT ETRE QUESTION D'UNE INTERVENTION DE L'ETAT.

» Mais autre chose est de savoir si cette intervention, effectuée à un degré quel-
» conque, serait sage. Des dettes ont été contractées sur la foi de certaines lois nationales
» et des engagements ont été pris. Les débiteurs se sont trouvés dans une situation avan-
» tageuse à un moment donné, à l'époque où les découvertes d'or faites en Amérique pro-
» voquèrent une dépréciation de l'or, mais je crains qu'ils n'aient à souffrir quelque peu
» aujourd'hui.

» Un éminent économiste français a déclaré n'être pas bien sûr que la France eût échappé à la banqueroute de 1848, sans l'énorme accroissement de la production d'or. » Cet accroissement de la production amena, en effet, une prospérité commerciale qui permit à la France de sortir de l'embarras où elle se trouvait.

NOTE N° 20

» J'ai entendu un autre personnage distingué dire que les grandes difficultés de l'ancien Empire Romain, relativement aux lois qui durent y être faites pour la libération des débiteurs, naquirent de ce fait que les Romains ne possédèrent jamais une monnaie susceptible d'expansion, mais que leur provision de métaux précieux était, au contraire, stationnaire, du moins par rapport au développement des transactions et de la population, et qu'elle ne permettait pas aux commerçants romains de poursuivre leurs opérations avec cette petite mais constante augmentation du stock de métaux précieux que réclamaient les besoins croissants de la population et une richesse sans cesse grandissante. Ces observations m'ont paru offrir un intérêt historique et ouvrir un vaste horizon, mais je ne possède pas les connaissances nécessaires pour juger de l'exactitude des faits qu'elles impliquent. »

*Mémoire lu devant la BANKER'S INSTITUTE de Londres,
par le très honorable GEO. I. GOSCHEN, chancelier de l'Echiquier,
le mercredi 18 avril 1883.*

Le discours qui précède était prononcé, il y a six ans, par M. Goschen, alors qu'il n'était pas encore chancelier de l'Echiquier.

Il était chancelier depuis 1885-86, lorsqu'en novembre 1887 le conseil de la ligue bi-métallique, profitant de sa présence à Manchester, décida de se rendre auprès de lui, pour lui remettre un mémoire dont les premières phrases rendent suffisamment la pensée pour faire comprendre la réponse citée plus bas; voici le début de ce mémoire :

« Les trois quarts des exportations du district de Manchester ont pour destination des pays à monnaie d'argent, pays entre lesquels et le nôtre le change subit de violentes fluctuations. Il y a de constantes « frictions » dans les rapports des valeurs, et toutes les fois que le change de l'argent baisse, les prix en livres sterling sont obligés de baisser de même pour rester au niveau des prix en argent sur les marchés monétaires des pays où circule ce métal. Il y a plus d'incertitude que jamais, quant à ce que sera le niveau normal des deux modes d'évaluation livrés à eux-mêmes. »

Le mémoire conclut, en fin de compte, à réclamer du chancelier le rétablissement d'un cours fixe entre l'or et l'argent par voie d'un traité international.

La position du chancelier de l'Echiquier était embarrassante ; S. M. la Reine avait nommé une Commission pour étudier la question ; aussi fait-il d'abord en ces termes certaines réserves, sur ce qu'il allait pouvoir répondre :

« Tout en exprimant ma parfaite disposition, dit-il, à recevoir une députation des membres de votre ligue, j'ai dû établir envers votre secrétaire une réserve, sur l'IMPOSSIBILITÉ POUR MOI, TANT QUE SIÈGE LA COMMISSION ROYALE, DE FORMULER UNE OPINION SUR LA CONDUITE A TENIR PAR LE GOUVERNEMENT DANS LA QUESTION QUI VOUS INTÉRESSE.

NOTE N° 2

» Mes collègues diront, sans doute, que je parle en cela avec ma prudence habituelle.
» Laissez-moi vous dire que la prudence n'est pas une vertu facile. *Il est plus aisé*
» *et beaucoup plus agréable de dire franchement, ce qu'on pense au lieu de s'astreindre à*
» *la réticence imposée par les circonstances*
» je ne sache pas qu'il y ait aucune grande question soumise à l'opinion publique qui
» soit plus compliquée que celle du bi-métallisme.
» *Tout au moins puis-je dire, en ce qui me regarde, que je comprends ce que deman-*
» *dent les bi-métallistes.* »

Aussitôt ces réserves faites, il exprime les idées suivantes ; nous nous permettons de souligner les phrases qui nous ont surtout paru typiques dans l'allocution du chancelier ; nous les empruntons à la traduction faite par le journal *La Cote Libre* du 30 novembre 1887 :

» Il y a une certaine catégorie de mono-métallistes qui disent que le bi-métallisme
» est de l'absurdité pure, et qu'ils ne peuvent comprendre ce que cela signifie. Eh bien,
» *je ne crois pas, quant à moi, que le bi-métallisme soit une absurdité. Je crois que c'est*
» *une proposition très sérieuse en vue d'un changement qui amènera de grands résultats si*
» *on l'adopte.*

» Deux questions se présentent alors :

» La première est de savoir si ces résultats seraient ceux qu'attendent les bi-métal-
» listes, et la seconde si la possibilité de ces résultats étant prouvée, il est opportun de
» les provoquer ?

» *Pour ma part, et là-dessus on me dit que je suis d'accord avec les bi-métallistes,*
» *je crois que la valeur relative de l'or et de l'argent n'est pas une simple question d'offre*
» *et de demande.*

» *Cette manière de voir sera sans doute qualifiée d'hérésie de ma part par les dis-*
» *ciples extrêmes de l'école mono-métallique. Mais il me paraît impossible de nier que*
» *l'ingérence gouvernementale des diverses nations ait eu une influence énorme sur la*
» *valeur relative de l'argent et de l'or.*

» La conduite de l'Union latine, celle de l'Allemagne, le déplacement de l'argent et
» l'intronisation de l'or dans bien des pays, ont eu une influence immense dans la création
» des changements que les bi-métallistes déplorent et auxquels ils cherchent à apporter un
» remède. Il me semble donc légitime d'affirmer que la conduite des gouvernements a
» exercé une action considérable dans la question des étalons monétaires.

» *C'est un fait curieux que « L'APPRÉCIATION DE L'OR » est un phénomène que nient*
» *avec persistance un grand nombre d'hommes capables. C'est un des points que la com-*
» *mission aura à décider; c'est un des points qui est dans une grande mesure susceptible*
» *de preuves dans un sens ou dans l'autre, bien que telle est la nature humaine qu'il est*
» *probable que les bi-métallistes disent que les preuves sont à l'appui de leur thèse, tandis*
» *que les mono-métallistes disent également qu'elles établissent la leur. La difficulté est*
» *de rattacher l'effet à la cause.*

» *La baisse des prix ne peut se nier, bien qu'elle soit compliquée jusqu'à certain*
» *point d'une baisse des prix des matières premières dont la classe des consommateurs*
» *ne se rend pas suffisamment compte.*
» *Vous avez parlé aussi des fluctuations constantes des prix. Je n'entends plus ici la sim-*
» *ple baisse des prix, mais bien la grande incertitude des opérations commerciales par*
» *suite des variations constantes dans le change. C'est là un mal que personne ne peut*
» *mettre en doute, à ce qu'il me semble. On peut nier sans doute qu'il soit possible d'y*

» porter remède; mais il est impossible de nier que cela soit contre l'intérêt de tous ceux
» qui font le commerce. »

NOTE N° 20

Il nous semble bien que, malgré la réserve imposée aujourd'hui au chancelier de l'Échiquier, nous retrouvons entre les lignes de son dernier discours, prononcé il y a à peine quatorze mois, toutes les idées qu'il avait exposées, en toute liberté, il y a six ans, aux banquiers de Londres.

Ce que l'on a quelque peine à comprendre, c'est que - l'*Economist*, - le journal de la Cité, ne se soit pas donné la peine de publier ce discours, et que, en sa qualité de *mono-métalliste*, il se soit cru autorisé d'affirmer, le 19 novembre 1887 à ses lecteurs, que M. Goschen s'était borné à des phrases de politesse sans aucun encouragement pour la ligue bi-métallique.

M. Goschen, après avoir fait les déclarations qui précèdent, revient, à la fin de sa réponse, aux bi-métallistes de Manchester, aux pratiques de prudence qui lui sont dictées par sa haute position et par la commission nommée par la Reine; il continue en disant :

« Vous demandez que le Gouvernement Anglais voyant la dépréciation de la propriété, ramène les choses à ce qu'elles étaient, en rétablissant l'association de l'or et de l'argent.

» VOUS AVEZ PEUT-ÊTRE TORT, VOUS AVEZ PEUT-ÊTRE RAISON.

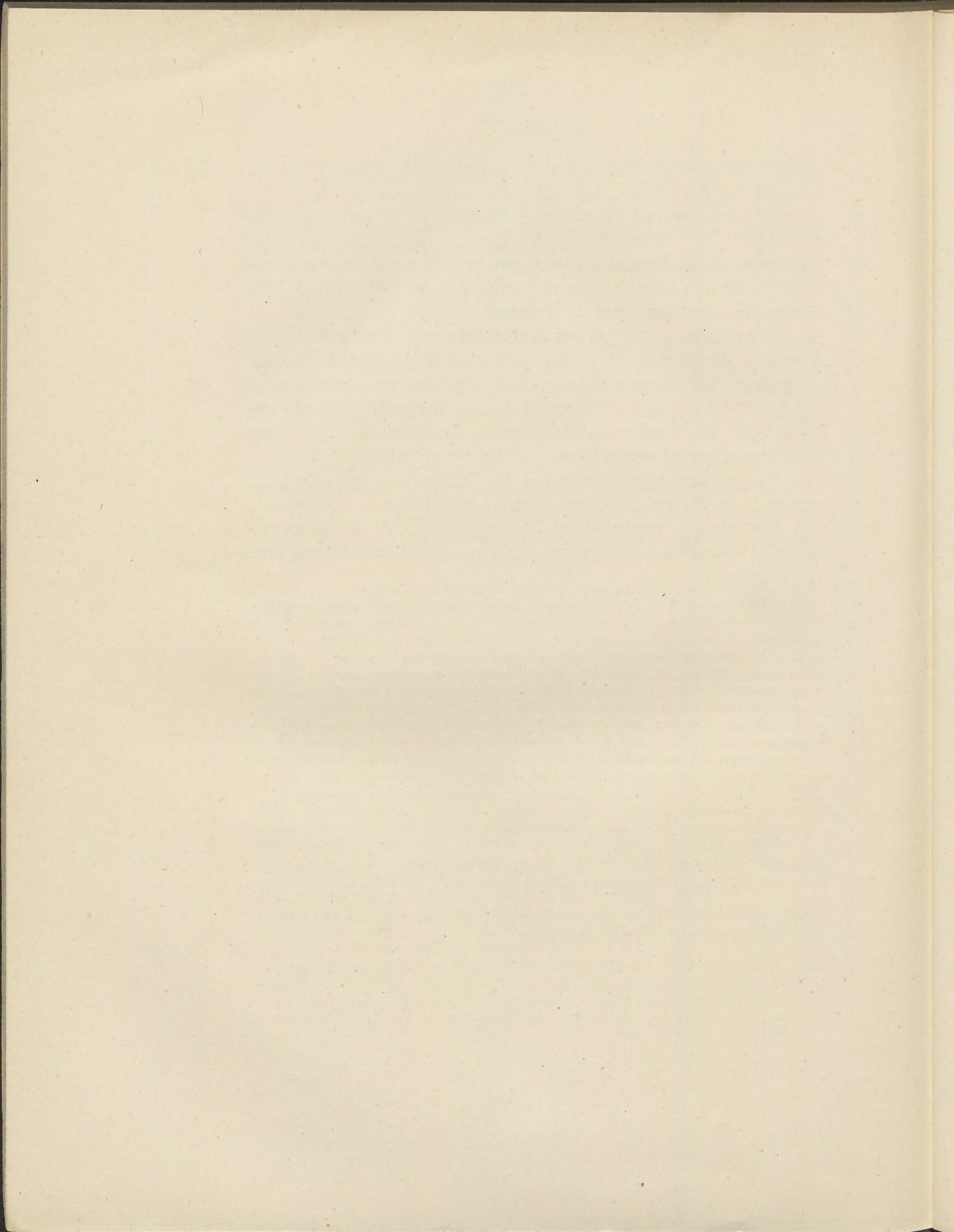
» LA COMMISSION EXPRIMERA UN AVIS SUR CE POINT COMME SUR LES AUTRES. EN TOUS CAS VOUS COMPRENDREZ QUE VOTRE DEMANDE EST CONSIDÉRABLE, PARCE QU'IL Y A UN CONFLIT CONSIDÉRABLE D'INTÉRÊTS.

» Quoique l'on fasse dans un sens, on rencontre la contre-partie dans l'autre. Si vous rehaussez les prix pour le fabricant et le producteur, vous les rehaussez pour le consommateur. Si vous rehaussez la valeur de la propriété pour le propriétaire vous en rehaussez aussi le prix pour celui qui peut désirer devenir propriétaire. »

(Réponse de M. GOSCHEN, à la Ligue bi-métallique,
à Manchester.)

Depuis que M. Goschen a prononcé ce discours, la *Commission on gold and silver* a déposé son rapport.

Il nous paraît évident que le chancelier de l'Échiquier, penchait vers cette moitié de la commission qui conclut à l'adoption du bi-métallisme en Angleterre.



NOTE N° 21

LE TERRAIN SEMBLE PRÉPARÉ A UNE ENTENTE DE CE GENRE

Un mouvement très accentué s'est produit en Angleterre en faveur d'une réforme monétaire.

NOTE N° 21

Voici la proclamation de la Ligue qui s'est organisée au capital de 500.000 francs :

« Vers le mois de février 1886 une ligue des bi-métallistes anglais fut organisée.

Président :

» HENRY H. GIBBS, ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre, — directeur de cet établissement, — chef de la grande maison *Antony Gibbs et Co.*

» Pour être nombreuse, l'administration de cette ligue n'en a pas moins été formée par les éléments les plus importants, les plus autorisés et les plus sérieux du monde des affaires et des gens pratiques de l'Angleterre ; elle compte aujourd'hui dans ses rangs cent membres du Parlement.

» Voici la déclaration des principes de cette ligue et le manifeste par lequel elle a fait appel à l'opinion publique, dans ce pays qui volontiers était regardé jusqu'ici comme la véritable forteresse, comme la citadelle inexpugnable du mono-métallisme.

MANIFESTE.

» Jusqu'en 1873 le taux auquel on échangeait l'or contre l'argent et réciproquement n'avait guère varié, parce que les Monnaies de France et des autres pays de l'Europe étaient accessibles à l'univers entier, pour le monnayage illimité des deux métaux, sur la base fixe de 15 1/2 argent à 1 d'or.

» Grâce à cet état de choses, le taux du change entre les pays à étalon d'or et d'argent restait uniforme, dans la pratique, et l'argent exerçait dans le monde entier, et aussi complètement que l'or, les fonctions de Monnaie.

» La mesure que prit l'Angleterre en 1816, c'est-à-dire l'adoption d'un unique étalon d'or, ne troubla pas la fixité du taux de rapport entre les deux métaux tant que les Monnaies du continent demeurèrent accessibles à l'argent ; mais quand l'Allemagne résolut en 1873, d'adopter l'unique étalon d'or, l'ancien équilibre fut aussitôt détruit, car la France et les autres pays bi-métalliques durent, en présence des énormes ventes d'argent opérées par l'Allemagne, suspendre la liberté du monnayage.

NOTE N° 21

» Cette mesure de l'Allemagne provoqua une baisse de l'argent par rapport à la
» valeur de l'or, et le cours de l'argent a subi depuis des fluctuations violentes dont se
» sont ressentis tous les échanges internationaux entre pays à étalon d'or et pays à étalon
» d'argent.

» En ce qui concerne les Indes, la roupie qui valait précédemment 2 shillings
» (2 francs cinquante centimes environ) est tombée peu à peu à 1 shilling et six pence,
» monnaie anglaise (1 franc quatre-vingt-cinq centimes environ) et la valeur qu'elle pourra
» représenter éventuellement, par rapport à la monnaie en or, devient de jour en jour
» plus incertaine.

» La substitution de l'or à l'argent, qui fait que les fonctions de l'or se multiplient
» de plus en plus alors que la production annuelle de l'or et le stock normal d'or dimi-
» nuent sans cesse, la substitution de l'or à l'argent, disions-nous, a fait hausser de
» valeur le premier de ces deux métaux et baisser les prix des produits de consommation
» par rapport à l'or.

» Cette hausse de l'or et cette baisse des prix sont partout manifestes, et partout
» elles exercent un effet manifestement désastreux sur le commerce, aussi bien que sur
» les industries manufacturières et agricoles.

» Pénétrés des pernicioeux résultats de notre régime monétaire et du préjudice causé
» au commerce et à l'agriculture par le trouble survenu dans les rapports de l'or et de
» l'argent, nous faisons appel à la coopération de chacun pour réaliser le but que
» s'est tracé notre ligue.

» Tout nous encourage à marcher résolument à la poursuite de ce but, puisque
» l'Amérique, la France et l'Allemagne sont non seulement disposées mais décidées à y
» coopérer.

» Ces puissances, toutefois, ne prendront aucune initiative sans l'Angleterre; or, le
» gouvernement anglais, obéissant à une conception erronée des avantages de l'unique étalon
» d'or, s'est refusé à agir.

» Il est, par conséquent, nécessaire de provoquer un débat sérieux sur la question
» dans notre pays, et d'amener l'opinion publique à exercer sa puissante pression sur
» notre gouvernement afin que l'Angleterre, cessant de faire obstacle à une convention
» internationale, intervienne et prenne part à la solution de cette question d'une impor-
» tance si vitale pour le bien-être de l'empire et pour les intérêts du commerce
» universel. »

En 1886, 840 comices agricoles déposèrent à la Chambre des Députés d'Allemagne, 840 pétitions identiques et par 145 voix contre 119, soit une majorité de 26 voix, ils obtinrent que la question fût remise à l'étude.

Voici le texte de ces 840 pétitions :

» Les soussignés, en présence de la crise pesant sur l'industrie et l'agriculture,
» en présence de ce fait que la raison principale de la baisse des prix se trouve dans
» la dépréciation de l'argent, réclament du Reichstag qu'il tâche d'amener l'établissement du
» bi-métallisme international.

Ce qu'il y a de fort remarquable, c'est que ce résultat a été obtenu contre le gré et malgré les efforts du ministre des finances, M. de Scholz, qui eut désiré que l'on ne passât pas au vote et dans cet espoir il s'engageait de son propre chef à soumettre la question à l'étude réclamée.

S. E. le grand chancelier prince de Bismarck, à plusieurs reprises et dans ce langage imagé qu'il se plaît si souvent à employer, a manifesté ses doutes à l'égard des lois monétaires allemandes et du mono-métallisme qui reste toujours inachevé depuis 17 ans.

NOTE N° 21

L'une fois il disait :

» Les fanatiques de l'or n'ont mis que l'eau dans notre marmite ; triste bouillon ! »

L'autre fois :

» L'or est devenu une couverture trop étroite, on se bat pour en avoir ! »

Le 3 mars 1886, quelques jours après le vote obtenu au Reichstag par les agriculteurs allemands, on télégraphiait de Berlin au *Times* que, dans une de ses réceptions, S. E. le prince de Bismarck avait dit :

» Mais s'il peut m'être prouvé que la reprise du métal double d'or et d'argent serait de nature à relever les prix des produits agricoles, il serait fort possible alors que je me fasse l'avocat de son introduction. »

Le caractère de cette déclaration, les circonstances qui l'ont amenée, la haute personnalité qui l'a faite, montrent à quel point le mouvement vers le bi-métallisme s'accuse en Allemagne, ce pays qui est le véritable auteur primitif de toutes les fautes commises et des maux qui en furent la suite.

TABLE DES MATIÈRES

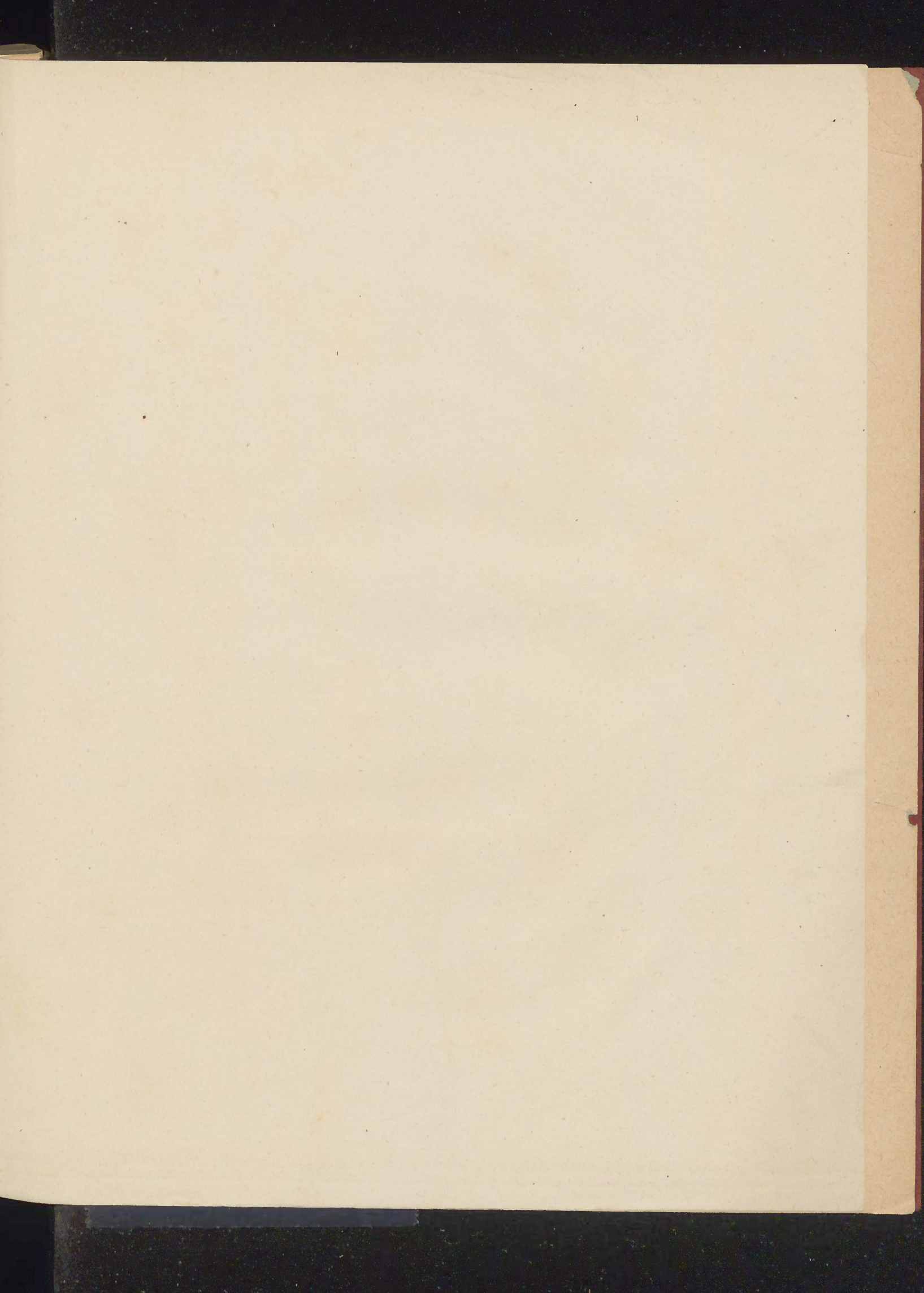
	PAGES
§ 1. — La Crise	1
§ 2. — La Monnaie	5
§ 3. — Influence de la monnaie sur les prix	7
§ 4. — Origines de la monnaie française	11
§ 5. — Retour vers le mono-métallisme de Mirabeau	14
§ 6. — La démonétisation de l'argent.	17
§ 7. — La rareté de l'or	18
§ 8. — Abaissement du prix des richesses	21
§ 9. — Il y a des favorisés et des victimes	22
§ 10. — Augmentation des dettes publiques	24
§ 11. — Pertes pour l'agriculture et l'industrie.	25
§ 12. — Pertes pour le commerce extérieur.	27
§ 13. — Influence sur les douanes	28
§ 14. — Troubles jetés entre l'Angleterre et les Indes	30
§ 15. — Question ouvrière	31
§ 16. — Ce qui reste encore à dépenser	33
§ 17. — Remède proposé.	34
§ 18. — Conclusion	37

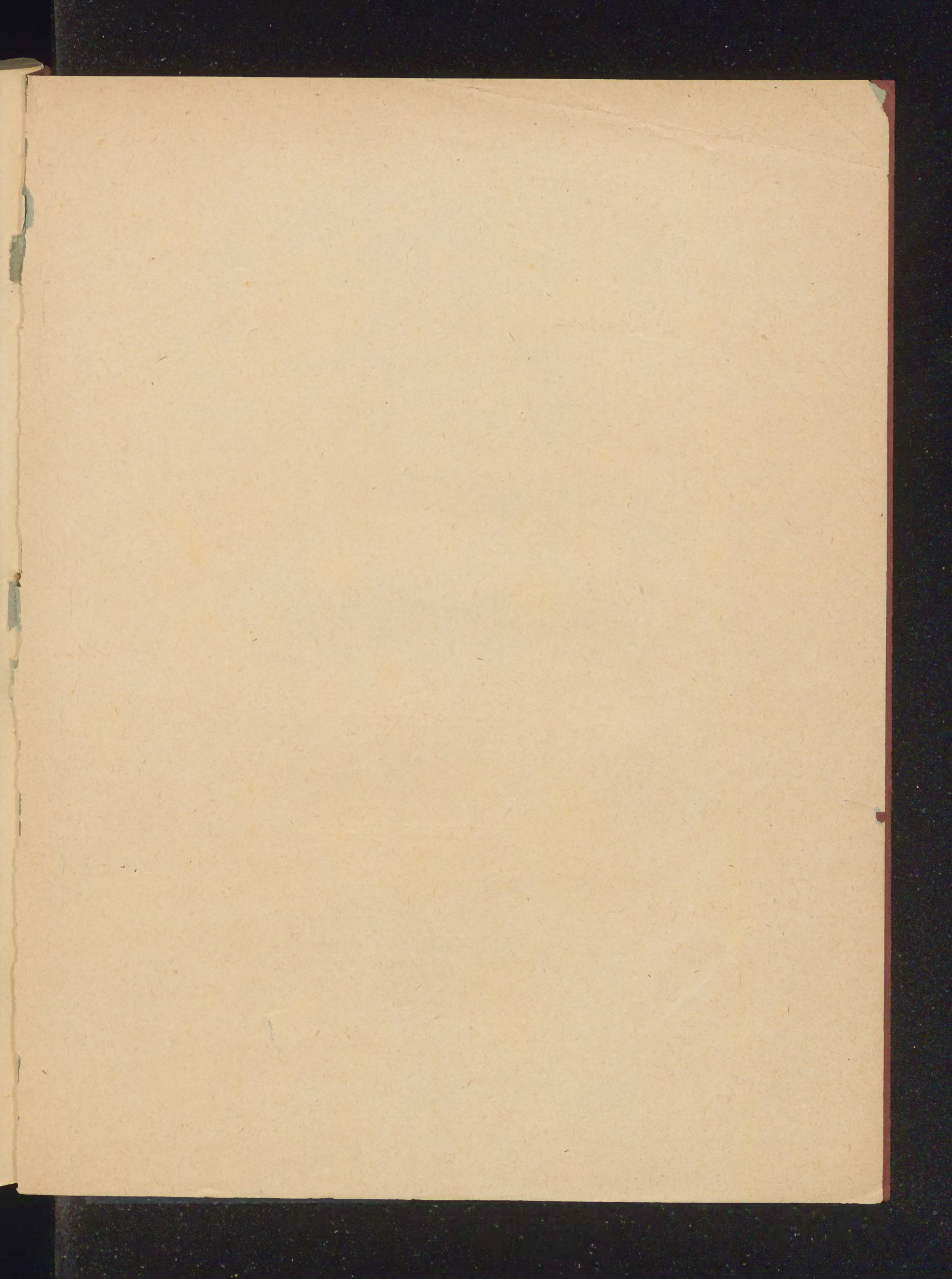
NOTES JUSTIFICATIVES

Note n° 1. — Caractères reconnus irrémédiables de la crise en France	41
Note n° 2. — L'excès de production n'est pas admissible	45
Note n° 3. — La crise de surproduction paraît n'être qu'une crise monétaire	47
Note n° 4. — La monnaie c'est l'échange, l'échange c'est la société. .	51
Note n° 5. — La monnaie n'est pas une invention de la civilisation, c'est l'outil civilisateur.	53
Note n° 6. — La monnaie n'est pas simple marchandise.	57
Note n° 7. — La monnaie est le sang social.	61
Note n° 8. — L'histoire prouve le rapport direct et constant existant entre les quantités de monnaie d'une part, les marchandises et leurs prix d'autre part.	63

	PAGES
Note n° 9. — Trop de marchandises ou trop peu de monnaie produisent exactement les mêmes effets	67
Note n° 10. — Caractères généraux de la loi française monétaire de l'an XI, bénéfices que retiraient les autres peuples. . .	71*
Note n° 11. — Conseils donnés et craintes émises au sujet de la démonétisation de l'argent	75
Note n° 12. — Le bi-métallisme universel aboli, l'or devient rare . . .	81
Note n° 13. — La rareté de l'or a fait baisser les prix	87
Note n° 14. — Les travailleurs en souffrent plus que les autres classes.	95
Note n° 15. — Les prix aux Indes (évalués en argent) sont restés invariables, ceux en Europe (évalués en or) ont baissé, donc c'est l'or qui a augmenté aux dépens de l'agriculture	97
Note n° 16. — Le commerce international se trouve ralenti et interrompu	101
Note n° 17. — La démonétisation de l'argent contrarie le libre-échange.	103
Note n° 18. — Les embarras anglo-indiens en sont devenus inextricables	107
Note n° 19. — Les travailleurs sont les victimes	115
Note n° 20. — Le remède qui apparaît en Angleterre serait le rétablissement du bi-métallisme international	121
Note n° 21. — Le terrain semble préparé à une entente de ce genre .	131

A BRUXELLES
DES PRESSES D'ALEXANDRE BERQUEMAN
rue de Berlaimont, 36
MDCCCLXXXIX

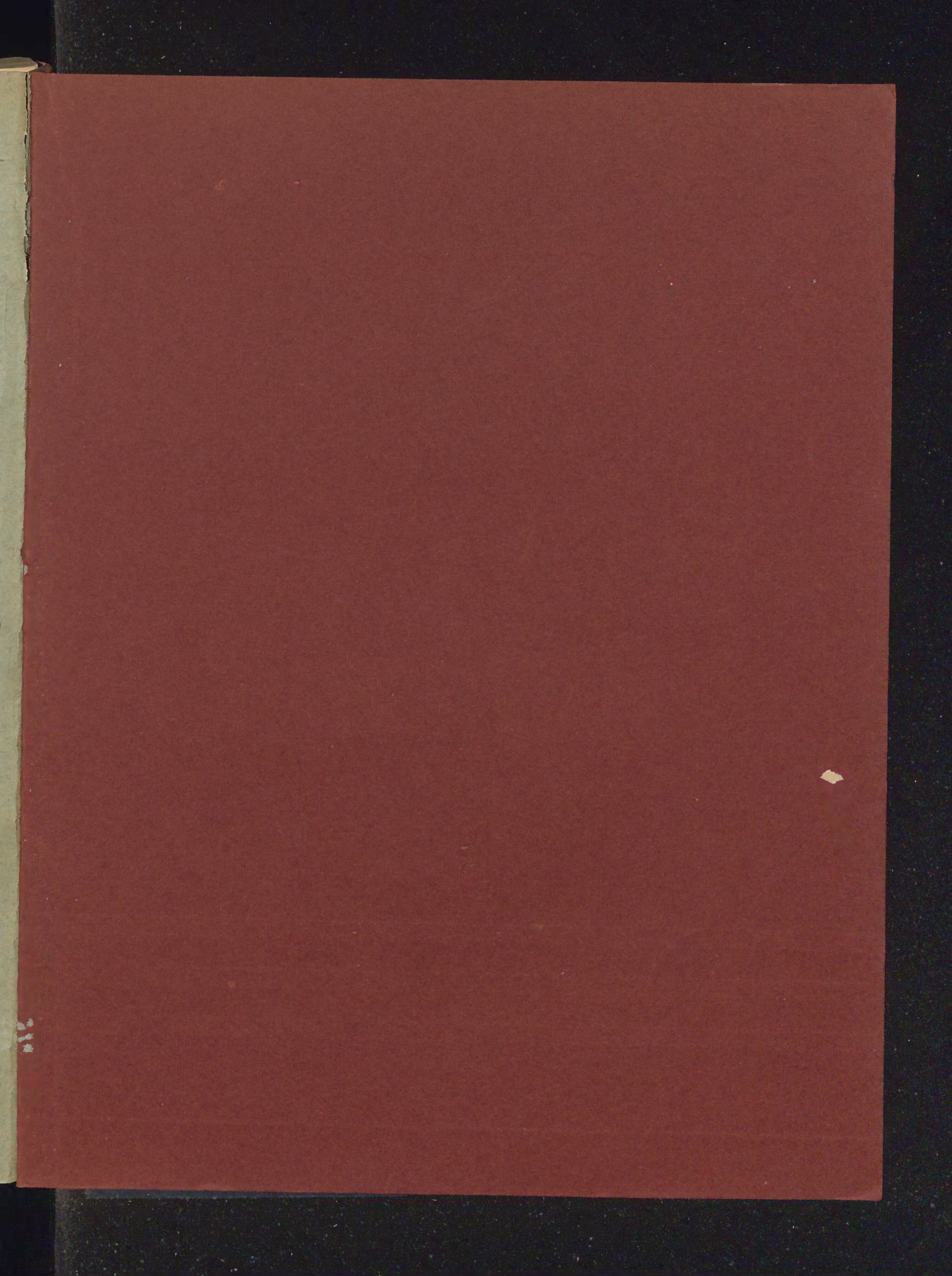




PARIS
GUILLAUMIN & C^{ie}
Rue Richelieu, 14

LONDRES
EFFINGHAM, WILSON & C^o
Royal Exchange, 11

BRUXELLES
MERZBACH & FALK
Rue des Paroissiens, 18-22





206\$06456553